

DES MORATOIRES ET DÉLAIS DE GRÂCE

ACCORDÉS AUX DÉBITEURS
PAR LES TEXTES RÉCENTS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 13 décembre 1938 à 13 h. 30

PAR

M^{lle} SARAH CARRÉ

Président : M. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, professeur.

*Suffragants { MM. MOREL, professeur.
CASSIN, professeur.*

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

43, rue Soufflot (5^e)

1938

DES MORATOIRES
ET DÉLAIS DE GRÂCE

ACCORDÉS AUX DÉBITEURS

PAR LES TEXTES RÉCENTS

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DES MORATOIRES ET DÉLAIS DE GRÂCE

ACCORDÉS AUX DÉBITEURS
PAR LES TEXTES RÉCENTS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Thèse présentée et soutenue le 13 décembre 1938 à 13 h. 30

PAR

M^{lle} SARAH CARRÉ

Président : M. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, professeur.

Suffragants { MM. MOREL, professeur.
CASSIN, professeur.

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot (5^e)

1938



DES MORATOIRES & DÉLAIS DE GRACE

ACCORDÉS AUX DÉBITEURS

PAR LES TEXTES RÉCENTS

INTRODUCTION

Bigot Préameneu, en présentant le titre du Code civil sur les obligations, disait : « Il n'est besoin pour régler ces rapports que de se conformer aux principes qui sont dans la raison et dans le cœur de tous les hommes. C'est là, c'est dans l'équité que les Romains ont trouvé ce corps de doctrine qui rendra immortelle leur législation. »

Cette considération s'applique particulièrement à la matière du paiement ; en effet, si c'est un devoir strict pour le débiteur de payer ses dettes au jour de l'échéance, c'est aussi un devoir pour le créancier, devoir inspiré par une pensée d'indulgence et d'humanité, d'accorder des délais pour se libérer au débiteur malheureux et de bonne foi. Le créancier a droit au paiement, c'est certain, il a pour lui l'autorité des maximes telles que : « *neminem lædit qui suo jure utitur* » et « *nullus dolo videtur facere* », mais nous pensons avec M. Ripert ¹ que : « C'est la plus grande injus-

1. Ripert. *Règle morale dans les obligations*, 1927, p. 133.

tice que l'on puisse commettre de prétendre tirer d'un droit les avantages suprêmes qu'il peut comporter. »

Le Code civil, renouvelant une pratique immémoriale de notre ancienne jurisprudence et même du droit romain protège le débiteur contre un créancier impitoyable. L'article 1244, alinéa 2 est, en 1804, ainsi rédigé : « Les juges peuvent néanmoins, en considération de la position du débiteur et en usant de ce pouvoir avec une grande réserve, accorder des délais modérés pour le payement et surseoir l'exécution des poursuites, toutes choses demeurant en l'état. » Il appartient au juge de concilier dans son ministère les rigueurs de la loi positive avec les tempéraments d'une indulgente humanité. Son pouvoir est discrétionnaire mais le législateur lui a recommandé d'y poser de sages limites. En effet, si l'on y réfléchit, il est aussi grave de maintenir en vigueur un contrat au delà du terme fixé par les parties que de modifier le contenu de l'obligation contractuelle. Dans les deux cas, le législateur substitue une situation obligatoire à l'engagement né du contrat. Le Code civil, qui n'a jamais admis l'imprévision, devait être circonspect dans l'établissement des délais de grâce. L'article 1244, alinéa 2, n'a été modifié que récemment par des lois de 1936 et 1937 mais en dehors du texte s'est développée depuis la guerre toute une législation ayant trait à des catégories de débiteurs spéciaux. Mais la législation des délais de grâce et des moratoires a toujours été hésitante et variable car deux idées contraires se combattent à leur sujet.

D'une part, le principe de l'exécution forcée et rigoureuse des dettes qui se justifie par la nécessité d'assurer le respect du principe moral de la parole donnée et surtout par la nécessité d'assurer le crédit et le principe de droit

énoncé dans l'article 1134 : « Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites » s'opposent à l'idée humanitaire et économique qu'il ne faut pas écraser le débiteur.

Dans les législations primitives, lorsque les hommes n'ont pas confiance entre eux, c'est l'exécution forcée sur la personne qui est en vigueur. Aucun délai n'est accordé au débiteur, si ses biens sont insuffisants, sa personne répondra de sa dette. Aux premiers siècles de Rome, il y a confusion entre la notion d'obligation et celle de propriété. L'obligé est un citoyen enchaîné par un autre, faute de lui avoir payé ce qu'il lui doit. Le droit du créancier non payé se rapproche de celui d'un maître ; l'obligé doit ses services comme un esclave. Cette notion d'obligation se retrouve à Babylone dans le code d'Hammourabi ; le créancier non payé exerce la contrainte par corps sur son débiteur, sur sa femme, ses enfants et ses esclaves.

Le grand principe de notre Droit est encore le principe de l'exécution forcée sur les biens mais la loi n'est pas appliquée dans toute sa rigueur. La loi du 22 juillet 1867 a aboli la contrainte par corps en matière civile et commerciale et toutes sortes de limitations sont apportées à l'exécution forcée : atténuation de la faillite, insaisissabilité de certains biens, pratique des sociétés limitant la responsabilité, lenteurs et difficultés de la procédure d'exécution. Mais le principe est nécessaire pour assurer le respect du contrat. Les moralistes ont toujours affirmé qu'il faut conserver la foi donnée et garder au contrat le caractère sacré qu'il tire de la parole donnée, du devoir de conscience imposé au débiteur et du droit légitime du créancier qui a foi dans la promesse faite. La loi civile a sanctionné cette règle et rendu obligatoire la promesse. Comme l'explique très juste-

ment M. Ripert¹ : « La seule notion d'obligation implique une croyance à un idéal moral puisqu'il faut expliquer la soumission de l'homme à l'homme. » Le respect de la promesse faite est une des bases de l'ordre social et le législateur l'a toujours compris.

L'exécution rigoureuse des dettes se justifie principalement par la nécessité d'assurer le crédit car c'est la règle morale qui donne à la promesse les caractères qui la rendent respectable. Le crédit, c'est la confiance qui ne peut reposer uniquement sur la parole donnée, mais qui doit s'appuyer sur l'organisation juridique.

Primitivement, l'exécution est féroce et cela pour deux raisons : d'abord on n'a pas confiance les uns dans les autres, l'homme est vraiment un loup pour l'homme, ensuite dans l'économie primitive, la production est peu développée, les échanges sont rares car la circulation des richesses est difficile, on a besoin immédiatement du résultat promis, ne pouvant en trouver l'équivalent ailleurs. Avec la prospérité, le droit s'adoucit mais il doit rester rigoureux dans l'intérêt de tous. Il le doit surtout en temps de crise pour restaurer le crédit menacé. Mais c'est justement à ce moment que les débiteurs implorent le plus d'indulgence, aussi le législateur se montre-t-il hésitant et fait-il des lois temporaires. A l'heure actuelle, le conflit est encore beaucoup plus grave et les périodes de crise sont plus nombreuses. Certes les capitaux sont abondants et ne demandent qu'à trouver emploi mais le crédit devient plus onéreux et les contrats dans la vie économique sont en général liés étroitement les uns aux autres. Il est fort possible que le retard dans l'exécution d'un contrat à longue durée

1. Ripert. *Règle morale dans les obligations*, p. 423.

entraîne la rupture d'autres contrats dont l'exécution est subordonnée à la sienne. En contre-partie, les débiteurs sont devenus plus nombreux et plus forts socialement et politiquement, ils ont réclamé des délais de grâce avec plus d'énergie. Le problème est encore plus difficile à résoudre d'une manière équitable.

Accorder des délais aux débiteurs, c'est aller également contre le principe de l'autonomie de la volonté proclamé par le Code civil. Du moment que la volonté a été libre, elle a créé un engagement licite. Ces conséquences sont indispensables à la sécurité des transactions. La loi proclame la stabilité des conventions et cette stabilité apparaît comme une des bases de l'ordre social. La notion de contrat implique la notion de sécurité, il est indispensable dans l'intérêt même du commerce que rien ne puisse amoindrir ou détruire la force obligatoire du contrat ; il est indispensable que rien ne puisse délier le débiteur du lien de droit qui l'astreint. Le créancier doit pouvoir compter sur l'exécution de l'obligation et être certain que cette exécution aura lieu à un moment déterminé. Muni de son droit, il a acquis le pouvoir de coercition sur son débiteur. Il a à sa disposition toutes les voies d'exécution de notre Code de procédure. Il n'a pas à s'inquiéter si, dans l'exploitation de son droit, il lèse le débiteur, il suffit que cette exploitation soit régulière, respectant les délais et les formes imposées par la loi, qu'elle soit le résultat logique des clauses du contrat.

Nous savons que la loi civile n'a jamais admis l'imprévision, elle n'a jamais permis aux parties de se délier d'une obligation devenue ruineuse, ni de la modifier, de manière à la rendre raisonnable, ce qui restreint l'activité économique. Une personne raisonnable doit en effet réduire au

minimum les chances de risques lorsqu'elle conclut un contrat. Si l'on sait que rien ne peut modifier la convention, on cherchera à éviter les obligations à longue échéance comme présentant un aléa trop considérable. Or, à l'heure actuelle, les opérations à long terme étant fréquentes, le maintien de la rigidité du lien contractuel ne peut que créer des entraves sérieuses aux transactions économiques. C'est pour cette raison qu'on emploie deux moyens pour rassurer les contractants : le moratoire, mesure générale et législative et le délai de grâce, mesure individuelle et judiciaire. Mais tandis que le moratoire doit être exceptionnel sous peine de ruiner la foi due aux contrats, le délai de grâce peut être une institution normale, nécessaire, commandée par l'humanité. Le débiteur de bonne foi doit savoir qu'il pourra obtenir un sursis aux poursuites.

Le terme de grâce est bien une mesure économique et politique. Conserver aux échéances leur rigueur brutale dans certaines circonstances et particulièrement en temps de crise, serait semer la démoralisation, encourager l'agitation de la classe des débiteurs, contribuer à l'effondrement des maisons de commerce, des institutions de banque.

L'équilibre entre ces deux idées avait été réalisé par l'article 1244, alinéa 2 du Code civil. C'est même avec quelque difficulté que ce texte fut adopté et dans la pensée du législateur de 1804, il devait avoir une application exceptionnelle : on tâchait d'en restreindre le plus possible les effets. En 1804, il y a eu un retour à la confiance, après la période si troublée de la Révolution. C'est la fixité dans l'état économique et politique de la nation qui a permis au législateur d'édicter comme principe que « les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites ».

Pendant plus d'un siècle, il n'y a pas eu de crises graves et la législation n'a pas varié ; les débiteurs se sont contentés de demander l'application de l'article 1244, alinéa 2, et se sont présentés devant le tribunal en sollicitant des délais pour payer. Très souvent, le juge les leur accordait par un sentiment de pitié si le créancier n'avait pas trop à en souffrir. Il faut noter néanmoins un adoucissement sensible de la faillite par la loi du 28 mai 1838 qui nous paraît encore très rigoureuse mais qui était une atténuation à l'époque où elle a été votée. Le failli n'est ni électeur, ni éligible aux assemblées politiques même s'il a obtenu son concordat. La loi du 4 avril 1890 a créé, à côté de la faillite, la liquidation judiciaire où les déchéances sont très atténuées. Ce régime n'aurait pu suffire pendant la guerre mondiale qui a entraîné dès sa déclaration une crise très grave, un ralentissement très sensible et parfois un arrêt complet de la production. La mobilisation générale se traduit par une raréfaction immédiate de la main-d'œuvre qui entraîne une hausse générale des salaires. L'envahissement par l'ennemi de dix départements où l'industrie était particulièrement développée provoque la rareté des matières premières. La hausse des prix s'accroît. Les difficultés exceptionnelles de la circulation aggravent le bouleversement économique dans des proportions inouïes. L'or disparaît et passe dans les pays qui nous fournissent des matières premières et des munitions. La situation ne devait s'améliorer que dans le deuxième semestre de 1920 avec une baisse légère des prix. Toutes ces circonstances et manifestations diverses et multiples du bouleversement économique rendaient critique la situation de tous ceux qui avaient contracté avant la guerre et qui devaient exécuter leur engagement sous le régime économique nouveau. Il y a une

suspension générale des affaires et il ne reste plus qu'un seul client : l'État.

La loi du 5 août 1914 a autorisé le Gouvernement à prendre par décret en Conseil des ministres toutes mesures nécessaires pour suspendre l'effet des obligations civiles et commerciales. Pendant la guerre, on a abandonné les délais de grâce, individuels, laissés à l'appréciation du juge pour se servir des moratoires, délais accordés par la loi elle-même à toute une catégorie d'individus remplissant les conditions déterminées par avance. Ces moratoires s'appliquaient aux matières les plus variées et en particulier aux loyers, il suffisait d'être mobilisé pour pouvoir les invoquer.

Ces solutions uniformes données par les décrets moratoires furent souvent injustes et trouvent leur excuse dans le bouleversement où se trouvait le peuple français : elles permirent de résoudre équitablement certaines questions intéressantes mais elles ont trop souvent servi à consacrer d'inexcusables abus. La loi du 27 décembre 1920 a pris les mesures nécessaires pour la liquidation des moratoires, mais l'esprit de moratoire est resté dans notre droit et s'est aggravé par la pénétration de l'esprit socialiste dans nos lois. L'État donne l'exemple de l'infidélité en n'acquittant pas ses propres obligations et les États, débiteurs de dettes de guerre, ont proposé toutes sortes de plans pour ne point les payer. Le débiteur a aussi intérêt à payer le plus tard possible en raison de la dépréciation monétaire consacrée par l'État sous le nom de stabilisation monétaire et qui réduit son engagement. La guerre enfin a entraîné une crise morale et des bouleversements économiques qui ont détruit le respect de l'échéance.

Le législateur, qui prétend régler le paiement de la dette, permet au débiteur de ne pas payer mais la dispense est

toujours déclarée temporaire. Au moment où le Code civil a été rédigé, l'État avait un rôle politique mais non un rôle économique. Aujourd'hui, l'État veut diriger l'économie, il assume une tâche nouvelle estimant que l'initiative individuelle est impuissante à assurer la production, la circulation, la distribution des richesses et il entreprend de guider dans cette tâche les volontés individuelles. C'est pour cette raison que nous le voyons intervenir si souvent pour le paiement des dettes et toujours en temps de crise lorsque la prospérité est menacée.

En 1933, la crise est devenue particulièrement grave, les débiteurs ont réclamé des délais de grâce. Les plus ardents dans leurs réclamations ont été les commerçants et comme leur force politique est grande, ils ont obtenu des délais pour acquitter les billets qui avaient été souscrits pour l'acquisition des fonds de commerce par les lois du 5 juillet 1933 et 26 février 1934 et d'autres pour acquitter le prix des fonds de commerce par les lois du 19 mai et 6 juillet 1934 et la loi du 29 juin 1935. Cette loi est la première qui parle de situation économique, ce qui nous montre que le droit à l'époque moderne a subi l'attraction des faits économiques. Il s'éloigne visiblement de la loi morale pour se plier aux nécessités économiques singulièrement impérieuses et oppressives. Le droit lié à la conjoncture économique en est devenu plus mouvant et c'est une raison de la multiplicité des lois et décrets dans la matière des délais de grâce et des moratoires. Le législateur emploie tour à tour ces deux catégories de moyens pour protéger les débiteurs : ou bien il accorde un délai à un débiteur déterminé remplissant certaines conditions, ou bien, si la calamité s'étend à toute la société, on accorde un délai de paiement à tous les débiteurs envers tous les créanciers. Mais les débiteurs de

droit commun étaient toujours régis par l'article 1244, alinéa 2, qu'on appliquait avec parcimonie, car il contenait une disposition exorbitante du droit commun. Ils enviaient la procédure instituée par la loi du 29 juin 1935 ; le législateur leur donne satisfaction par la loi du 25 mars 1936 qui accorde au juge des référés pouvoir de donner des délais en cas d'urgence et en tout état de cause. Puis la loi du 20 août 1936, qui semble viser l'agriculture, vient modifier la loi civile, elle supprime les sages limites posées par le Code civil au pouvoir du juge. L'évolution se poursuivant en faveur du débiteur et surtout des commerçants, la loi du 21 août 1936 crée un véritable moratoire légal et automatique pour les commerçants, industriels et artisans, non inscrits au rôle de l'impôt général sur le revenu. C'est une nouvelle manifestation de l'esprit démocratique dans notre droit. Les agriculteurs ne pouvaient bénéficier que des lois générales et spéciales favorisant les débiteurs malheureux et de bonne foi mais la situation de l'agriculture n'étant pas suffisamment protégée par la loi du 20 août 1936 et son délai d'un an ne suffisant pas, le législateur vota la loi du 12 juillet 1937 qui accorde des délais de deux ans aux agriculteurs, débiteurs de bonne foi.

Puis le législateur s'est aperçu que ces délais étaient trop courts et il a fait une série de décrets-lois augmentant la durée des délais : le décret-loi du 25 août 1937 permet au débiteur qui a obtenu des délais atteignant une année d'obtenir le renouvellement de ces délais pour un an ; un autre décret du même jour a porté à cinq ans les délais accordés aux commerçants et supprimant la loi du 21 août 1936 a créé un système plus cohérent. Puis le décret-loi du 31 août s'occupe d'une catégorie spéciale de débiteurs : les débiteurs hypothécaires.

Dans toutes ces lois récentes, nous voyons l'État intervenir dans les contrats entre particuliers et porter atteinte au droit de propriété du créancier car il devrait être payé à l'échéance. Pour le moment, ces dispositions sont temporaires mais c'est une étape franchie vers la législation socialiste où l'État deviendra le répartiteur des richesses, l'intérêt général dominant la production. Déjà une loi permanente sur les baux commerciaux enlève aux capitalistes leur fonds de commerce, outil de travail. Les lois modernes abusent vraiment du moratoire, on doit l'admettre si un intérêt économique supérieur le demande pour le bien du pays, mais on arrive à tuer le contrat si l'on libère légalement le débiteur chaque fois qu'il éprouve une difficulté à payer.

Les mesures prises en faveur des débiteurs sont de plus en plus nombreuses et souvent hâtivement préparées. Il est intéressant de les étudier car souvent il y a doute sur leur nature juridique exacte, on se demande si ce sont des moratoires, des délais de grâce ou des mesures ne rentrant pas exactement dans les cadres connus. En outre, comme nous le verrons, ces mesures ont modifié la nature et les conséquences que l'on attribuait traditionnellement au délai de grâce. A propos des locataires et des commerçants en particulier, il y a lutte entre les deux notions de délai de grâce et de moratoire. Le Sénat résiste au moratoire, mais néanmoins on s'y achemine peu à peu. C'est cette évolution que nous allons suivre dans les lois récentes et c'est l'intérêt de cette étude.

Dans un premier chapitre, afin de mieux comprendre le Code et les lois récentes, nous étudierons les généralités se rapportant aux délais de grâce et aux moratoires.

Section I : Définitions et historique.

Section II : Nature et caractère.

Section III : Fondement et justification.

Dans un chapitre second, nous commencerons par expliquer la législation se rapportant aux débiteurs de droit commun (source des lois spéciales), dans les modifications qu'elle a subies.

Section I : Article 1244, alinéa 2 du Code civil.

Section II : Loi du 25 mars 1936.

Section III : Loi du 20 août 1936.

Section IV : Décret-loi du 25 août 1937.

Puis nous passerons en revue les catégories spéciales de débiteurs. Dans un chapitre troisième, nous étudierons la loi du 12 juillet 1937 qui régit les agriculteurs.

Dans un chapitre quatrième, nous examinerons le récent décret-loi du 31 août 1937 sur les débiteurs hypothécaires.

Dans un chapitre cinquième, nous verrons la législation spéciale aux locataires que nous diviserons en deux groupes.

Section I : Régime des moratoires.

Section II : Application du délai de grâce.

Enfin dans un chapitre sixième, nous terminerons par la catégorie la plus importante numériquement et politiquement et par conséquent la mieux protégée : les commerçants, industriels et artisans. Les commerçants ont obtenu deux sortes de délais.

Section I : Délais pour acquitter les billets de fonds.

Section II : Délais pour acquitter le prix des fonds.

Section III : Décret-loi du 25 août 1937.

En conclusion, nous essaierons de porter un jugement sur une telle législation si mouvante.

Nous resterons pour cette étude dans le cadre du Droit français, n'ayant eu ni le temps ni les moyens d'étudier les législations étrangères. Nous jetterons néanmoins un rapide coup d'œil sur les codes étrangers pour voir si nous n'y trouvons pas l'équivalent de notre article 1244, alinéa 2, ce qui nous en fournira peut-être la justification. Nous avons voulu seulement donner une idée générale de la législation si complexe des délais de grâce et des moratoires.

CHAPITRE PREMIER

GÉNÉRALITÉS

Nous avons vu que deux moyens sont employés par le législateur pour protéger les débiteurs, ce sont les délais de grâce accordés à un débiteur déterminé remplissant certaines conditions et les moratoires, délais de payement accordés à tous les débiteurs envers tous les créanciers.

Dans ce premier chapitre, nous essaierons de les définir, de les distinguer d'institutions voisines : force majeure, délai concordataire, terme de droit, et de voir les différences qui les séparent. Puis nous en chercherons les origines en Droit romain, dans l'ancien Droit et les travaux préparatoires, nous en préciserons la nature et le caractère et rechercherons enfin le fondement et la justification des délais de grâce et des moratoires dans les lois récentes.

SECTION I. — DÉFINITIONS ET HISTORIQUE

§ 1. — *Définitions et distinctions.*

I. TERME DE GRACE. — Aubry et Rau¹ définissent le terme de grâce celui qui est accordé par le juge. Pour Colin

1. Aubry et Rau. *Droit civil français*, t. IV, 4^e édit. 1871, § 303.

et Capitant ¹ c'est aussi un délai qui résulte de la bienveillance du tribunal. Ces définitions sont élémentaires, elles ne contiennent que l'élément qui se rapporte à la source du terme et ne disent rien sur son effet principal qui est de retarder l'exécution de l'engagement auquel il est apposé. Pour Demolombe ², sa définition est ainsi conçue : « On appelle terme de grâce celui que les juges peuvent accorder au débiteur en dehors de la convention pour des motifs d'humanité. » Elle contient en plus la raison de l'octroi du terme mais n'est pas plus explicite sur ses effets. Planiol et Ripert nous disent ³ : « Le terme ou délai de grâce est un moyen de tempérer les rigueurs d'un créancier impitoyable contre un débiteur gêné et de bonne volonté : quand la dette est échue ou qu'il n'y a jamais eu de terme légal ni conventionnel. » Cette définition a le tort de ne pas préciser en quoi consiste le moyen offert au débiteur. Celle de Josserand nous semble préférable ⁴ : « Le délai de grâce est un terme judiciaire qui intervient lorsqu'il y a poursuite du créancier contre le débiteur, donc que la créance est exigible. » On pourrait dire pour compléter cette définition que le terme de grâce est un délai accordé par le juge au débiteur gêné et de bonne volonté et qui permet de surseoir l'exécution des poursuites.

Il est nécessaire de distinguer le terme de grâce d'institutions voisines : force majeure, délai concordataire, terme de droit, qui toutes empêchent les poursuites contre le débiteur.

1. Colin et Capitant, t. II, 8^e éd. 1935, n° 408, p. 383.

2. Demolombe. *Cours de Code Napoléon*, t. II, p. 65.

3. Planiol et Ripert. *Droit civil*, t. II, 11^e éd. 1937, n° 369, p. 141.

4. Josserand. *Droit civil*, t. II, 2^e éd. 1933.

Une différence essentielle apparaît tout de suite entre le délai de grâce et la *force majeure* : c'est le magistrat qui peut apprécier les circonstances qui militent en faveur des débiteurs malheureux et qui a qualité pour accorder des délais; au contraire, lorsque la force majeure est démontrée et qu'elle a les conditions requises, le juge ne peut que la constater et exonérer d'office le débiteur de sa responsabilité. Tandis que le terme de grâce a pour effet d'ajourner le paiement et dans certains cas de le fractionner, la force majeure aboutit à délier complètement le débiteur. De plus, les circonstances qui favorisent l'octroi d'un délai de grâce sont plus nombreuses que celles qui constituent la force majeure. La force majeure désigne un événement provenant d'une cause extérieure au débiteur et irrésistible tel que la foudre, la grêle, la maladie, la mort, la guerre, le fait du prince. Certains auteurs réservent le nom de cas fortuit aux faits provenant des conditions de l'exploitation du débiteur, mais il s'agit toujours d'un fait extérieur au débiteur. Le délai de grâce est le plus souvent accordé en vue d'un fait imputable au débiteur. Dans maints arrêts, la Cour de cassation affirme que la force majeure s'entend des événements qui rendent l'exécution des obligations impossible mais non de ceux qui la rendent seulement plus onéreuse. Quand bien même l'obligation deviendrait infiniment plus lourde pour le débiteur, du moment que l'exécution reste possible, le débiteur doit s'exécuter, il est responsable s'il ne l'exécute pas. C'est lorsque l'exécution devient onéreuse que le débiteur réclame un délai de grâce et que les juges le lui accordent.

Le *concordat* est comme le délai de grâce une atteinte à la convention des parties. Dans le concordat du Code de commerce de 1810, il est décidé par la majorité des créan-

ciers et la minorité est engagée. C'est une véritable loi à laquelle un créancier peut n'avoir pas participé et à laquelle même il a pu s'opposer. Le concordat accorde souvent remise de dette, mais il peut contenir seulement des délais, on le désigne alors sous le nom de contrat d'atermolement. Le concordat simple renferme une prorogation d'échéance du passif de la faillite, il ne se conçoit pas sans cela. Ce délai n'est pas d'ailleurs un terme de grâce, mais un terme conventionnel consenti par les créanciers au débiteur concordataire pour l'avantage réciproque des parties contractantes. La jurisprudence l'a jugé ainsi ¹ : « Le délai pour se libérer accordé par un concordat n'est pas un terme de grâce, mais bien un terme conventionnel consenti par les créanciers à leur débiteur dans les conditions déterminées par la loi pour l'avantage des parties contractantes. » Il n'y a là aucune faveur du juge, c'est la masse des créanciers qui accorde le concordat et cela sans aucune idée humanitaire, espérant toucher plus sûrement ses dividendes.

Quant au *terme de droit*, il diffère sur plusieurs points du terme de grâce. Le terme est de droit, nous disent Aubry et Rau ², lorsqu'il est soit établi par l'acte duquel l'obligation découle ou par un acte postérieur, soit concédé par la loi. Cette définition fait de suite apparaître une différence de source, il dérive de la convention ou de la loi, alors que le délai de grâce est au pouvoir du juge.

Le terme de droit empêche la compensation mais l'article 1292 énonce que le terme de grâce n'a pas cet effet. Il est accordé au débiteur qui est hors d'état d'acquitter immédiatement sa dette parce qu'il n'a pas d'actif réalisable. Or, quand il a lui-même une créance à faire valoir, il

1. S. 1907-1-135.

2. Aubry et Rau. *Droit civil français*, t. IV, 4^e éd., § 303.

a un moyen de se libérer de sa dette par la compensation, le terme de grâce perd donc sa raison d'être.

Le terme de droit empêche les intérêts moratoires de courir mais le débiteur qui a obtenu un délai de grâce, n'est pas dispensé de les verser.

En outre, comme nous le verrons plus tard, les cas de déchéance sont plus nombreux pour le terme de grâce que pour le terme de droit. En cas de terme de droit, la loi recule l'exigibilité même des dettes qu'elle vise pour des motifs généraux ; la créance n'est pas échue, elle l'est au contraire en cas de terme de grâce où il y a seulement suspension des poursuites.

Le terme de grâce est accordé personnellement au débiteur en considération des circonstances de cause tandis que le terme de droit est accordé pour des motifs généraux. C'est ce qui permet de le rapprocher du moratoire, mesure générale, exceptionnelle et temporaire, délai que les parties n'avaient pas prévu pour l'exécution de leur obligation et qui est imposé par le Parlement.

II. MORATOIRE. — On a beaucoup discuté pour savoir si le moratoire est un terme de droit ou un terme de grâce, et cette question, présentant de l'intérêt au point de vue des effets du délai, de la détermination des causes de déchéance et de la procédure, a divisé la jurisprudence et la doctrine surtout à propos de la saisie-arrêt. Le moratoire enlève-t-il le droit de faire pratiquer des saisies-arrêts sur les sommes dues aux débiteurs bénéficiant de cette disposition ? La solution dépend de la nature juridique qu'on lui assigne. Si l'on y voit un terme de droit, il exclut la saisie-arrêt, si l'on y voit un terme de grâce, il n'empêche pas la saisie-arrêt considérée comme mesure conservatoire.

En ce qui concerne la prorogation des échéances des effets de commerce et autres dettes commerciales, on a soutenu que le moratoire était un terme de droit, la loi reculant elle-même l'exigibilité de la créance. Il s'agit d'un terme accordé par la loi, l'échéance est reculée et la dette n'est plus exigible. Donc le moratoire exclut la saisie-arrêt. Il prolonge l'échéance et par suite empêche l'exigibilité. Or, une saisie-arrêt ne peut être faite par un créancier dont la créance n'est pas exigible. La saisie-arrêt n'est pas une simple mesure conservatoire, c'est un acte de poursuite qui va à l'encontre du but du moratoire.

La jurisprudence semble pencher pour le moratoire terme de droit. D'après elle, le moratoire est une mesure d'utilité publique, accordé par une disposition générale à tous les débiteurs sans aucune considération de leur solvabilité et qui produit effet indépendamment de tout recours en justice. Plusieurs arrêts donnent cette solution. La Cour de Caen le 21 juillet 1915 ¹ déclare que le moratoire ne présente aucune analogie avec le délai de grâce et « que ce serait violer la loi d'une façon flagrante que de considérer comme échue une dette dont elle a, pour des motifs d'intérêt général de premier ordre, prorogé l'échéance », de même le Tribunal civil de Bône le 11 juin 1915 et le Tribunal civil de la Seine le 21 juin 1915 ² rejettent toute assimilation avec le délai exceptionnel accordé en vertu de l'article 1244 du Code civil. La source du moratoire et du terme de droit est la même : c'est la loi. Mais le juge tient le pouvoir d'accorder des délais de grâce du législateur qui le lui a accordé en édictant l'article 1244. Par conséquent, rien n'empêche ce même législateur d'exercer personnellement ce même

1. S. 1915-2-81 note Tissier.

2. S. 1915-2-91.

pouvoir. Le législateur peut édicter un terme de grâce général par une loi. En outre, si le moratoire était un terme de droit, il empêcherait les intérêts moratoires de courir.

On a affirmé au contraire au moment des moratoires de la guerre qu'il s'agit plutôt d'une faveur collective, d'un délai de grâce accordé à raison des circonstances de force majeure à toute une catégorie de débiteurs présumés malheureux et hors d'état de payer. Les intérêts moratoires courent comme dans le délai de grâce, mais ils courent en vertu de la loi et à partir de l'échéance fixée par les parties au lieu de courir en vertu d'un jugement et à la date fixée par le jugement.

Dans les deux cas, il y a divisibilité du paiement en prenant en considération la position du débiteur mais, dans le délai de grâce, la position d'un seul est à considérer alors que dans le moratoire entrent en jeu les intérêts d'une majorité.

Souvent, et c'est un argument très fort en faveur de ce système, la loi créant un moratoire comporte un renvoi à l'article 1244. Or, le terme, d'après l'opinion la plus générale, non seulement n'empêche pas les actes strictement conservatoires mais n'empêche pas non plus la saisie-arrêt.

La jurisprudence en faveur du moratoire, délai de grâce est moins nombreuse, la Cour d'Aix ¹ a un attendu caractéristique. « Attendu... qu'il est démontré que le législateur a considéré les dates d'échéance comme immuables, c'est-à-dire l'exigibilité comme d'ores et déjà irrévocablement acquise, le paiement seul en étant prorogé, à raison des délais accordés aux débiteurs par une faveur générale, motivée par les circonstances et produisant envers une

1. S. 1871-2-216.

catégorie d'intéressés globalement envisagés des effets analogues à ceux qui s'attachent envers un particulier individuellement envisagé, à une décision du juge basée sur l'article 1244. »

Une autre théorie dite de la force majeure est défendue par M. Labatut¹ qui aboutit à cette conclusion que le terme de droit édicté en faveur du débiteur parce qu'une force majeure a faussé la convention régulièrement formée est le moratorium.

Comme M. Tissier², nous trouvons que le moratoire n'est assimilable ni au terme de droit, dont il se rapproche cependant par son origine, ni au terme de grâce octroyé au débiteur par le juge.

C'est une institution *sui generis* de nature spéciale « création nécessaire, à existence intermittente, réclamée par un état anormal de la société³ ». Elle est née pendant la guerre de 1914 qui a entraîné un véritable bouleversement économique, alors que les tribunaux refusaient d'adopter la clause *rebus sic stantibus* et n'admettaient pas la revision des contrats pour imprévision. Il fallait que le Gouvernement prenne les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts légitimes des uns et des autres, le délai de grâce accordé par le juge au nom de la société ne pouvait plus suffire car il fallait examiner chaque cas en particulier. Le législateur a édicté alors des lois de circonstance, dispositions temporaires en vue de cas particuliers qui lui paraîtront appeler plus spécialement son attention. Ces moratoires participent à la nature du terme de droit et de grâce, mais nous avons vu que l'on ne peut les assimiler à l'un

1. Labatut. *Le délai de grâce*, thèse, 1927.

2. Note Tissier S. 1915-2-81.

3. Miloaé, thèse Paris, 1932.

d'eux. Par exemple, le moratoire des loyers proroge l'échéance soit de plein droit, soit sous condition d'une déclaration dont le juge, en cas de contestation vérifiée, l'exactitude. Ce n'est pas un terme de droit puisqu'il y a dette échue normalement. Mais ce n'est pas non plus un simple terme de grâce, il est accordé par le législateur, il y a donc prorogation légale.

§ 2. — *Terme de grâce en Droit romain.*

Il faut étudier d'abord le terme de grâce en Droit romain car une vue rétrospective est toujours nécessaire pour comprendre les choses qui ont subi une évolution. Les institutions de droit qui ont ainsi leurs racines dans le passé ont fait la preuve de leur utilité.

Dans la période ancienne, la règle de droit était observée dans toute sa rigueur et le débiteur insolvable n'avait pas de pitié à attendre. « S'il ne paye pas, dit la loi, qu'il soit cité en justice. Si la maladie ou l'âge l'empêche qu'on lui fournisse un cheval mais point de litière. La dette avouée et le jugement rendu, qu'il ait trente jours de délai. S'il ne satisfait pas encore, le créancier le jettera dans l'ergastulum, lié avec des courroies ou des chaînes pesant 15 livres. Au bout de soixante jours, qu'il soit produit à trois jours de marché et vendu au delà du Tibre, s'il y a plusieurs créanciers ils pourront se partager son corps, qu'ils coupent plus ou moins peu importe. » « Secanto, si plusve minusve secuerint se fraude esto » dit la loi des XII tables. Plus tard, la sectio s'entend déjà du prix du débiteur vendu ou de ses biens, mais pour les époques antérieures, il faut l'entendre au sens littéral. Cette cruauté était impolitique et dangereuse parce que, comme le remarque Duruy dans son « His-

toire des Romains», la foule ne restera pas toujours insensible à la vue d'un cadavre ou à l'apparition au forum d'un homme du peuple, à demi mort sous les coups pour un peu d'argent qui n'aura pas été payé. En 325, le Sénat décida que les biens et non le corps du débiteur répondraient de sa dette.

Cependant, les Romains ont vite reconnu qu'il peut se présenter des circonstances telles que la justice et l'équité commandent de se relâcher de la rigueur du droit strict et de le faire fléchir en faveur du débiteur. L'influence de la philosophie stoïcienne, de la culture hellénique et du christianisme aida à assouplir le droit.

Les empereurs romains avaient l'habitude de concéder aux débiteurs malheureux, qui imploraient leur intervention, un délai de grâce pendant lequel ceux-ci pouvaient arrêter l'action de leurs créanciers par une *exceptio moratoria*. Dans ce cas, l'empereur accordait ses faveurs en tant que juge et pour un débiteur déterminé. Mais parfois il intervenait en tant que législateur et au profit d'une catégorie de débiteurs. C'est dans un rescrit des empereurs Gratien, Valentinien et Théodose de l'an 382 formant la loi IV du même titre du Code que nous rencontrons une preuve certaine de ces délais de grâce accordés par l'empereur. D'après ce texte, la concession des sursis de paiement était chose usuelle et, pour parer à ses inconvénients et empêcher le débiteur de frustrer complètement ses créanciers des biens qui sont leurs gages, la loi I-IV C. I. 19 ordonne au débiteur de donner une caution suffisante pour le paiement des dettes après l'expiration du délai. Plus tard, un rescrit de Justinien de 531¹ n'exige plus que le

1. Justinien. Code l. 8, VII-LXXI.

débiteur donne caution pour garantie du payement et prescrit qu'un délai de cinq ans, quinquennale spatium, serait octroyé si tel était l'avis de la majorité des créanciers du débiteur qui voulait faire cession de biens. Enfin, on trouve une constitution de Justinien par laquelle l'empereur accorde un sursis de cinq ans à compter de la paix pour les dettes contractées avant la dernière invasion des Francs en Italie et en Sicile. A l'expiration du sursis en 555, l'empereur impose à tous les créanciers une réduction forcée et considérable de leurs créances. C'est là l'origine des moratoires, mesures temporaires, mais à côté des sursis accordés par l'empereur, il y a des sursis modérés accordés par le juge.

A l'époque classique le délai de grâce existait certainement ainsi que le montre un texte de Papinien ¹ sur la compensation. La compensation ne peut pas être opposée par le débiteur à son créancier si ce dernier jouit d'un terme de droit car « aliud humanitatis gratia tempus indulgeri solutionis, aliud est enim diem obligationem non venisse ». Ce délai, comme l'explique Ulpien ² « modicum autem tempus hic intellegendum est, quod post condemnationem rei indultus est », est un délai modéré accordé par le juge qui est d'ailleurs lié par des règles étroites. Pour que le sursis fut obtenu, il fallait que l'impossibilité de payer les dettes dans laquelle se trouvait le débiteur eut été causé non par sa faute mais par un événement malheureux qui ne lui fut pas imputable et il fallait le consentement de la majorité des créanciers. Le débiteur faisait donner caution qu'il paierait ses dettes à l'expiration du sursis.

La durée des délais n'était pas fixe et différait avec les

1. Papinien. *De compensationibus*. D. 16-2, l. 16, § 1.

2. Ulpien. L. 21. D. *De judicis*, V-1.

cas. Le sursis avait pour effet de mettre le débiteur à l'abri de toute poursuite de la part de ses créanciers. Toute action des créanciers contre lui pour obtenir le paiement de leurs créances pouvait être repoussée par l'exception moratoire que lui donnait le délai. Le sursis n'empêchait pas le cours des intérêts.

De même que dans l'ancien Droit français et le Droit moderne, certaines dettes restaient exigibles, ce sont les dettes naissant d'un délit, d'un dépôt ou d'une constitution de dot, les dettes alimentaires, les dettes existantes envers le fisc.

Le Droit romain a donc connu le délai de grâce, mais celui-ci qu'il soit accordé par l'empereur ou le juge devait recevoir l'approbation des créanciers. Au cas d'événements malheureux s'étendant à toute la nation, l'empereur accordait des sursis ou des réductions de dettes qui s'imposaient aux créanciers; c'étaient là des mesures exceptionnelles et de nature identique à nos moratoires modernes.

§ 3. — *Terme de grâce dans l'ancien Droit.*

Dans les législations primitives, l'insolvable est à la merci de ses créanciers. Son corps leur appartient. « Qui ne peut pas payer de sa bourse, paye de sa peau », dit le vieux proverbe. Très vite la notion d'équité pénètre dans le droit et l'on s'efforce de protéger le débiteur plus faible contre le créancier puissant en lui accordant des délais pour se libérer. L'Église flétrit l'usure car elle a eu toujours pitié de la misère. Plus tard, le bénéfice de cession de biens permet au débiteur d'échapper à la prison pour dettes. Mais notre ancienne jurisprudence avait l'habitude d'accorder contre la foi des actes des surséances

ou des délais qui suspendaient en faveur des débiteurs l'action de la loi et l'inexécution des obligations qu'ils avaient contractées. Le droit de prononcer cette suspension ou de permettre de la prononcer appartenait au roi qui accordait des lettres d'État ou des lettres de répit. La cession de biens perd de son importance depuis l'ordonnance de 1667 et dans notre ancienne législation, l'exception menaçait de devenir la règle, en ce sens que le créancier ne pouvait jamais compter sur l'exécution de la convention.

Guyot nous dit¹ « que les *lettres d'État* sont des lettres de grande chancellerie, contresignées d'un secrétaire d'État que le roi accorde aux ambassadeurs, aux officiers et autres personnes qui sont absentes pour le service de l'État, par lesquelles le roi ordonne de surseoir toutes les poursuites qui pourraient être faites contre eux en justice en matière civile durant le temps porté par ces lettres ». Pothier en donne la même définition, elles ne s'accordaient que pour six mois, mais on les renouvelait tant que le prétexte durait. Ces lettres sont ainsi appelées d'après Ferrière², parce qu'elles font demeurer l'impétrant dans le même état qu'il était lorsqu'il les a obtenues, en sorte qu'elles font surseoir l'instruction et le jugement des procès où l'impétrant a un intérêt personnel mais elles ne donnent aucune surséance aux procès où il ne serait qu'indirectement intéressé. Ainsi un tuteur ne peut s'aider des lettres d'État dans les affaires de son mineur comme il est porté en l'article 8 de la Déclaration du roi du 23 décembre 1702. Les lettres d'État sont des moratoires plus que des termes de grâce, elles en présentent les deux

1. Répertoire Guyot, voir Etat.

2. Ferrière. *Dictionnaire du droit*.

traits principaux : elles sont accordées par le législateur lui-même et à toute une catégorie de personnes.

Leur origine d'après Bugnet¹, remonte à Charles VI en 1383 lors de l'invasion des Anglais en France. Il nous semble en trouver trace dans la constitution sur la levée de la dîme dite Saladine que Philippe Auguste promulgua en 1188. Dans la première partie de cette constitution, le roi accorde aux croisés des délais pour s'acquitter de leurs dettes. On trouve également une déclaration du 29 avril 1639 qui ordonne de surseoir pendant un an à toutes les poursuites exercées contre les gentilshommes du royaume et les nobles « ne jugeant pas même raisonnable, dit-elle, que, pendant qu'ils seront dans les périls et incommodités des armes, pour la défense et la protection de nos autres sujets, ils souffrent encore des poursuites rigoureuses en leurs personnes et biens ». Les débiteurs, s'ils servent actuellement dans les armées et s'ils présentent des certificats auront un délai d'un an pendant lequel les parties ne peuvent faire aucunes poursuites, à peine de nullité de tous dépens, dommages et intérêts.

Une autre déclaration du 24 juillet 1714 porte également surséance au paiement des dettes des officiers des troupes du roi. Les lettres d'État étaient toujours accordées par le roi en connaissance de cause à ceux qui étaient à son service. Cependant le Parlement de Bretagne seul, avait gardé l'usage ancien de rendre avant l'assemblée des États un arrêt de règlement qui suspendait pendant la tenue, à commencer quinze jours avant l'ouverture et finir quinze jours après la clôture, toutes causes,

1. Pothier, t. II, note Bugnet, p. 109.

instances ou procès civils faits contre les membres des États. Le dernier arrêt date du 8 août 1786 ¹.

L'ordonnance d'août 1669 réglemente les lettres d'État. Celles-ci étaient délivrées et expédiées au nom du roi et seulement sur son exprès commandement au profit des débiteurs qui servent le roi dans les affaires importantes. Le juge n'avait aucun pouvoir d'appréciation, il devait appliquer automatiquement. On peut trouver dans cet automatisme, l'origine des moratoires accordés pendant la guerre aux locataires mobilisés. Ceux qui se pourvoyaient pour obtenir des lettres d'État étaient tenus, à peine de nullité de justifier de leur service actuel par un certificat du secrétaire d'État ayant le département de la guerre. Cette obligation fut supprimée en 1702. Les lettres d'État s'accordent pour six mois à compter du jour de l'obtention et ne peuvent être renouvelées que quinze jours avant l'expiration des précédentes et il faut qu'il y ait de la part de l'impétrant continuation du service. Les poursuites sont suspendues mais ces lettres n'entravent pas les mesures conservatoires au profit du créancier.

Les lettres d'État n'ont pas d'effets dans les affaires où le roi a intérêt et dans les affaires criminelles. Elles sont exclues en matière de restitution de dot, de paiement de douaire et conventions matrimoniales, de paiement de légitime, de dépôts nécessaires, de maniement de deniers publics, de lettres et billets de change. On ne peut pas non plus se dispenser de payer, à la faveur des lettres d'État, certaines créances ayant un caractère alimentaire comme les aliments, médicaments, loyers de maisons, gages de domestiques, journées d'artisans, arrérages de rentes

1. Toullier. *Droit civil*, t. III, p. 405.

seigneuriales et foncières et redevances de baux emphytéotiques¹. Les marchands épiciers ont fait imprimer avec leurs statuts trois sentences du Châtelet et un arrêt du Parlement du 6 juillet 1754 confirmatif de ces sentences qui ont jugé que les lettres d'État ne peuvent pas empêcher les poursuites qui ont pour objet le paiement des fournitures d'épicerie².

Ces lettres ne peuvent être opposées ni à l'Hôtel-Dieu, ni à l'Hôpital Général, ni à celui des Enfants trouvés de Paris.

A côté des lettres d'État, il y avait des *lettres de répit* que les juges accordaient autrefois et que le roi finit par se réserver le droit d'accorder lui-même aux débiteurs. Les lettres de répit étaient envoyées par les petites chancelleries. Le juge n'avait pas lui-même aucun pouvoir, il devait uniquement appliquer la coutume, mais si le débiteur avait obtenu du roi une lettre de répit, donnée sans connaissance de cause et en vertu de son pouvoir de justice retenue, le juge jouissait alors d'un pouvoir d'appréciation et pouvait ou non accorder des délais suivant que le débiteur était ou non de bonne foi. Les lettres de répit se rapprochent donc des délais de grâce. Mais souvent les juges devaient accorder des répits sans lettres, ils pouvaient de leur autorité propre en condamnant au paiement, donner surséance à l'exécution de la condamnation, qui ne pourra être que de trois mois au plus, sans qu'elle puisse être renouvelée.

Au xiv^e siècle, l'intervention de la chancellerie royale suspend assez fréquemment l'exécution normale des obligations échues. Dans ce but, elle délivre à la demande du

1. Brodeau, II, p. 147-149-372 et Bourjon, II, p. 614 et 615.

2. Denisart, t. III, p. 135.

débiteur des lettres de répit qui prescrivent aux juges royaux, sous certaines conditions, d'entraver pendant un délai déterminé l'action coercitive du créancier. M. Olivier Martin, dans son « Histoire de la Coutume de Paris¹ », nous donne des exemples de lettres de grâce de 1320, 1322 et 1339. Dans ces trois cas, le prévôt de Paris et le Parlement refusent d'entériner ces lettres, car dans ses lettres obligatoires, le débiteur a renoncé d'avance sous serment à toute grâce de cette nature, s'engageant même à ne pas solliciter la dispense de son évêque qui pourrait relever de ce serment. A la fin du xiv^e siècle, une clause prescrit aux juges d'accorder répit même si le débiteur a renoncé d'avance à tout délai. C'est l'origine de la règle du Code civil qu'on ne peut renoncer aux délais de grâce, règle d'ordre public. Le roi intervient en cas de guerre ou pour de simples considérations d'humanité. Mais pour produire effet, ces lettres doivent être entérinées en justice. Selon Boutillier, la majorité des créanciers, en nombre et en somme, devait y consentir, mais cette exigence ne paraît pas avoir persisté longtemps.

Les lettres de répit sont considérées comme un secours que nos rois ont cru, par un principe d'équité, devoir accorder aux débiteurs qui, par des accidents fortuits sans fraude et sans aucune malice, se trouvent hors d'état de payer leurs dettes dans le temps où ils sont poursuivis par leurs créanciers. Ces débiteurs, qui ont plus d'effets que de dettes, n'ont besoin que de quelque délai pour s'acquitter par la vente de leurs biens et par le recouvrement de ce qui leur est dû.

Il y a diverses sortes de lettres de répit, les plus fré-

1. Olivier Martin. *Histoire de la Coutume de Paris*, t. II, p. 550.

quentes sont celles concédant un délai de cinq ans à l'impétrant, d'où leur nom de quinquenelles. Ce sont ces quinquenelles que règlemente l'ordonnance d'août 1669 qui demande le consentement des deux tiers des créanciers hypothécaires. Il s'agit en somme d'un concordat que le roi impose à la minorité des créanciers lorsque le débiteur est tout près de la déconfiture.

Les lettres de répit stipulent que le débiteur devra fournir caution de payer à l'expiration du délai imparti et exceptent les créances royales qui sont privilégiées ainsi que les lettres des foires de Champagne. C'est l'origine de l'exception de notre droit qui défend aux effets de commerce de profiter des délais de grâce accordés par l'article 1244 du Code civil. Le Châtelet ajouta les créances des mineurs, celles des loyers, celles nées d'un dépôt et de ventes de denrées en gros sans terme. Les juges qui avaient reçu les lettres devaient vérifier les circonstances de fait et refuser parfois l'entérinement des lettres obrepitices ou subreptices.

L'ordonnance de 1669 prescrit dans son article 11 : « Aucuns répits ne seront accordés pour pensions, aliments, médicaments, loyers de maisons, moissons de grains, gages de domestiques, journées d'artisans et de mercenaires, reliquats de compte de tutelle, dépôts nécessaires et maniement des deniers publics, lettres de change, marchandises prises sur l'étape, foires, marchés, halles, ports publics, poissons de mer frais, sec et salé, cautions judiciaires, frais funéraires, arrérages de rentes foncières et redevances de baux emphythéotiques. »

Les lettres de répit ont survécu à l'ordonnance d'Orléans de janvier 1561 qui les avait interdites en permettant au juge d'accorder des délais sur simple requête.

Au XVIII^e siècle, et c'est une condition requise par l'ordonnance de mars 1673, le débiteur qui poursuit l'entérinement doit fournir un état certifié de tous ses effets tant meubles qu'immeubles et de ses dettes. C'est toujours le juge qui entérine les lettres de répit en connaissance de cause après avoir appelé les créanciers.

On ne peut obtenir plusieurs lettres de répit les unes après les autres, l'article 3 de l'ordonnance de 1669 défend d'accorder de secondes lettres de répit si ce n'est pour des causes nouvelles et considérables dont il y ait commencement de preuves.

L'effet de ces lettres, dit Pothier¹, est d'empêcher les créanciers d'exécuter le corps du débiteur ou les meubles servant à son usage ; il leur est permis de saisir les autres meubles et tous les immeubles mais ils ne peuvent les faire vendre avant l'expiration du délai accordé par les lettres.

Une certaine infamie est attachée aux lettres de répit et elles portent atteinte à la réputation des bénéficiaires. Ils ne peuvent être élus maires ou échevins des villes, juges ou consuls des marchands, ni avoir voix active et passive dans les corps et communautés, ni être administrateurs des hôpitaux, ni parvenir aux fonctions publiques jusqu'à ce qu'ils aient obtenu des lettres de réhabilitation. Ils seront même exclus s'ils sont actuellement en charge².

On ne peut valablement renoncer au bénéfice des lettres de répit. L'article 12, titre 6 de l'ordonnance de 1669 déclare nulles de telles renonciations.

Louis XIV, dans sa déclaration du 23 décembre 1699,

1. Pothier. *Procédure civile*, n° 723.

2. Ferrière. *Dictionnaire du droit*. Voir répit.

avoue que, malgré la réglementation des ordonnances d'août 1669 et de mars 1673, « les lettres de répit sont devenues entre les mains de plusieurs débiteurs, un instrument dont ils se sont servis pour couvrir leur mauvaise foi, pour divertir leurs effets et pour fruster leurs créanciers légitimes ». Il est nécessaire de les rétablir dans la pureté de leur ancien usage et prévenir les surprises et les artifices de ceux qui voudraient en abuser contre la fin de leur originaire institution, c'est-à-dire pour soulager la misère et soutenir la famille des débiteurs innocents. Au XVIII^e siècle, les lettres de répit étaient peu en usage, on leur préférait l'atermolement, délai accordé au débiteur par le créancier en vertu d'une convention amiable. Aussi elles ont été abolies en 1791.

Pendant la Révolution, le Gouvernement accorda aussi des surséances générales mais non pas individuelles lorsque l'intérêt public l'exigea dans des circonstances extraordinaires. Un décret du 9-12 mars 1793 ordonna d'abord l'élargissement des prisonniers détenus pour dettes et abolit la contrainte par corps. Un autre décret du 15 germinal an IV lève la suspension des remboursements et détermine le mode de paiement des obligations, des loyers et des fermages « considérant qu'il faut promptement chercher à concilier avec le nouvel ordre dans les finances, les intérêts des débiteurs et des créanciers de manière à ne pas rendre onéreux le sort des premiers et à conserver aux autres ce que la justice les mettait en droit d'exiger ».

Les arrêtés du 19 fructidor an X et du 23 germinal an XI ainsi que le décret du 20 juin 1807 établissent de véritables moratoires au profit des colons de Saint-Domingue. Les colons et leurs cautions bénéficient d'une

surséance à toutes les poursuites pour le payement des créances antérieures au 1^{er} janvier 1792, causées pour vente d'habitations, de maisons et de nègres à Saint-Domingue ainsi que pour avances faites à la culture dans la colonie. Les créanciers des colons de Saint-Domingue, durant le même délai et pour d'autres causes ne pourront poursuivre le payement de leurs créances sur les biens situés dans la colonie. L'arrêté du 23 germinal an XI précise même que les actes qui empêcheraient l'effet de la surséance tels que saisies mobilières ou réelles, oppositions à la délivrance des revenus, fruits, denrées et autres effets mobiliers, ne sont pas conservatoires.

On voit donc que depuis l'abolition des lettres de répit jusqu'en 1804, rédaction de l'article 1244 du Code civil, le législateur n'a pu se passer de mesures favorables aux débiteurs et des moratoires surtout après la crise économique entraînée par la Révolution.

§ 4. — *Terme de grâce dans les travaux préparatoires.*

C'est avec quelque difficulté que l'article 1244 fut adopté et il a soulevé des protestations de la part de ceux qui avaient gardé un mauvais souvenir de l'application faite dans l'ancien régime des lettres d'État, des lettres de répit et du sursis de trois mois donné par les juges. Le créancier dans l'ancien Droit ne pouvait jamais compter sur l'exécution de l'obligation. Le projet de l'article était ainsi rédigé : « Si néanmoins le débiteur se trouvait dans des circonstances telles que, par des motifs d'humanité ou peut-être même dans l'intérêt du créancier, les juges fussent convaincus que, sans porter préjudice à ce créancier, ils feraient un acte d'humanité en accordant des délais

modérés pour le paiement, la loi les y autorise mais en leur rappelant le respect qu'ils doivent aux contrats et en les avertissant de n'user de ce pouvoir qu'avec la plus grande réserve. » Le rapporteur du Tribunat exposa avec force les motifs que l'on peut invoquer contre le délai de grâce : « Les conventions tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. Comment les juges pourraient-ils substituer leur volonté à celle de la loi ? Qui ne sait que le moindre retard peut causer les plus grands malheurs à un créancier. Le retard ne peut-il pas mettre le créancier lui-même dans l'impossibilité de remplir ses engagements. » Il faut des motifs graves pour que le juge s'interpose entre le créancier et le débiteur. Jaubert les expose avec non moins de force : « N'est-il pas vrai qu'un débiteur de bonne foi peut se trouver dans des circonstances telles que le retardement ne puisse lui être imputé à crime et qu'il y aurait une dureté excessive de la part du créancier qui ne lui accorderait pas de délai ? Un débiteur n'a que des immeubles, il se donne notoirement les plus grands mouvements pour les vendre : doit-il subir toutes les calamités trop souvent attachées à l'expropriation forcée dans le cas surtout où le créancier n'éprouve pas de besoins pressants ? L'humanité n'a-t-elle pas ses droits ? » Il termine en s'écriant : « Aurions-nous pu changer à ce point la législation de notre Code où le peuple français veut trouver à chaque pas la justice et l'équité. »

L'argumentation de Bigot-Préameneu, fondée sur les droits de l'humanité et sur la tradition, a emporté le vote de l'article 1244, alinéa 2. Mais dans la pensée du législateur, il devait être une application exceptionnelle et il tâchait d'en restreindre le plus possible les effets. On a craint l'arbitraire du juge et il faut bien reconnaître que

permettre à un juge, prenant ses décisions au nom de la société, de reviser les contrats entre particuliers en accordant des délais, c'est instituer une sorte de tutelle de la société sur l'individu. C'est pourquoi la loi a besoin de reposer sur la responsabilité morale des juges et a posé de sages limites à son pouvoir. Il a fallu les bouleversements entraînés par la guerre pour modifier l'esprit de ce droit exceptionnel du délai de grâce et pour en créer un autre encore plus exceptionnel : le moratoire.

SECTION II. — NATURE ET CARACTÈRE DU DÉLAI DE GRÂCE ET DU MORATOIRE

§ 1. — *Nature du délai de grâce.*

Deux théories, celle de l'exception dilatoire et celle du droit exceptionnel partagent la doctrine sur la nature du délai de grâce.

A) *Théorie de l'exception dilatoire.* — Pour Vilade et Labatut, le terme de grâce est une simple mesure de procédure. C'est une faveur du juge et il n'affecte en rien la nature de l'obligation qui reste entière, échue et exigible. Seulement il constitue une exception dilatoire, toute de procédure, dont le but est d'observer un délai jusqu'à l'expiration duquel l'instance doit être suspendue et dont les causes sont attachées à la personne du débiteur. Le juge intervient comme modérateur du système de l'exécution civile des poursuites. Le délai de grâce n'est qu'une application du grand principe qu'il faut toujours faire pencher la balance en faveur du débiteur. Trois séries de conséquences vont en découler¹ :

1. Vilade. *Théorie du délai de grâce. Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1913, t. LXXX, p. 366.

1^o Cette faveur ne jouera qu'*exceptionis ope* ;

2^o Elle devra être restreinte aux termes strictement interprétés des articles qui la concèdent, c'est-à-dire des articles 1244, alinéa 2, 122. et 125. du Code de procédure ;

3^o L'obligation restera pure et simple, échue et exigible et tous les effets de l'exigibilité se produiront en dehors des poursuites. Comment va fonctionner le délai de grâce ? Un débiteur est poursuivi, en vertu d'une dette exigible, échue, devant le tribunal compétent civil ou commercial et il a obtenu un délai de grâce. Mais la concession du délai ne sera que l'accessoire de la condamnation principale. Il y aura simplement suspension des poursuites, toutes choses demeurant en l'état ; les poursuites suspendues pourront être reprises à l'échéance sans revenir devant le tribunal, ce qui prouve bien, dit-on, que le terme de grâce est une exception de procédure. L'effet du délai de grâce, d'après cette théorie, est de restreindre la force exécutoire attachée aux jugements et aux actes authentiques emportant exécution parée. Il n'est pas exact de dire que le délai de grâce suspend l'exécution comme le fait le terme affecté par les parties mêmes à la convention. Le créancier est empêché par le délai offert au débiteur de passer à l'exécution de la condamnation qu'il a obtenue. Pendant la durée du délai de grâce, la condamnation ne produira pas ses effets ; donc ce sont les conséquences de la condamnation qui sont suspendues et non l'obligation. Plusieurs objections ont été faites à cette théorie mais plusieurs ne sont pas probantes.

On s'est demandé si le droit unanimement reconnu au juge de fractionner les délais ne faisait pas échec à la théorie. Il faut reconnaître qu'il n'en est rien puisqu'on

ne modifie pas la situation respective du créancier et du débiteur.

Certains auteurs admettent aussi que l'énumération des exceptions dilatoires du Code est limitative et si les articles 186 et 187 du Code de procédure paraissent bien supposer qu'il existe d'autres exceptions dilatoires, c'est parce que ces dispositions ont été maladroitement copiées sur l'ordonnance de 1667. On peut cependant affirmer qu'il existe dans notre droit actuel d'autres exceptions dilatoires que celles prévues par le Code de procédure et le terme de grâce pourrait en être une. De plus, comment peut-on soulever une exception dilatoire à une demande déjà soumise à l'appréciation des juges, toute exception dilatoire devant être invoquée *in limine litis*? On répond facilement en tirant argument du caractère d'ordre public de l'article 1244 car il est dérogé à ce principe pour les exceptions intéressant l'ordre public. Mais le créancier, qui a obtenu condamnation du débiteur, auquel un délai est accordé, ne poursuivra aucunement l'exécution du jugement sachant par avance que le délai s'y oppose. L'octroi du délai se faisant par le jugement même de condamnation, la simple lecture du jugement dont on demande l'exécution avise que ses effets sont suspendus.

Cependant, la théorie de l'exception dilatoire en enseignant que la dette est exigible commet une erreur, si la dette était exigible, le terme de grâce ne s'opposerait pas à son recouvrement, or c'est ce qu'il ne peut pas faire puisque les voies d'exécution lui sont provisoirement interdites. Pour qu'une dette soit exigible, il faut que chacun des créanciers ait actuellement le droit de contraindre son débiteur au paiement, sans qu'aucun obstacle, soit temporaire, soit perpétuel, l'en empêche. Or le délai de grâce

a pour effet de surseoir à l'exécution des poursuites comme le ferait un délai conventionnel. Le terme retarde l'exécution de l'obligation, la dette n'est donc pas exigible. Un vieux dicton populaire dit : « Qui a terme ne doit pas », le débiteur ne doit pas en ce sens qu'avant l'échéance du terme il ne peut être forcé à payer, le créancier n'a pas d'action contre lui. Une autre preuve de l'exigibilité est que la prescription est interrompue jusqu'à l'expiration du délai.

On pourrait cependant en douter en lisant l'article 1292 qui déclare. « Le terme de grâce n'est pas un obstacle à la compensation. » La même décision existait en droit romain, Papinien disait : « Aliud est enim diem obligationis non venisse, aliud humanitatis gratia tempus indulgeri solutionis. » Nous savons que l'article 1291 exige que les dettes à compenser soient exigibles, ce qui pourrait amener à penser que le terme de grâce a laissé la dette exigible. Il n'en est rien et tous les auteurs sont d'accord pour voir dans l'article 1292 une exception à la condition générale d'exigibilité. Pothier pensait de même que le terme de grâce est accordé seulement à l'effet d'arrêter la rigueur des contraintes et qu'il ne pouvait empêcher la compensation¹. Le juge a accordé un terme de grâce au débiteur parce que celui-ci se trouvait dans l'impossibilité de payer son créancier. Or cette impossibilité cesse dès le jour où il devient lui-même créancier de son débiteur. Donc le terme de grâce doit cesser pour une raison d'équité. Il serait trop injuste de forcer celui dont la créance est échue la première de payer lui-même son propre débiteur qui ne l'a pas payé et dont la créance vient d'échoir,

1. Demolombe, t. XXVIII, p. 398.

Larombière. *Traité des obligations*, t. V, p. 164.

au risque de tout perdre. Le terme de grâce favorise la compensation.

Aussi nous n'acceptons pas cette théorie dans laquelle le terme de grâce laisse subsister l'obligation dans sa nature, pure et simple, échue et exigible. Nous ne comprenons pas que ce ne soit qu'une simple exception dilatoire qui n'affecte en rien théoriquement et directement la convention des parties alors que dans la pratique elle a pour effet de paralyser les poursuites.

B) *Théorie du droit exceptionnel.* — Cette théorie soutient que le délai de grâce est un droit exceptionnel que les juges ont de modifier la convention des parties, de déroger tant au principe de l'indivisibilité de l'obligation qu'au principe de la nécessité du payement à l'échéance.

La théorie tire ses arguments de l'alinéa 1^{er} de l'article 1244, la conjonction néanmoins qui commence le 2^e alinéa est le signe évident que le législateur a inscrit là un droit exceptionnel. Le délai de grâce est contraire au principe de l'intangibilité des conventions, c'est une dérogation à l'article 1134.

C'est aussi une exception au principe proclamé par l'article 1244, alinéa 1^{er}, de l'indivisibilité de l'obligation entre créancier et débiteur. « Le débiteur ne peut point forcer le créancier à recevoir en partie le payement d'une dette même divisible. » La faculté d'accorder des délais au débiteur emporte pour le juge celle de diviser le payement, lorsqu'il s'agit d'une chose dont l'exécution est divisible. Le juge a non seulement le pouvoir d'accorder des délais, il a encore le droit de fractionner la dette et de la diviser en plusieurs portions, payables à des échéances successives. Il ne paraît pas, en effet, que les rédacteurs du Code aient voulu s'écarter des principes anciens, Dumou-

lins¹ atteste qu'il a vu dans la pratique diviser l'obligation en faveur des débiteurs malheureux et pauvres pour faciliter le paiement. Cette exception était admise dans l'ancien Droit.

C'est une atteinte au droit de propriété du créancier et au respect de l'échéance. C'est pour toutes ces raisons et parce que c'est un droit exceptionnel que le législateur invite le juge à accorder des délais modérés avec grande réserve. Le délai de grâce, droit exceptionnel, participe par la majorité de ses effets à la nature du terme de droit, c'est pourquoi on le désigne assez souvent sous le nom de terme de grâce.

D'ailleurs ces théories n'ont aucune influence sur les conséquences du délai d'autant plus qu'elles reconnaissent le même caractère d'ordre public à la disposition. Au contraire, nous avons vu, en essayant de définir les moratoires, qu'il était nécessaire de savoir si les délais prévus par ces mesures exceptionnelles constituaient des termes de droit ou de grâce au point de vue des effets du délai, de la détermination des causes de déchéance et de la procédure. En réalité, le moratoire n'était ni un terme de droit, ni un terme de grâce mais une institution propre avec ses caractères spéciaux.

§ 2. — *Caractère du délai de grâce.*

Le problème qui se pose est celui de savoir si les parties peuvent convenir que le débiteur ne demandera point de terme de grâce. Une telle convention est valable si le délai est fondé sur l'intérêt privé ou nulle si, fondé sur l'intérêt général, il a le caractère d'ordre public.

1. Dumoulin. *Div. et ind.*, p. 2, n° 49.

D'après Toullier¹, le créancier peut empêcher qu'on accorde des délais à son débiteur par une stipulation contraire insérée dans l'acte. L'article 1244 n'est pas fondé sur l'intérêt public mais sur l'intérêt privé, comme le dit l'article, sur la considération de la position du débiteur ; ce qui tient fortement à l'intérêt public, c'est le crédit, c'est la confiance dans la foi des actes auxquels les surséances portent une atteinte mortelle.

Larombière², pour soutenir la même opinion s'appuie sur l'ancien Droit. Loisel disait que l'on peut renoncer aux répits, et la coutume de Marche, article 66, autorisait également cette renonciation. Mais l'ordonnance de 1669, titre 6, article 12, disait qu'aucun peut être exclu d'obtenir répit sous prétexte de renonciation et la déclaration du 23 décembre 1702, article 9, défendait au contraire de revenir contre la renonciation aux lettres d'État. La validité d'une telle convention ne lui paraît pas douteuse. Les parties ne font que renforcer la loi de leur convention et la placer hors des atteintes d'une équité souvent imaginaire. « Craint-on qu'une pareille clause ne devienne de style ? Si jamais elle le devenait ce serait la plus amère critique de la loi. »

Comme argument, on invoque la discussion au Conseil d'État. Le consul Cambacérès avait demandé au Conseil si le juge pouvait passer outre à la clause du contrat qui réservait au créancier le droit de demander l'exécution totale de l'obligation et prononcer la division du paiement. Le consul s'était prononcé pour la négative et Bigot-Préameneu dit : « Qu'il n'a pas été dans l'intention de la

1. Toullier. *Droit civil français*, t. III, p. 405.

2. Larombière. *Traité des obligations*, t. IV, p. 131.

section de donner à la disposition l'étendue dont parle le consul. »

Or, il s'agissait de savoir si le juge pouvait diviser une dette dont le paiement était stipulé par une clause spéciale du contrat comme devant s'effectuer indivisiblement.

Ces auteurs concluent que, le législateur, ayant négligé d'adopter une règle interdisant toute renonciation par avance à la disposition de l'article 1244, alinéa 2, elle est d'intérêt privé.

Mais la plupart des auteurs sont maintenant d'accord pour y voir une disposition à caractère d'ordre public. L'humanité n'est-elle pas d'ordre général ? Aussi Laurent¹, Planiol et Ripert² admettent que les parties ne peuvent renoncer à l'obtention du délai de grâce. L'article 1184 au contraire, qui permet la résolution des contrats synallagmatiques n'est que la suite de l'interprétation légale de la volonté des parties. Le juge peut prononcer la résolution en accordant au défendeur un délai selon les circonstances. Mais les parties pourraient insérer dans le contrat une stipulation expresse.

Le pouvoir du juge d'accorder des délais de grâce est d'ordre public et la stipulation contraire des parties serait impuissante à dépouiller le juge. L'article 6 du Code civil défend aux parties de porter atteinte par leurs conventions aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs. L'article 1244, alinéa 2, est nécessaire pour l'intérêt de l'humanité qui est bien un intérêt général, pour empêcher l'écrasement du débiteur pour le moment impuissant à payer. Si l'on permettait de convenir que le débiteur

1. Laurent. *Principes de droit civil*, t. XVII, n° 570.

2. Planiol et Ripert, t. II, 11^e éd. 1937, n° 369.

n'aura pas le droit d'obtenir un délai de la justice, cette convention annulerait l'article 1244 car elle deviendrait de style.

Du caractère d'ordre public de cette disposition vont découler plusieurs conséquences. Il est permis au tribunal d'accorder plusieurs délais au débiteur sans statuer *ultra petita*. Cette solution ne fait pas de doute car tous les auteurs se demandent si le débiteur, dont la dette a été divisée en plusieurs pactes successifs et qui en laisse passer un sans payer, n'est pas déchu du délai de grâce pour les autres termes.

Le juge a un pouvoir discrétionnaire pour accorder des délais de grâce. L'article 123 du Code de procédure civile en établissant que le juge a un tel pouvoir quand le jugement est rendu par défaut prouve que le délai n'est pas subordonné à la requête du débiteur. Il semble qu'on puisse en conclure que le juge a la faculté d'accorder d'office des termes à un débiteur présent qui oublie de les demander.

§ 3. — *Nature et caractère du moratoire.*

Quant à la nature du moratoire nous l'avons étudiée en essayant de le définir dans le premier chapitre, section I, § 1^{er}, II. Nous avons conclu en disant que le moratoire n'est ni un terme de droit, ni un terme de grâce, mais que c'est une institution *sui generis* de nature spéciale.

Les caractères du moratoire seront donc très différents de ceux du terme de grâce.

Le moratoire est une *mesure législative* qui a tous les caractères de la loi et qui s'oppose au terme de grâce, mesure judiciaire. Le juge doit appliquer la loi et il n'a aucun pouvoir d'appréciation. C'est pourquoi, si les con-

ditions prévues sont réunies, il doit accorder la moratoire d'une manière *automatique*.

En outre, comme la loi qui est faite dans l'intérêt public et qui doit s'appliquer à tous, le moratoire doit être applicable à tous les débiteurs remplissant les conditions déterminées à l'avance. Il est *général* alors que le terme de grâce est une mesure individuelle.

Le délai de grâce et le moratoire n'ont ni la même nature, ni le même caractère. Néanmoins, comme ces deux mesures aboutissent au même résultat pour les débiteurs, on peut étudier en même temps leur fondement et leur justification.

SECTION III. — FONDEMENT ET JUSTIFICATION DES DÉLAIS DE GRÂCE ET DES MORATOIRES RÉCENTS

L'article 1244, alinéa 2, est inspiré par une considération sociale d'humanité supérieure en faveur du débiteur. C'est ce qu'exprime avec force Jaubert dans l'exposé des travaux préparatoires. Pour accorder des délais de grâce, on tient compte de la situation du débiteur, celui-ci doit prouver que ses biens sont insuffisants pour satisfaire à ses engagements et, d'autre part, que l'exécution rigoureuse de l'obligation dont on poursuit le paiement lui causerait un grand préjudice. D'ailleurs, le juge doit tempérer par l'équité et par une indulgente humanité la rigueur de la loi.

Toullier¹ traite cependant avec sévérité l'article 1244, alinéa 2, cette disposition est, suivant lui, impolitique, destructive du crédit et de la confiance, elle foment la

1. Toullier. *Droit civil français*, t. III.

chicane, encourage la négligence et la mauvaise foi, prolonge les contestations et finit par consommer la ruine du débiteur avec le désir cependant de le soutenir. Ici, elle est jugée dans ses abus, mais c'est au contraire une mesure de bonne politique. Elle permet dans l'intérêt commun que le paiement soit divisé. Un débiteur pourra prélever une certaine somme sur ses revenus ou les produits de son travail pour éteindre successivement sa dette tandis que le paiement intégral le découragerait, de sorte que le créancier finirait par ne rien avoir.

L'idée généreuse de secourir les faibles inspire peut-être encore le législateur, mais elle aboutit dans les lois modernes à une complaisance coupable pour les malheureux.

Ces lois récentes accordant délais et moratoires sont nées de deux raisons principales.

1^o *Raison politique*. — L'esprit démocratique qui caractérise l'évolution de notre Droit civil vers la fin du XIX^e siècle combat pour le débiteur contre le créancier, il prend le parti du faible contre le puissant. Dans « l'Esprit des lois », Montesquieu dénonçait déjà comme contraire à l'esprit démocratique la cruauté des lois envers les débiteurs. Les hommes qui ont des dettes viennent grossir la masse des mécontents. Or, comme le dit M. Ripert ¹ : « il est plus facile de remettre les dettes que de les faire payer ». Le législateur accorde des délais à des catégories entières de débiteurs mais chaque mesure qu'il prend en faveur des uns entraîne les réclamation des autres. Par prudence politique, il permet au débiteur de ne pas payer.

L'État arrive à donner des moratoires contre lui-même,

1. Ripert. *Régime démocratique et droit civil moderne*, 1936, n^o 69, p. 132.

le décret-loi du 8 août 1935 suspend l'application de la majoration de 10 p. 100 qui frappait les contribuables en retard pour le paiement des contributions directes.

On en a si souvent donné aux débiteurs qu'ils ont fini par croire que c'était pour eux un véritable droit.

Les plus exigeants ont été les commerçants à qui les gouvernants ne refusent rien en raison de leur force politique.

La loi du 21 août 1936, véritable loi de classe, méprise le principe de l'égalité de tous devant la loi civile ; elle divise les Français en deux catégories : ceux qui sont inscrits au rôle de l'impôt général sur le revenu et ceux qui ne le sont pas et la loi protège seulement cette dernière catégorie.

La plèbe et devenue toute-puissante et se dispense de payer et c'est une loi sociale. Le régime des décrets-lois supprimant toutes les discussions permet d'en arriver à des mesures très audacieuses.

2° *Raison économique.* — Mais l'esprit démocratique n'est pas le seul inspirateur de ces lois en faveur des débiteurs, les circonstances économiques actuelles particulièrement difficiles ont amené les plaintes des débiteurs et une législation nouvelle. C'est en temps de crise qu'on devrait accorder le moins de délais de grâce car un retard dans l'exécution d'un contrat peut entraîner une cascade de résolutions et nuire au commerce. Le législateur juge, qu'à l'heure actuelle, le débiteur peut parfois se trouver découragé et cesser de produire, il va essayer de ranimer la production en remettant ou en réduisant les obligations.

Le juge civil n'admet pas l'imprévision, c'est le législateur au nom de l'ordre public qui doit intervenir lorsque des circonstances exceptionnelles rendent onéreuses l'exé-

cution du contrat et atteignent l'ensemble de la nation. La guerre a d'abord entraîné des bouleversements économiques et a fait naître le moratoire, puis la crise actuelle a entraîné toute une série de lois.

« Le droit, dit M. Josserand¹, tend à devenir plutôt que la science du juste et de l'injuste, le code de la richesse et des phénomènes économiques ou, si l'on veut, juste est devenu ce qui cadre avec les postulats et les nécessités économiques tandis que tout ce qui est antiéconomique apparaît comme injuste. » L'exécution du contrat ne doit pas être une cause de ruine pour le débiteur. Il avait été établi dans certaines conditions et des circonstances économiques imprévues ont bouleversé toutes ces prévisions. Le débiteur s'adresse au juge et demande un délai, c'est une mesure équitable.

On pourrait croire que l'abus des délais de grâce est une atteinte au crédit. « Crédit est mort, disait-on autrefois, les mauvais payeurs l'ont tué. » Dans le monde moderne, le crédit meurt moins facilement car les capitaux sont abondants sur le marché de l'argent et cherchent emploi, mais il devient néanmoins plus onéreux car l'intérêt demandé augmente avec les risques, et les capitalistes hésitent à prêter.

On pourrait peut-être ajouter une *raison morale* aux délais de grâce et moratoires. On a pris l'habitude de ne plus payer à jour fixe et le débiteur peut faillir à ses engagements encouragé par les lois. La morale enseigne toujours qu'il faut payer ses dettes mais son niveau a baissé chez les débiteurs.

C'est la nécessité qui a poussé vers cette législation

1. Josserand. *Chronique*. D. H. 1937, n° 21.

sociale. Guibal, rapporteur à la Chambre des députés de la loi sur les loyers du 31 mars 1922, disait : « Tout engagement n'est licite qu'à proportion qu'il est conforme à l'ordre de la société. Or, c'est contrarier l'ordre de la société de maintenir entre les hommes en l'appelant philosophique la liberté de s'écraser, il n'est plus vrai que l'homme soit un loup pour l'homme. Ce qu'il cherche c'est la convergence des efforts, la mise en commun des risques et la diminution des violences individuelles. » C'est l'intérêt qui inspire aujourd'hui au législateur des mesures prises autrefois pour des motifs d'humanité et d'équité. Si les abus des délais de grâce et des moratoires sont souvent à blâmer dans les lois nouvelles, leur institution est cependant nécessaire.

En jetant un rapide coup d'œil sur les pays étrangers, nous nous apercevons que la plupart d'entre eux admettent le délai de grâce, mais il n'est pas toujours semblable au délai français¹.

En *Droit allemand*, le principe de l'indivisibilité ne subit aucune restriction et le principe du respect des conventions est intégralement observé. Cependant l'article 326 du Code civil allemand parle d'un délai convenable que le créancier peut fixer à la partie qui se trouve en demeure.

Le *Droit anglais* connaît le délai de grâce et il l'admet dans des matières où le Droit français le repousse. Le Bill of Exchange Act de 1882 pose le principe des *days of grace* en matière de lettres de change, chèques et billets de change.

La loi belge du 18 avril 1851 qui organise les faillites traite en même temps des sursis.

1. Miloaé. *Etude sur le terme de grâce en droit français et comparé*. Thèse Paris, 1932.

Les *Droits espagnol et italien* seuls paraissent réfractaires au délai de grâce. Néanmoins l'article 1124 du Code espagnol édicte : « Le tribunal prononcera la résolution qui est demandée à moins qu'on justifie de motifs autorisant la fixation d'un délai. »

Le *Droit roumain* adopte la même règle que le Droit français, l'article 1101 du Code civil roumain dispose que les juges peuvent décider, suivant les circonstances, de la division de la dette en accordant de courts termes au débiteur.

Quant au *Code fédéral des obligations*, il pose la règle du délai de grâce dans son article 107 à propos de la résolution des contrats bilatéraux mais le délai est une opération combinée du pouvoir du juge et de la volonté du créancier avec la mission limitée de fixer la durée du délai.

Dans le projet de *Code franco-italien des obligations*, c'est la doctrine française qui est reproduite. La règle de l'article 1244 se retrouve dans l'article 178 du projet. Dans son premier alinéa, il pose également le principe de l'indivisibilité de l'obligation. La faculté d'accorder des délais est confiée aux juges. L'article 178 précise en plus que le juge pourra accorder des délais modérés pour le paiement de tout ou partie de la dette. Toutes les dispositions du Droit français concernant le terme de grâce ont été insérées dans le projet, l'article 217 permet comme l'article 1292 que la compensation soit opposée par le créancier lié par le délai du débiteur.

Les Droits étrangers comme le Droit romain et l'ancien Droit adoptent presque tous le délai de grâce, il répond donc à une nécessité primordiale et on peut seulement le condamner dans ses abus. Il en est de même pour le moratoire, il y a là une question d'équilibre et de mesure.

CHAPITRE II

LE DROIT COMMUN DES DÉBITEURS

Le législateur, dans la matière des délais de grâce et des moratoires, fait des lois spéciales s'appliquant généralement à une catégorie quelconque de débiteurs : agriculteurs, commerçants, locataires. Ces dispositions sont plus favorables que le droit commun mais il existe aussi des lois applicables à tous les débiteurs qui servent de base à cette législation professionnelle.

Le droit commun des débiteurs, le seul d'ailleurs qui soit réglementé dans le Code civil, est régi par l'article 1244, alinéa 2, qui a été modifié à deux reprises par les lois du 25 mars 1936 et du 20 août 1936 ; enfin le décret-loi du 25 août 1937 vient de s'occuper à nouveau de la situation des débiteurs malheureux et de bonne foi. Pour pouvoir dégager la portée exacte des réformes, il est nécessaire de partir de la situation telle qu'elle était sous l'empire du Code civil.

Dans une première section, nous allons étudier le délai de grâce dans le Code puis dans les sections suivantes les modifications apportées à l'article 1244, alinéa 2, par les deux lois du 25 mars et du 20 août 1936 et enfin le décret-loi du 25 août 1937.

SECTION I. — DROIT COMMUN SOUS L'EMPIRE
DU CODE CIVIL

Nous allons étudier qui peut accorder le délai de grâce, à quelles conditions et quels en sont les effets et les déchéances.

§ 1. — *Qui peut accorder des délais de grâce ?*

Le texte du Code était ainsi rédigé : « Les juges peuvent néanmoins, en considération de la position du débiteur, et en usant de ce pouvoir avec une grande réserve accorder des délais modérés pour le paiement et surseoir l'exécution des poursuites, toutes choses demeurant en état. »

Nous voyons tout de suite que les délais de grâce sont accordés par les tribunaux qui, seuls, peuvent apprécier les circonstances qui militent en faveur des débiteurs malheureux. D'ailleurs, le rôle du pouvoir judiciaire est d'appliquer les conventions des parties et le délai accordé par l'exécutif le serait sans connaissance de cause. On a voulu remédier aux abus des lettres d'État et de répit qui émanaient du pouvoir royal.

L'article 122 du Code de procédure civile décide que le délai de grâce ne peut être accordé au débiteur que par le jugement qui statue sur la contestation, donc par le jugement même de condamnation du débiteur. Les tribunaux ne peuvent octroyer de délais que pour l'exécution de leurs propres jugements. Une fois que le tribunal a rendu un jugement prononçant la condamnation du débiteur, il ne peut être accordé de délai de grâce ni par ce tribunal qui est dessaisi de l'affaire et ne peut modifier sa décision, ni par un autre parce que celui-ci ne pourrait

pas corriger la décision du premier en dehors des voies de recours qui suivent la hiérarchie judiciaire. Cette solution cadre bien avec la nature de droit exceptionnel que nous avons reconnu au délai de grâce.

La Cour de Nancy le 3 juin 1871 ¹ nous prévient que pour apprécier sainement il faut combiner l'article 1244, alinéa 2, avec l'article 122 du Code de procédure civile et que « s'il appartient aux tribunaux de connaître de l'exécution de leurs jugements, ce principe ne s'applique qu'aux difficultés qui surviennent sur cette exécution, mais ils ne peuvent modifier les décisions qu'ils ont rendues et enlever à une partie le bénéfice d'une disposition qui lui est acquise, ce serait leur reconnaître le droit d'enfreindre l'autorité de la chose jugée ».

Ce principe souffre une exception; en effet, aux termes des articles 457 et 458 du Code de procédure civile, la Cour d'appel peut accorder des défenses contre l'exécution des jugements de première instance dont l'appel est interjeté devant elle, s'ils sont mal à propos qualifiés en dernier ressort ou s'ils ont ordonné l'exécution hors des cas prévus par la loi. Un arrêt de la Cour de cassation du 8 janvier 1929 ² a cependant, dans le cas de la résolution, adopté une solution nouvelle et en opposition avec l'autorité de la chose jugée.

Voici l'espèce dont il s'agissait : Ducros s'était engagé à fournir annuellement pendant trois ans à partir du 1^{er} septembre 1917 à la Société des Hauts Fourneaux de Nouméa 6.000 tonnes de gypse. Des difficultés empêchèrent la livraison mais comme le débiteur n'était pas de mauvaise foi, le

1. D. P. 1872-2-347.

2. G. P. 1929-1-427.

tribunal lui accorda un délai de deux mois. Étant encore dans l'impossibilité d'exécuter, la Cour d'appel lui accorde un délai de trois ans. La Société fait alors un pourvoi en cassation, invoquant le principe de la chose jugée et la loi du contrat, et la Cour de cassation décida que : « Les tribunaux peuvent, toutes choses demeurant en l'état, accorder au débiteur un délai pour se libérer même si le premier jugement avait ordonné l'exécution, qu'il eut accordé ou même expressément refusé un délai de grâce. »

L'octroi d'un délai avant de prononcer la résolution est possible par un jugement postérieur même si par le premier jugement il a été refusé au débiteur. M. Demogue¹ approuve cette solution car il fait observer que la résolution est chose plus grave que l'exécution et que le juge qui a refusé un délai pour l'exécution peut en accorder un avant de résoudre. D'autre part, le droit d'accorder un délai est donné d'une façon générale par l'article 1184 *in fine*.

On peut se demander s'il faut étendre cette jurisprudence hors du cas de résolution et décider que la présence d'un jugement ne met nullement obstacle à la concession d'un délai de grâce. Mais le délai de grâce de l'article 1184, alinéa 3, et celui de l'article 1244, alinéa 2, n'ont pas la même nature. Dans l'article 1184, alinéa 3, la loi décide, par une interprétation légale de la volonté des parties et non par une modification de leur convention, qu'elles ont sous-entendu la clause résolutoire. Elle accorde au créancier l'option ou de demander l'exécution ou de demander en justice la résolution qui n'est pas encourue de plein droit. Si le créancier demande la résolution, le juge peut accorder un délai au débiteur pour échapper à la résolution en exécu-

1. *Revue trimestrielle de droit civil*, 1930, p. 133.

tant son obligation, or ce délai n'est pas identique à celui de l'article 1244, alinéa 2, qui suppose une condamnation et un sursis pour l'exécution forcée. Ce délai n'est pas renouvelable quand le débiteur qui en a profité le laisse s'écouler sans donner satisfaction à son créancier, la résolution doit être nécessairement prononcée.

On a vivement discuté la question de savoir si le *juge des référés* peut accorder un terme de grâce et d'une manière plus générale suspendre l'exécution d'un titre exécutoire. Aujourd'hui, elle présente moins d'intérêt puisque la loi du 25 mars 1936 a décidé qu'au cas d'urgence la faculté d'accorder des délais de grâce appartient en tout état de cause au juge des référés.

Une première opinion déclarait que le juge des référés n'a pas le droit de suspendre des poursuites exercées en vertu d'un titre exécutoire. En effet, aucun texte ne lui accorde cette prérogative, l'article 806 du Code de procédure civile lui donne compétence pour statuer « sur les difficultés relatives à l'exécution d'un titre exécutoire ou d'un jugement » et on doit entendre par les mots difficultés d'exécution non pas toutes les questions de cet ordre mais seulement les contestations sur un droit, or la demande de délai de grâce n'est une contestation ni sur le fond, ni sur la forme.

Le juge des référés a été d'ailleurs établi pour faciliter l'exécution des jugements et non pour l'arrêter. La Cour de Paris le 24 février 1887 ¹ considère qu'il est de principe et de jurisprudence que le juge des référés est incompétent pour arrêter ou paralyser l'exécution d'un acte authentique. Elle s'appuie aussi sur l'argument qu'il y a titre exécutoire auquel provision est due. Cette règle qui justifie l'interven-

1. D. P. 1888-2-99.

tion du président lorsqu'il ordonne l'exécution d'un titre exécutoire nonobstant toute opposition, condamne cette intervention dès qu'on la requiert à l'effet d'empêcher cette même exécution. On sait, d'autre part, que le président ne peut ordonner en référé que des mesures provisoires; or, le délai a un caractère définitif, touche au fond du droit et change la nature de la créance, « il peut avoir pour résultat de soustraire définitivement le gage du créancier à toute action utile de ce dernier, cette mesure n'a donc rien de provisoire, ne laisse rien à juger sur le principal de la question de délai tranchée définitivement et excède par suite la compétence du juge des référés¹ ».

Enfin il est certain que le juge des référés ne saurait avoir plus de droits que le tribunal et nous avons vu qu'aux termes de l'article 122 du Code de procédure civile les tribunaux ne peuvent accorder des délais pour l'exécution de leurs décisions que par le jugement qui statue sur la condamnation.

Voilà les principaux arguments invoqués par la jurisprudence en faveur du système de l'incompétence vers lequel elle penchait. Mais est-il exact de parler comme dans tous les arrêts d'incompétence ou d'excès de pouvoir ? M. Glasson ne le pense pas² et y voit des différences subtiles. Il y a incompétence toutes les fois qu'un juge est saisi d'une affaire que la loi ne lui a pas attribuée. Or, on suppose qu'il s'agit de l'exécution d'un titre et que les plaideurs ont saisi le juge indiqué par la loi, il n'y a donc pas incompétence. On ne peut également parler d'excès de pouvoir car il suppose un empiètement sur l'autorité législative, exécutive

1. Besançon, 10 février 1892. D. P. 1894-2-169.

2. Note Glasson. D. P. 1894-2-169.

ou administrative. Il s'agit d'une simple violation de la loi et l'appel n'est admis que suivant le droit commun, s'il y avait incompétence ou excès de pouvoir, la loi admet toujours l'appel. Le décret du 10 août 1914, article 4, alinéa 2, semblait avoir condamné cette opinion en décidant que « le président du Tribunal statuera par ordonnance de référé nonobstant appel dans tous les cas où le Tribunal reçoit la faculté d'accorder un délai de grâce ». Mais c'était une mesure pour la guerre et des arrêts de 1932¹ ont à nouveau refusé au juge des référés le droit qui appartient au seul Tribunal saisi de la contestation d'accorder un délai de grâce au débiteur; en effet, « accorder un délai ce n'est pas résoudre une difficulté et le juge des référés a obligation d'écarter au moins provisoirement tous les obstacles qui s'opposent à l'exécution forcée du titre auquel la provision est due et il ne doit pas arrêter ou paralyser cette exécution; d'autre part, l'exécution provisoire des jugements ne peut être suspendue que dans les conditions prévues par les articles 459 du Code de procédure civile et 647 du Code de commerce; enfin aux termes de l'article 122 du Code de procédure civile dans les cas où les tribunaux peuvent accorder des délais pour l'exécution de leurs jugements, ils le feront par le jugement même qui statuera sur la contestation et qui énoncera les motifs du délai ».

Un second système se prononçait pour la compétence en prenant en considération les motifs que le débiteur peut faire valoir à l'appui de la suspension demandée et on laisse au juge des référés une large aptitude pour les apprécier. Souvent, il y a des poursuites irréparables et rigoureuses exercées contre le débiteur; pour les éviter il n'y a qu'un

1. Cass., 3 mai 1932. D. H. 1932-297.

Angers, 24 février 1932. D. H. 1932-261.

moyen, c'est reconnaître au juge des référés la compétence de les surseoir. Le principe que provision est due au titre n'est pas tellement absolu que le président ne puisse jamais suspendre les poursuites. Il n'y a aucun danger pour le créancier déjà muni de certaines garanties hypothécaires si les poursuites déclenchées sont suspendues. Garsonnet juge arbitraires les restrictions apportées à l'application de l'article 806 du Code de procédure civile¹. D'une part, ce texte ne vise pas certaines difficultés d'exécution mais les difficultés d'exécution, c'est-à-dire toutes les questions de cet ordre; d'autre part, les objections que soulève cette large interprétation du texte et qui seraient décisives si le président statuait au fond perdent une grande partie de leur force en présence d'une décision purement provisoire. Elles n'ont même aucune valeur dans le cas où le débiteur poursuivi en vertu d'un titre notarié s'adresse au président pour obtenir un délai. Si le Tribunal peut statuer au fond sur une pareille demande, il n'y aurait pas de raison de refuser au président de faire droit provisoirement à la même requête.

La loi du 25 mars 1936 est venue adopter ce système mais jusque-là on pensait généralement que le Tribunal seul pouvait accorder des délais de grâce; le respect de la chose jugée et la convention des parties imposaient cette solution et l'on ne concevait pas encore que le débiteur qui, après une résistance trop souvent dilatoire et l'emploi abusif des voies de recours, avait obtenu un délai, put être dispensé pour un temps encore de l'exécution de son obligation par une ordonnance judiciaire.

Néanmoins, avant 1936, bien qu'aucun texte n'autorisât

¹ Garsonnet et Cézair Bru. *Procédure civile*, 2^e éd., t. VIII, n° 2993, p. 305.

le juge des référés à connaître des délais de grâce, la pratique avait corrigé par une interprétation prétorienne ce que cet état de choses avait de rigoureux. A Paris, « on supportait que le juge des référés, sous couvert de l'accord plus ou moins consenti du créancier, modifiât la marche des exécutions. C'était, a-t-on dit, un accommodement du droit et de l'équité, conciliant, autant que faire se pouvait, l'autorité de la chose jugée et la situation quelquefois intéressante du débiteur ¹ ».

§ 2. — A quelles conditions ?

Le texte de l'article 1244 ne posant aucune restriction, le pouvoir du juge nous apparaît comme discrétionnaire et général, sauf quelques exceptions prévues par les codes et lois.

Le juge jouit d'un pouvoir *discrétionnaire*, c'est-à-dire qu'il n'est soumis à aucune règle. Il peut accorder un délai d'office à un débiteur qui oublie de le demander, il peut l'accorder à un débiteur qui fait défaut en vertu de l'article 123 du Code de procédure civile. Il peut au contraire le refuser sans motiver son refus. Mais quand il l'accorde doit-il motiver sa décision ? Les auteurs soutiennent généralement que la concession des délais doit être motivé, mais ces motifs peuvent être généraux et résulter du simple énoncé de la qualité des parties. Cette solution nous paraît illogique ; si le juge n'a pas à motiver sa décision quand il refuse, c'est l'opinion de la jurisprudence, il ne paraît pas qu'il ait à la motiver quand il accorde un délai. D'ailleurs, le juge sera en pratique amené à faire allusion aux considérations qui le poussent à accorder un délai. La décision du

1. Edoux. G. P., 29 avril 1936, *Variétés*.

juge est susceptible d'un recours en appel mais elle ne peut être soumise au contrôle de la Cour de Cassation. Ce pouvoir arbitraire du juge constitue une question de fait qui échappe à l'appréciation de la Cour Suprême.

Le juge jugera donc *ex æquo* et *bono* et s'il l'estime utile, il peut même accorder un délai au cas de faute du débiteur. L'article 1244 qui fait si confiance au juge nous apparaît comme une rareté dans le Code civil, généralement hostile à son égard. Le législateur lui fait une simple recommandation, celle d'user de ce pouvoir avec une grande réserve et d'accorder des délais modérés. Aucun maximum n'a été fixé dans la loi et c'est regrettable, autrefois les lettres de répit ne devaient pas excéder cinq ans, d'où leur nom de quinquennelles, quant au délai accordé par le juge il ne pouvait dépasser trois mois, dit l'ordonnance de 1669. Le Tribunal fixe souverainement la durée et le point de départ du délai, il ne dépasse généralement pas trois mois qui courent dans le silence du jugement, à partir du jour même où il est rendu (art. 123, C. proc. civ.).

Certains tribunaux ont été jusqu'à donner des délais de dix ans pour le paiement d'un capital mais la Cour d'Appel les diminuait trouvant : « que les juges ont excédé les limites qui leur étaient tracées par la loi et qu'en accordant des délais il est néanmoins nécessaire de ne pas déroger à l'indivisibilité de l'obligation ¹ ».

Mais le juge doit toujours préciser la durée du délai de grâce et il ne saurait, sans outrepasser ses pouvoirs, dire que les poursuites resteront suspendues jusqu'à la fin de telle procédure en cours afin de permettre au débiteur poursuivi en paiement d'une dette liquide et exigible d'opposer

1. Colmar, 18 août 1816. *R. Dalloz*, obligations, 1769, note 1.

alors en compensation au créancier une créance actuellement encore incertaine et non liquide.

Malgré son pouvoir discrétionnaire, le juge doit prendre certains éléments en considération, ces éléments sont la position du débiteur et aussi celle du créancier : « Avant d'accorder un délai au débiteur pour sa libération, il faut considérer si la position du créancier ne s'oppose pas à ce délai ¹. » Les tribunaux ne peuvent pas ruiner le créancier afin de ne pas ruiner le débiteur. Mais les considérations déterminant les juges à accorder un délai sont tirées surtout de la personne du débiteur, de son état de gêne, du préjudice grave que lui causerait un paiement immédiat, des dispositions prises par lui pour payer, de sa bonne volonté et de sa bonne foi, d'une exécution déjà opérée en partie, toutes questions de fait qu'il apprécie souverainement.

Le pouvoir du juge est *général*, c'est-à-dire que le terme de grâce est applicable en toutes matières civiles et commerciales. Mais on a refusé de l'appliquer à une dette de legs, l'article 1244 étant au titre des contrats.

On trouve dans le Code plusieurs applications du pouvoir modérateur accordé aux magistrats dans une pensée manifeste d'humanité.

L'article 1655, sur la résolution de la vente d'immeubles quand le vendeur est en danger de perdre la chose et le prix énonce dans son alinéa 2 : « Si ce danger n'existe pas, le juge peut accorder à l'acquéreur un délai plus ou moins long suivant les circonstances. »

L'article 1769 sur le louage permet au juge de dispenser provisoirement le preneur de payer une partie du prix à raison de la perte soufferte sur la récolte.

1. Bordeaux, 30 août 1831. *R. Dalloz*, obligations, n° 1774.

Enfin, l'article 1900 sur le prêt énonce : « S'il n'a pas été fixé de terme pour la restitution, le juge peut accorder à l'emprunteur un délai suivant les circonstances. » On s'est demandé s'il s'agissait d'un terme de droit ou de grâce. Si c'est un terme de droit, comme le considère une partie de la doctrine, alors la source judiciaire du terme de droit ne constitue guère un de ses traits caractéristiques. L'intention du législateur a été la même dans les articles 1244 et 1900. Si l'emprunteur n'était pas aux prises avec certaines difficultés, le juge le condamnerait à restituer immédiatement. Suivant les circonstances est bien l'expression caractéristique du délai de grâce, le juge peut accorder un délai à l'emprunteur.

Tous ces articles sont soumis au pouvoir discrétionnaire du juge. Mais il est des cas où le juge n'a pas cette faculté et l'on trouve d'assez nombreuses exceptions où pour diverses raisons, l'article 1244, alinéa 2, n'est pas appliqué, certaines résultant d'un texte formel d'un code ou d'une loi postérieure, d'autres sont discutées.

EXCEPTIONS. — A) *Cas où un texte formel interdit les délais de grâce :*

1^o *Lettre de change* (art. 137 et 157 C. com.).

Billet à ordre (art. 187 C. com.).

L'échéance prend envers les signataires de la lettre de change un caractère particulièrement rigoureux et la loi déroge à l'article 1244 ; l'article 157 du Code de commerce interdit au juge d'accorder des délais de grâce. L'ordonnance de 1673 accordait cependant un délai de grâce de dix jours pendant lequel il était loisible au porteur de ne pas présenter la lettre et au tiré de ne pas la payer. Les usages anglais ont admis aussi les délais de grâce, ces délais fixés à trois jours existent pour toutes les traites autres que celles

à vue. La lettre est donc payable le troisième jour qui suit son échéance et la veille si ce jour est férié. En France, le signataire doit avoir les fonds à l'échéance car l'effet de commerce circule comme de la véritable monnaie commerciale. Le cas du débiteur peut être digne de pitié et ses embarras momentanés et excusables, le Tribunal n'y aura pas égard. On compte sur des rentrées à jour fixé pour régler ses propres fournisseurs, un retard, même de courte durée, peut mettre dans la gêne celui qui attend les fonds et en a immédiatement besoin. La sécurité du commerce exige cette dureté envers le débiteur. Néanmoins, le délai de grâce existe en pratique ¹. Il est dans les usages de ménager l'adversaire, le porteur consent généralement à un terme de vingt-cinq jours et le Tribunal lui en donne acte. Le jugement est alors rendu d'accord entre les deux plaideurs, et le tiré s'engage à payer outre le principal, les intérêts moratoires. Les porteurs agissent ainsi dans leur propre intérêt. Le tiré, si le délai lui était refusé ferait défaut, l'opposition qu'il formerait ensuite suspendrait l'exécution du jugement et il gagnerait ainsi plus de vingt-cinq jours. Les porteurs ont donc intérêt à accepter bénévolement ce délai. Mais la doctrine et la jurisprudence, loin d'étendre les dispositions des articles 157 et 187 du Code de commerce ont cherché à les restreindre dans leurs applications; on a déclaré cette règle inapplicable à toute matière même commerciale.

2° *En matière de vente.* — A propos de la vente l'article 1655 refuse d'accorder des délais dans deux cas : lorsque, à l'expiration d'un premier délai, l'acheteur n'a pas payé le prix et lorsque le vendeur est en danger de perdre la chose et le prix.

1. Thaller et Percerou. *Traité de droit commercial*, t. II, 1931.

D'après l'article 1656, le juge peut accorder un délai à l'acheteur quand il existe une clause résolutoire de plein droit et que l'acheteur a été mis en demeure par une sommation de payer le prix. On admet la validité de la convention d'après laquelle la résolution sera acquise au vendeur, sans aucune sommation par l'effet de non-paiement à l'échéance stipulée.

Cette solution paraît contradictoire avec l'opinion que nous avons soutenue à savoir que l'article 1244 était d'ordre public et que les parties ne pouvaient en écarter l'application par une clause contraire. Mais cette exception à la règle est assez restreinte ; en effet, cette condition résolutoire expresse n'exclut le délai qu'après la mise en demeure de l'acheteur par une sommation. Le délai est d'ailleurs moins important dans le cas de la vente et l'on comprend que les parties puissent l'écarter, le seul risque pour l'acheteur étant de perdre la chose.

L'article 1657 énonce : « En matière de vente de denrées et effets mobiliers, la résolution de la vente aura lieu de plein droit et sans sommation au profit du vendeur, après l'expiration du terme convenu pour le retirement. » Ici l'impossibilité du délai s'explique par la nature des choses vendues.

A propos de l'exercice d'une action en réméré, l'article 1661 dit que le terme fixé est de rigueur et ne peut être prolongé. La faculté de réméré ne constitue pas une simple obligation de revente. Le réméré comporte un grave inconvénient pour les tiers, la faculté de rachat opère pour eux comme une condition résolutoire, le vendeur reprenant son héritage exempt de toutes les charges et hypothèques dont l'acquéreur l'aurait grevé. Il y a donc intérêt à limiter à cinq années la période d'incertitude qui résulte du réméré

et le juge ne peut nullement la prolonger. Aucun nouveau sursis ne pourra être accordé par le juge parce que la condition résolutoire qui menace le droit de l'acquéreur rend la propriété trop incertaine.

3° *En matière de dépôt* (art. 1944). — Le dépôt est un contrat en faveur du déposant, aussi l'article 1944 énonce : « Le dépôt doit être remis au déposant aussitôt qu'il le réclame, lors même que le contrat aurait fixé un délai déterminé pour la restitution. » Le juge n'a aucune raison pour accorder un délai au débiteur.

4° *Cas inscrits dans l'article 124 Code de procédure civile* que nous retrouverons comme causes de déchéance. Le débiteur ne pourra obtenir un délai :

a) Si ses biens sont vendus à la requête d'autres créanciers ;

b) S'il est en faillite ;

c) S'il est en état de contumace ;

d) S'il s'est constitué prisonnier ;

e) Lorsque, par son fait, il aura diminué les sûretés qu'il avait données par contrat à son créancier.

5° *Prêt fait par le Crédit Foncier* (décret du 28 février 1852 art. 26). — Les emprunteurs du Crédit Foncier n'ont droit à aucun délai de grâce lorsque leur prêt vient à échéance. Cette mesure est faite pour assurer l'équilibre permanent entre l'encaissement des annuités dues par les emprunteurs et le paiement des intérêts et des capitaux pour le service des obligations. Les créances du Crédit Foncier sont des créances privilégiées. Avec les rentrées des sommes prêtées, le Crédit assure le paiement des intérêts et capitaux empruntés au public sous forme d'obligations. Il est toujours nécessaire qu'il rentre dans ses débours pour honorer ses engagements. C'est la raison pour laquelle le Gouverne-

ment a soustrait le paiement des sommes prêtées par le Crédit Foncier à l'article 1244.

6° *Prêt du Crédit Municipal* (décret du 24 octobre 1918, art. 3). — Le délai de grâce n'est pas possible non plus pour les prêts du Crédit Municipal. Le décret du 24 octobre 1918 fixe à un an la durée maxima des prêts. Au moment de l'expiration de ce délai, l'emprunteur était nécessairement dans l'alternative de procéder à un renouvellement ou de laisser vendre et ne pouvait en conséquence bénéficier de l'article 1244.

La Cour de Paris, le 27 octobre 1932 ¹ a déclaré qu'elle ne pouvait accorder aucun délai de grâce, d'une part, en raison des textes législatifs qui fixent à un an au maximum la durée des nantissements du Crédit Municipal et, d'autre part, parce que cela aboutirait à prolonger, au delà de la limite fixée, la responsabilité des commissaires-priseurs qui sont garants de leur estimation pendant un an ou à substituer à leur responsabilité celle du directeur général qui est comptable tant en recettes qu'en dépenses du produit des opérations.

Il existe d'autres cas pour lesquels il n'y a pas de textes et qui donnent lieu à quelques discussions.

B) *Cas discutés :*

1° *Le créancier est muni d'un titre exécutoire.* — On a prétendu qu'un délai de grâce ne pourrait être sollicité et obtenu par le débiteur lorsque le créancier est muni d'un titre exécutoire autre qu'un jugement. C'est l'opinion la plus bienveillante qui a prévalu. La Chambre des requêtes le 8 novembre 1892 déclare ² que « l'article 1244 qui permet

1. *G. P.*, 1932-2-937.

2. *D. P.* 1893-1-33.

aux juges d'accorder des délais est applicable que la dette soit constatée par un acte notarié ou par un acte sous seing privé ».

L'article 1244 est placé sous le titre paiement en général ; or, le paiement peut être demandé en vertu d'un titre exécutoire aussi bien qu'en vertu d'un titre sous seing privé. Il dit que les juges peuvent surseoir à l'exécution des poursuites ; or, le mot poursuites s'applique non seulement aux instances judiciaires mais aux voies d'exécution lesquelles supposent un titre exécutoire chez le créancier.

La pensée du législateur étant de soulager le débiteur pauvre, il ne pouvait lui refuser le bénéfice d'une indulgente humanité dans une circonstance où la force exécutoire de l'acte et la rigueur des poursuites donnent à la protection de la loi un caractère de nécessité et d'urgence ¹. Il suffit que le point litigieux n'ait pas été l'objet d'une décision passée en force de chose jugée.

On objecte l'article 2212. Ce qui résulte de cet article, c'est que, lorsqu'il s'agit d'une expropriation forcée, les juges ne peuvent accorder un délai au débiteur que lorsqu'il justifie par bail authentique que le revenu net et libre de ses immeubles pendant une année suffit pour le paiement de la dette en capital, intérêts et frais et s'il en offre la délégation au créancier, mais sous cette condition spéciale, ils peuvent lui en accorder un. Par conséquent, l'article 2212 démontre lui-même qu'un délai de grâce peut être accordé dans un cas où le débiteur est engagé par un bail authentique, titre exécutoire.

Dans les travaux préparatoires, nous voyons que l'article du projet autorisait le juge à permettre la division du

1. Larombière. *Traité des obligations*, t. IV, p. 131.

payement dans deux cas : en considération de la position du débiteur, en cas de contestation de la dette¹. Le Tribunal demanda la suppression de ce deuxième cas : « Ou le titre est exécutoire ou il ne l'est pas ; dans le premier cas, le juge ne peut arrêter l'exécution ; dans le deuxième cas l'exécution est suspendue de plein droit dès qu'il y a contestation. On supprima la deuxième phrase en pensant que le juge ne pourrait pas arrêter l'effet d'un titre exécutoire par cela seul qu'il y aurait contestation de la part du débiteur. Aussi Jaubert, pour justifier devant le corps législatif la disposition de l'article 1244, a-t-il cité précisément le cas où le débiteur est poursuivi en vertu d'un titre exécutoire².

2° *En cas de saisie réelle immobilière.* — Avant la loi du 25 mars 1936 qui a ranimé les discussions sur la matière, on décidait que l'article 1244 n'était pas applicable aux procédures d'expropriation forcée. Il était constant en jurisprudence qu'en matière immobilière une remise d'adjudication ne pouvait être accordée que par un jugement du tribunal dans les conditions prévues par l'article 703 du Code de procédure civile³. Cet article s'exprime ainsi : « L'adjudication pourra être remise sur la demande du poursuivant, ou de l'un des créanciers inscrits, ou de la partie saisie mais seulement pour causes graves et dûment justifiées. Il s'agit d'une procédure spéciale qui ne permet pas au juge d'accorder des délais de grâce en dehors des cas particuliers déterminés par la loi et où des délais peuvent être accordés. La situation du débiteur hypothécaire est plus défavorable que celle du débiteur ordinaire puisque l'article 703 a prévu et limité

1. Fenet, t. XIII, p. 25.

2. Demolombe, t. XXV, p. 560.

3. Trib. Seine-Inférieure, 22 novembre 1927. *D. H.* 1928-132.

les conditions dans lesquelles le sursis pouvait être demandé et accordé. L'article 703 du Code de procédure civile n'est pas une application de l'article 1244. Par faveur également l'article 2212 du Code civil permet aux juges de suspendre la saisie immobilière sous certaines conditions, mais il ajoute que la saisie sera reprise « s'il survient quelque opposition ou obstacle au paiement ». Mais la procédure de saisie ne saurait être réputée commencée par le seul commandement, acte préalable à la poursuite, laquelle ne commence qu'au procès-verbal de saisie. Le débiteur pouvait demander un délai de grâce lorsque le délai de trente jours qui doit être observé entre le commandement et la saisie immobilière est encore en cours.

Cette solution est rigoureuse, car la saisie réelle étant précisément la plus cruelle des poursuites, il n'y a aucune raison de l'exclure des prévisions bienveillantes de la loi. Il nous semble que l'article 1244 peut s'appliquer en matière de saisie immobilière et que le juge peut se fonder librement sur des considérations d'équité sans que sa décision soit soumise à la règle fixée par l'article 703 pour accorder les délais de libération qu'il estime nécessaires.

Bien des décisions ont d'ailleurs attribué aux dispositions de l'article 1244 un caractère général et absolu, permettant au juge d'accorder en matière immobilière un délai plus long que le délai de soixante jours prévu par l'article 703 du Code de procédure civile ¹. Cette solution présente le double avantage d'être plus humaine vis-à-vis du débiteur et de prendre en considération le véritable intérêt de toutes les parties ². Elle permet de faire face aux conséquences souvent désastreuses d'une

1. Colmar, 29 juillet 1850. D. P. 1852-1-249.

2. *Semaine juridique*, 1935-2-1093. Homburg.

vente forcée qui ne touchent pas seulement le créancier hypothécaire, mais tous ceux qui ont des droits sur l'immeuble : créanciers de deuxième et troisième rang et créanciers chirographaires que la réalisation de l'immeuble à bas prix privera la plupart du temps de toute possibilité de recours contre le débiteur.

D'ailleurs cette interprétation n'est pas contraire aux textes, les formalités et délais prévus par l'article 703 ne sont pas compris dans l'énumération de l'article 703 édictant que leur observation devait être assurée à peine de nullité. Les nullités sont de droit étroit et l'on ne saurait conclure que l'article 703 doit être strictement observé.

Aucune disposition du Code, en admettant que le délai accordé doit être limité à soixante jours, n'interdit au juge de prononcer plusieurs remises successives pour l'adjudication de l'immeuble. La disposition de l'article 703, prévoyant que le jugement prononçant la remise devra fixer de nouveau le jour de l'adjudication, ne s'impose pas à peine de nullité. Comme le dit Chauveau¹, l'article 703 ne fixe le délai de soixante jours que grammaticalement. Le législateur n'a pas voulu légalement renfermer les tribunaux dans la limite des soixante jours, l'intérêt de toutes les parties, pouvant nécessiter des renvois successifs.

Dès lors, il est plus simple et plus rapide de permettre au juge d'accorder tout de suite le délai qu'il estimera raisonnable. La loi du 25 mars 1936 a fait revivre la question et une partie de la jurisprudence se décide pour l'application de l'article 1244 à la saisie immobilière, ce qui montre bien que le droit évolue sous la pression des faits

1. Chauveau. *Lois de la procédure*, t. V, n° 2378.

économiques. Nous retrouverons la question à propos du commentaire de la loi du 25 mars 1936.

3° *Pour le paiement des cotisations d'assurances sociales.* — La jurisprudence est divisée sur le point de savoir si l'article 1244 doit recevoir application en matière d'assurances sociales, certains arrêts¹ permettent au juge d'accorder termes et délais à l'employeur qui se trouve dans une situation critique, pour le paiement des cotisations patronales. L'article 1244 est général et s'applique à toutes les dettes civiles quelle qu'en soit la source sous réserve des seules exceptions prévues par la loi comme en matière de lettre de change. Rien ne s'oppose juridiquement à l'octroi d'un délai de grâce en cette matière et l'humanité demande ce délai. Mais toutefois l'octroi d'un délai n'est admissible que pour les cotisations patronales à l'exclusion des cotisations ouvrières. D'autres arrêts affirment que le juge peut user en cette matière de la faculté qui lui est conférée par l'article 1244. En effet, aux termes de la loi du 5 avril 1928 modifiée par celles des 30 avril 1930 et 31 juillet 1931, l'employeur est tenu de verser la double contribution aux échéances fixées car la stricte observation de cette obligation est, comme le dit la Cour de Cassation², la condition indispensable au fonctionnement d'une loi de prévoyance sociale, instituée dans un intérêt public et la garantie des droits nés ou éventuels des assurés sociaux.

§ 3. — *Effets du délai de grâce.*

Le terme accordé par le juge ne produit pas tout à fait les mêmes effets que le terme de droit. Pour bien com-

1. Bordeaux, 15 mai 1935 *Sem. jur.*, 1935-2-972 et Bourg, 29 octobre 1935. *G. P.*, 1936-1-629.

2. Cass. ch. civ., 18 fév. 1936. *G. P.*, 1936, 1-629.

prendre les effets du terme de grâce, il faut se rappeler que la dette devient inexigible mais qu'elle est néanmoins échue. Il est nécessaire de distinguer les effets produits à l'égard du débiteur, à l'égard du créancier et les effets vis-à-vis des tiers.

A) *Effets produits à l'égard du débiteur.* — Le premier effet du délai de grâce le plus important est l'ajournement du paiement que devait faire le débiteur. Il n'y a pas prorogation d'échéance, la dette est échue, autrement l'obligation n'aurait pu être déduite en justice, mais il y a prorogation d'exigibilité. Une prorogation d'échéance peut être accordée par un moratoire mais non par un délai de grâce.

La poursuite est suspendue mais les poursuites antérieures subsistent, les actes d'exécution reprendront leur force après l'expiration du délai « toutes choses demeurant en l'état ».

La prescription de la créance est interrompue jusqu'à l'expiration du délai, le point de départ de la prescription sera le jour ou le délai accordé prendra fin si le créancier reste dans l'inaction.

Le second effet du délai de grâce est de permettre la division du paiement; en effet, nous savons, que le tribunal peut accorder plusieurs délais au débiteur pour se libérer. Si le débiteur n'acquitte pas un de ces termes, est-il déchu des autres ? Parmi les cas de déchéance des délais prévus par la loi le non-paiement d'une fraction de la dette ne figure pas. En principe, toute déchéance est de droit étroit. Seul, Toullier¹ affirme qu'il est déchu du bénéfice des autres termes et que le créancier peut saisir et exécuter pour la

1. Toullier. *Droit civil français*, t. III, p. 405.

totalité de sa créance. Le jugement qui, contre la loi du contrat, divise le paiement en plusieurs termes, lui paraît essentiellement renfermer la condition implicite : si le débiteur paie à chaque terme. Il est certain que, si les juges avaient pu prévoir qu'il ne paierait pas, ils ne lui auraient pas accordé de délais.

Une autre conséquence résultant du fait que la dette est échue est que le créancier n'a plus besoin de mettre le débiteur en demeure, celui-ci est considéré comme mis en demeure au plus tard par le jugement qui l'a rendu bénéficiaire du délai. Cette mise en demeure aggrave la situation du débiteur, fait courir les intérêts moratoires et déplace les risques qui sont à la charge du débiteur.

Si un tribunal accorde un terme de grâce et déclare que le débiteur devra payer dans un délai déterminé, le paiement de la dette devient en conséquence portable ¹. Le débiteur, en effet, ne doit pas payer le dernier jour du délai ; il doit le faire aussitôt qu'il pourra et au plus tard à telle date. C'est donc qu'il doit porter la chose due chez le créancier.

B) Effets produits à l'égard du créancier. — Le créancier ne peut plus exercer aucun acte d'exécution ; il peut prendre des mesures pour assurer la conservation de ses droits et il peut également opposer la compensation.

1° Actes d'exécution. — Toute poursuite faite après la concession du délai doit être annulée avec des dommages-intérêts au débiteur. Mais les poursuites en marche ne perdent pas leur valeur. La loi ne les a pas annulées, les actes d'exécution reprendront leur force après l'expiration du délai « toutes choses demeurant en l'état ».

1. *D. H.*, 1927, 33.

2^o *Actes conservatoires*. — Le créancier peut faire tous les actes conservatoires. Ce droit, il le détient en vertu de l'article 125 du Code de procédure civile qui déclare valables tous les actes conservatoires nonobstant le délai accordé. Sont considérées comme tels toutes les mesures prises par le créancier pour sauvegarder ses droits sans changer la position du débiteur pendant le délai. Il peut faire inscrire une hypothèque judiciaire, renouveler une inscription hypothécaire, faire opposition au remboursement d'une rente. Quoique le créancier ne puisse saisir-exécuter, il en aurait le droit si le débiteur vendait ou détournait frauduleusement ses meubles car il serait déchu du bénéfice du terme de grâce.

Il y a discussion sur la nature juridique de l'action oblique et si on la considère comme un acte conservatoire, elle est permise au créancier. La Cour de Cassation décide que le créancier n'est admis à exercer l'action oblique que si sa créance est tout à la fois certaine, c'est-à-dire non contestée et exigible et liquide¹. Il semble donc qu'un créancier à terme ne puisse l'exercer. Tel n'est pas l'avis de Colin et Capitant qui admettent qu'un créancier à terme peut exercer l'action oblique alors même que le terme de sa créance n'est pas échu. Ces auteurs disent que l'exercice des droits et actions du débiteur est une mesure conservatoire, et que les créanciers à terme peuvent exercer tous les actes conservatoires de leurs droits. Cette faculté accordée aux créanciers d'exercer les droits de leur débiteur est en tout cas une mesure conservatoire plus grave que l'interruption d'une prescription.

Quant à l'action paulienne, ce n'est certes pas une

1. Ch. des Req., 25 mars 1924, S. 1924, 1-67.

mesure conservatoire. C'est une action dirigée contre le débiteur mais elle est néanmoins permise au créancier en raison de ce que la créance est échue. On ne saurait admettre que le débiteur qui a réclamé un sursis puisse faire une donation ou une libéralité quelconque dans le but de dissimuler ou de dissiper le prix et, sous la protection du délai, spolier définitivement son créancier.

Une question discutée en doctrine et en jurisprudence est celle de savoir si le terme de grâce met obstacle à la saisie-arrêt. La solution dépend du caractère que l'on assigne à la saisie-arrêt, acte d'exécution ou mesure conservatoire. La saisie-arrêt est l'acte par lequel le créancier arrête, en vertu de titres authentiques ou privés, entre les mains d'un tiers les deniers et effets appartenant à son débiteur et s'oppose à leur remise (art. 557, C. proc. civ.). Deux opinions se partagent la doctrine et la jurisprudence, pour les uns la saisie-arrêt a un caractère mixte à la fois conservatoire et acte d'exécution, pour les autres c'est un acte d'exécution. Mais personne ne veut en faire un simple acte conservatoire, car immobilisant les fonds entre les mains du tiers saisi et privant le saisi de la faculté de les toucher, elle modifie l'état de choses antérieur.

La première opinion qui prévaut en doctrine et en jurisprudence opte pour le caractère mixte de la saisie-arrêt. La Cour de cassation, Chambre civile le 1^{er} mai 1889 ¹ nous a donné une solution exacte : « La saisie-arrêt est une mesure conservatoire qui a uniquement pour but et effet d'empêcher le tiers saisi de se libérer au préjudice du saisissant ; elle ne devient une mesure d'exécution que par l'effet du jugement de validité qui attribue au saisis-

1. D. 1890, 1-264.

sant les sommes saisies et lui confère la faculté de contraindre le tiers saisi à se libérer entre ses mains. » On décide dans cette opinion que le terme de grâce n'est pas un obstacle à la saisie-arrêt faite sur le débiteur avant l'expiration du terme. En effet, la procédure de saisie-arrêt est indivisible comme celle de la saisie-exécution ou de la saisie immobilière qui débute également par des mesures de conservation : la constatation des choses saisies et l'interdiction d'en disposer. Les auteurs admettent en général que le délai de grâce n'empêche pas la saisie-arrêt ¹.

La deuxième opinion enseigne que la saisie-arrêt est un acte d'exécution dans les deux phases aussi bien après qu'avant le jugement de validité. La Cour de Bordeaux, le 22 janvier 1854 ² disait que c'est à tort que la saisie-arrêt n'est qu'un acte conservatoire « attendu au contraire qu'elle est classée par le Code de procédure civile parmi les moyens d'exécution des arrêts et des jugements, qu'elle paralyse en effet les facultés du débiteur en lui enlevant la libre disposition des deniers saisis ». Il y a d'ailleurs peu d'arrêts en ce sens.

3^o *Compensation*. — Le terme de grâce à la différence du terme de droit n'empêche pas la compensation (art. 1292 C. civ.). C'est une exception à la condition d'exigibilité exigée pour le fonctionnement de la compensation. C'est une solution qui nous a été transmise du Droit romain. Il eût été contraire à la loi morale que le créancier fût obligé de payer sa dette alors qu'il n'eût pas été admis à exiger le paiement de sa créance.

1. Garsonnet et Cézard Bru. *Traité de proc. civ.*, 3^e éd., t. IV, n^o 180, p. 394. — Glasson. *Précis de Procédure*, 2^e éd., t. II, n^o 1231, p. 318.

2. *D. P.*, 1855, 2-123.

C) *Effets vis-à-vis des tiers.* — Les tiers dont il s'agit sont les codébiteurs conjoints ou solidaires et les cautions. Pour eux le délai est *res inter alios judicata*. Cette solution s'impose en vertu de l'article 124 du Code de procédure civile qui montre que le délai obtenu par le débiteur contre l'un de ses créanciers, n'empêche pas les autres de saisir et faire vendre ses biens. Le terme de grâce ne profite qu'au débiteur qui l'a obtenu, ses codébiteurs solidaires ne peuvent l'invoquer. Chaque codébiteur est tenu par un lien obligatoire distinct de celui des autres. Le juge, en vertu de ce principe, peut accorder un délai à un codébiteur solidaire et le refuser aux autres. Néanmoins, lorsqu'un délai de grâce a été accordé à l'un des codébiteurs, les autres en profitent, en ce sens que le créancier ne peut les poursuivre avant l'échéance du terme que déduction faite de la part contributive dans la dette de celui qui a obtenu le délai. Dans les obligations indivisibles, le délai de grâce est obligatoirement accordé à tous les débiteurs. Quant à la caution, elle bénéficie du terme de grâce accordé au débiteur principal, sans quoi ce dernier se trouverait ne pas en profiter car la caution, après avoir payé, pourrait se retourner contre lui sans attendre l'expiration des délais.

§ 4. — *Déchéances du terme de grâce.*

D'après l'article 124 du Code de procédure civile la déchéance du terme de grâce est encourue par le débiteur non seulement dans les cas qui, aux termes de l'article 1188 du Code civil entraînent déchéance du terme, mais encore dans des hypothèses spéciales. Il faut donc distinguer deux catégories de déchéances : les hypothèses communes

de déchéance et les déchéances propres au délai de grâce.

A) *Hypothèses communes de déchéance.* — L'article 1188 énonce : « Le débiteur ne peut plus réclamer le bénéfice du terme lorsqu'il a fait faillite, ou lorsque par son fait il a diminué les sûretés qu'il avait données par le contrat à son créancier. » Cet article semble indiquer seulement deux causes de déchéance : la faillite du débiteur et la diminution des sûretés du créancier. Mais à la faillite, on assimile la liquidation judiciaire et la déconfiture du débiteur et à la diminution des sûretés du créancier, la non-réalisation des sûretés promises.

1° *Faillite et liquidation judiciaire du débiteur.* — La faillite est prévue par l'article 1188. La faillite suppose l'état de cessation des paiements du débiteur constaté judiciairement. Dans la faillite, il y a une situation menaçante pour le créancier lié par un délai. Alors que les biens du débiteur sont vendus et le prix partagé entre ses créanciers, l'équité exige qu'on appelle ceux dont les créances ne sont pas encore exigibles. Si le délai était accordé, alors que les autres créanciers vont recevoir des dividendes, le créancier subirait une injuste et irrémédiable défaveur. On admet également que la liquidation judiciaire prévue par l'article 8 de la loi du 4 mars 1889 entraîne tout naturellement la déchéance du terme.

2° *La déconfiture du débiteur.* — La déconfiture est l'état d'insolvabilité d'un non-commerçant. En l'absence de texte, on s'est demandé si la déchéance peut en découler. Au point de vue des principes les déchéances sont de droit étroit. De plus, la déconfiture n'entraîne pas de procédure de liquidation collective. Cependant la jurisprudence a décidé¹,

1: Civ., 30 mars 1892. *D. P.*, 1892, 1-281 et Civ., 6 fév., 1907. *S.* 1907, 1-67.

avec raison semble-t-il, qu'elle entraînait déchéance. On peut dire qu'est en déconfiture le débiteur dont l'actif ne suffit pas à désintéresser les créanciers apparents. La déconfiture résulte d'une décision judiciaire et non pas seulement de l'insolvabilité. M. Planiol, dans une note au Dalloz¹, affirme que l'article 1188 concerne la déconfiture des non-commerçants aussi bien que la faillite proprement dite. Il s'appuie sur deux arguments principaux. Les travaux préparatoires montrent qu'on a pris le mot faillite avec un sens large, comprenant toutes les situations dans lesquelles le débiteur ne peut pas faire face à ses obligations. En outre, la déchéance du terme pour cause d'insolvabilité a été admise dans notre Droit avec un but bien déterminé. Il a paru inique de maintenir la convention du terme contre un créancier, alors que d'autres créanciers libres d'agir, poursuivent le débiteur et se partagent ses biens.

3° *La diminution des sûretés du créancier.* — Elle est prévue par l'article 1188. Mais l'article 1188 ne s'applique pas à la diminution du patrimoine du débiteur qui forme le gage général de ses créanciers. Cette déchéance ne se rapporte qu'à une disparition de sûretés spéciales, comme une hypothèque, un gage, consenties au créancier par le débiteur. Il faut en outre que les sûretés soient volontaires. La diminution des sûretés légales comme les privilèges, n'entraînerait pas déchéance. Si les sûretés ont été diminuées par un cas fortuit ou la force majeure et non par le fait du débiteur, celui-ci ne peut être privé d'une manière absolue du bénéfice du terme. Il paraît cependant résulter des articles 2020 et 2131 du Code civil que le créancier a

1. Note Planiol. *D. P.*, 1892, 1-281.

le droit de demander un supplément et de conclure au remboursement dans le cas où le débiteur ne voudrait pas le lui fournir.

4° *La non-réalisation des sûretés promises.* — Le débiteur manque complètement à son obligation. La jurisprudence décide que le refus par un débiteur de constituer les sûretés promises doit être considéré comme le fait de diminuer les sûretés déjà constituées et par raison à fortiori, sanctionné en vertu de l'article 1188 du Code civil par la déchéance du terme. Le débiteur, qui a obtenu un délai de grâce du tribunal, à la condition de donner hypothèque à son créancier, est déchu s'il ne la donne pas. De même le débiteur est déchu du terme stipulé dans un acte d'emprunt lorsque, ayant promis qu'une hypothèque serait constituée par un tiers, celui-ci ne s'empresse pas de le faire ¹.

On a enseigné aussi qu'il faut étendre cette disposition au débiteur qui laisse passer sans s'acquitter un des termes que le juge lui avait accordé. Il y a là un motif d'analogie mais il ne suffit pas pour étendre les déchéances.

B) *Déchéances propres au délai de grâce.*

L'article 124 du Code de procédure civile prévoit trois cas de déchéance.

1° *La vente des biens du débiteur.* — La vente forcée des biens du débiteur est toujours une marque d'insolvabilité. La loi ne fait pas de distinction entre les meubles et les immeubles. La concession d'un délai romprait l'égalité entre le créancier et ceux qui ont pratiqué une saisie, il faut que le créancier puisse participer à la distribution des deniers. Le seul fait de la saisie mettra obstacle à la concession du délai.

1. Montpellier, 23 avril 1931, *G. P.*, 1931, 1-879.

2° *Lorsque le débiteur est en état de contumace.* — Une personne est en état de contumace lorsqu'elle se soustrait par la fuite aux poursuites de la justice criminelle. C'est le sens pénal adopté par de nombreux auteurs : Laurent, Garsonnet¹. Larombière considère comme contumax le débiteur civil qui se cache. Cet état entraîne la mise sous séquestre des biens du contumax.

3° *Lorsque le débiteur s'est constitué prisonnier.* — Il s'agirait ici de la contrainte par corps et non de l'incarcération à raison d'une infraction pénale. Mais certains auteurs admettent le refus du délai de grâce dans tous les cas d'emprisonnement puisque le texte ne distingue pas.

SECTION II. — LOI DU 25 MARS 1936

Pendant plus d'un siècle, les débiteurs se sont contentés de demander l'application de l'article 1244. Mais la guerre a étendu son application, car n'étant pas un cas de force majeure elle ne dispense pas le débiteur de payer ses dettes. L'article 4 du décret du 10 août 1914 énonce : « L'article 1244, alinéa 2, est applicable, pendant la durée de la mobilisation et jusqu'à la cessation des hostilités, aux poursuites et exécutions en toute matière. » De plus la loi du 5 août 1914 a donné au Gouvernement le droit de suspendre les effets des obligations civiles et commerciales.

Chez les non mobilisés, le délai de grâce suppose un embarras pour s'acquitter alors que pour les mobilisés, le moratoire ne peut être qu'une faveur accordée à ceux qui défendent le pays et le désir de leur éviter des préoccupations d'ordre matériel. A la différence du moratorium

1. Laurent. *Principes de droit civil*, t. XVII.
Garsonnet. *Procédure*, t. IV.

des mobilisés, le délai que peut accorder le juge des référés aux non mobilisés ne constituait qu'un terme de grâce et non pas un terme de droit ; il n'était qu'une application avec modification de l'article 1244. De plus, il est fondé sur la situation personnelle du débiteur appréciée par le juge et non sur sa qualité. Malgré cet intervalle, la législation est restée constante et il a fallu arriver en 1936 pour aboutir à une modification du texte du Code civil. Le législateur s'était seulement préoccupé en 1933 et 1934 des commerçants auxquels il avait accordé des délais pour le règlement des billets de fonds et le payement du prix des fonds de commerce. La crise économique devenant plus intense, une loi du 25 mars 1936 est intervenue tendant à compléter l'article 1244 du Code civil et à accorder des délais aux débiteurs malheureux et de bonne foi. Après avoir étudié l'objet et les origines de la loi, nous en étudierons ensuite les conditions d'application.

§ 1. — *Objet de la loi.*

Le but de la loi du 25 mars 1936 est de compléter l'article 1244 en admettant le juge des référés à accorder des délais aux débiteurs pour se libérer. C'est une simplification de la procédure que de donner ce pouvoir au juge des référés en cas d'urgence car cette faculté ne lui avait été reconnue jusque-là que par une jurisprudence hésitante, combattue par la Cour Suprême. En outre ce pouvoir peut être exercé en tout état de cause, c'est-à-dire même après que le débiteur a été condamné à payer par une décision définitive passée en force de chose jugée. C'est un assouplissement des règles d'application de l'article 1244. La suspension de la poursuite a pour effet direct et néces-

saire la prorogation des délais impartis par la loi pour la validité des procédures d'exécution jusqu'à l'expiration du délai impartie par le juge pour le paiement.

La nouvelle loi a particulièrement envisagé la situation du débiteur du Crédit Foncier. Aux termes de l'article 37 du décret-loi du 28 février 1852, quand le Crédit Foncier poursuit un de ses emprunteurs pour non-paiement des arrérages échus, il ne pouvait jusqu'ici être accordé au débiteur, si le demandeur s'y opposait : « aucune remise d'adjudication ». L'article 2 de la loi du 25 mars 1936 dit que le juge des référés pourra dorénavant accorder aux débiteurs malheureux et de bonne foi des délais pour se libérer. Cette dérogation aux principes n'est que temporaire ; en effet, la remise de l'adjudication ne peut être ordonnée que pour un temps qui n'excédera pas une année à partir de la promulgation de la loi, soit jusqu'au 25 mars 1937.

§ 2. — *Origines de la loi.*

La crise économique qui, depuis quelques années, pèse cruellement sur la France, a obligé le législateur à venir en aide aux débiteurs malheureux en les protégeant contre la législation en vigueur.

M. Fribourg déposa en novembre 1934 une proposition de loi pour venir au secours des débiteurs sur hypothèque menacés de saisie en suspendant les poursuites et en accordant des délais de grâce pour une durée de six mois à deux ans. En mars 1935, la Chambre l'a votée à l'unanimité mais le Sénat ne se pressa pas. Les décrets-lois de 1935 firent aussi quelque chose pour les débiteurs ; les décrets des 16 juillet 1935, 28 août et 30 octobre 1935 autorisèrent

les débiteurs sur hypothèque à se libérer par anticipation. Deux autres décrets du 8 août firent plus, l'un d'eux abaissa le taux de l'intérêt légal, l'autre fit revivre le délit d'usure.

Une solution s'imposait, surtout en ce qui concerne les agriculteurs frappés particulièrement en temps de crise par la dévaluation des produits agricoles. La proposition Barthe du 26 février 1936 avait pour objet d'accorder des délais pour le paiement des dettes agricoles. L'article 1^{er} était ainsi rédigé : « A raison des circonstances exceptionnelles et pendant le délai d'un an à dater de la promulgation de la présente loi, le juge des référés pourra à tout moment et en tout état de cause accorder aux cultivateurs et artisans agricoles, débiteurs de bonne foi, des délais qui pourront être renouvelés pour le paiement de leurs dettes et ordonner qu'il sera sursis à toute mesure d'exécution, toutes choses demeurant en l'état. » Le texte voté par la Chambre des députés offrait le double inconvénient de viser une seule catégorie de citoyens et de prêter à de sérieuses difficultés d'interprétation. Comment définir, en effet, les cultivateurs dont les dettes pourront faire l'objet de délais accordés par le juge des référés ?

Au Sénat, la Commission de législation civile et criminelle se rendit compte que les agriculteurs fort intéressants, n'étaient pas les seuls à souffrir de la crise, que les industriels, les commerçants, les propriétaires n'en étaient pas moins victimes et qu'un mal général appelait un remède profitable à tous. Le plus simple était d'incorporer la réforme dans le Code civil en complétant l'article 1244.

L'article 2 admet le juge des référés à faire bénéficier les débiteurs du Crédit Foncier, lorsqu'ils sont malheureux et de bonne foi, de certains délais. Dans son rapport au

Sénat ¹ M. Clément Raynaud disait : « Nombreux, tellement nombreux, qu'ils constituent le quart ou peut-être le tiers des débiteurs agricoles, les emprunteurs du Crédit Foncier doivent pouvoir bénéficier des dispositions bienveillantes dont nous sommes saisis, faute de quoi nous ferions une loi incomplète et pour la plus grande partie inefficace. Votre Commission s'est alors demandée si, plutôt que d'avoir recours à une loi exceptionnelle, il ne convenait pas de légiférer dans le droit commun et, dans un sentiment d'humanité et de justice, accorder des délais à tous les débiteurs malheureux et de bonne foi. » La loi fut votée par le Sénat le 19 mars 1936 et le 20 par la Chambre sans modification, complétant l'article 1244 ainsi qu'il suit : « En cas d'urgence, la même faculté appartient en tout état de cause au juge des référés. S'il est sursis à l'exécution des poursuites les délais fixés par le Code de procédure pour la validité des procédures d'exécution seront suspendus jusqu'à l'expiration du délai accordé par le juge ». Ainsi la loi était plus équitable car les agriculteurs n'avaient pas été les seuls à subir les conséquences de la crise. C'était aussi plus juridique que de rédiger des textes d'une application temporaire, limitée à certains individus, alors que la loi doit être une règle permanente et générale. Dans la proposition de loi, c'était une disposition transitoire, le législateur a conféré au juge un pouvoir définitivement acquis mais le juge des référés n'en usera qu'avec une extrême réserve.

1. *Journal Officiel*, Sénat, 20 mars 1936, p. 360.

§ 3. — *Conditions d'application de la loi.*

Avant la loi du 25 mars 1936, le tribunal seul pouvait accorder des délais de grâce ; cette loi a attribué en cas d'urgence et en tout état de cause les mêmes pouvoirs au juge des référés qu'au tribunal. Cette disposition crée une dualité parallèle de juridiction pour appliquer les délais de grâce. La juridiction du jugement sera forcément mieux informée, puisque le délai de grâce procède de la délibération sur le fonds même de l'affaire, que le juge des référés, juge unique, saisi hâtivement. Il devra sur le moment même décider si le débiteur est malheureux et de bonne foi et sa décision aura pour effet de suspendre la loi du contrat ou l'exécution d'une sentence en justice. Il ne faudrait pas que l'octroi des délais de grâce devienne automatique et la tâche du juge des référés est délicate. Néanmoins, le caractère exceptionnel de l'article 1244 demeure car il déroge à deux règles essentielles de notre Droit : que la convention est la loi des parties et que la chose jugée et la force exécutoire des jugements ne sauraient faire discussion. Pour le juge des référés, il s'agit plus encore d'une prérogative exceptionnelle et pour l'usage de celle-ci il dispose d'un pouvoir discrétionnaire qui lui permet même de ne pas motiver la décision par laquelle il rejette la demande de délai. Le juge des référés ne doit pas abuser de ce pouvoir bien qu'il lui soit légalement reconnu.

Le juge des référés ne peut être saisi qu'*en cas d'urgence*, c'est ce que disent la loi du 25 mars 1936 et l'article 806 du Code de procédure civile. L'appréciation de l'urgence rentre dans le pouvoir souverain du juge. Mais il est

incontestable qu'il y a urgence toutes les fois que la procédure d'exécution est commencée et même lorsqu'un jugement est intervenu et qu'il ne doit pas être frappé d'une voie de recours suspensive. Dans le premier cas, il y a urgence parce que l'article 122 du Code de procédure civile interdit au tribunal dessaisi de statuer désormais sur toute autre demande de délai. Cette demande ne peut être adressée qu'au juge des référés. Quand une décision n'est pas intervenue, il est plus facile de déterminer les cas d'urgence. C'est exceptionnellement que le juge des référés reconnaîtra l'urgence alors qu'il y a une instance au principal. Mais l'urgence peut exister avant tout jugement si le créancier agit en vertu d'un titre exécutoire. Le débiteur qui veut éviter une saisie a le plus grand intérêt à introduire une demande de délai devant le juge des référés. Il pourrait le faire aussi devant le tribunal mais il n'y aurait pas d'effet suspensif.

Le débiteur ne devra donc solliciter le juge des référés que lorsque son intervention est absolument nécessaire, autrement il se constituerait de mauvaise foi en tentant d'ajouter du temps au délai qu'il obtiendra.

Le juge des référés peut accorder des délais *en tout état de cause* c'est-à-dire que le terme peut être consenti au cours de la procédure d'exécution même après le jugement de condamnation et même avant tout acte d'exécution et tout commandement : les frais de la procédure, d'exécution et de commandement peuvent devenir inutiles du fait de cette concession, il y a intérêt à les éviter et par suite urgence. Si le jugement est frappé d'opposition ou d'appel et n'est pas susceptible d'exécution provisoire, la situation est la même que s'il n'y avait pas eu jugement. Le juge des référés statuera après avoir vérifié l'existence

de l'urgence. Quand il y a pourvoi en cassation, le juge des référés pourra rendre sa décision.

Mais l'exception de la chose jugée soit par le tribunal, soit par le juge des référés peut être soulevée devant le juge des référés. Une décision antérieure sur une demande de délais fait obstacle à toute décision nouvelle du juge sur une demande de même nature.

L'article 122 du Code de procédure civile exclut le renouvellement des délais. Or, les pouvoirs conférés au juge des référés par la loi du 25 mars 1936 sont identiquement les mêmes que ceux du tribunal. La loi nous paraît avoir créé un cumul de juridiction. Le juge des référés a le même pouvoir que le tribunal mais ne partage pas ce pouvoir avec lui, il l'exerce au cas d'urgence d'une manière indépendante. Le juge des référés ne peut renouveler le délai qu'il a lui-même octroyé mais par une bizarre contradiction il peut accorder un délai après que le tribunal l'a fait.

Le délai de grâce peut être accordé pour l'exécution d'obligations pures et simples de faire. Le juge des référés en fait une application courante en matière d'expulsion. Lorsque celle-ci est demandée même si des loyers sont dus, c'est bien la suspension de l'exécution d'une obligation de faire, celle de restituer l'immeuble que sollicite l'occupant. L'existence d'un titre exécutoire ne fait pas obstacle à l'application de l'article 1244. On pouvait le discuter avant la loi du 25 mars 1936 pour les titres qui n'étaient pas des décisions judiciaires.

Le débiteur, pour obtenir des délais de grâce, doit établir qu'il est *malheureux et de bonne foi*, mais aucun délai ne pourra être accordé si le débiteur doit être considéré comme insolvable. Cette condition ne figure pas dans l'article 1^{er} de la loi mais elle y est sous-entendue car nous la trouvons

dans l'article 2 à propos des débiteurs du Crédit Foncier. C'est ce que M. Clément Raynaud a dit au Sénat le 19 mars 1936 : « Notre texte est nécessaire pour établir une égalité de droit entre tous les agriculteurs et si l'idée que je me fais est exacte, nous aurons à une heure particulièrement grave, le mérite de faire œuvre d'apaisement en tendant une main secourable à des débiteurs malheureux et de bonne foi. » Et dans la séance de la Chambre du 28 février 1936, M. Augé définissait ainsi le débiteur malheureux et de bonne foi : « Celui qui ne peut pas payer et qui ne se livre à aucune manœuvre ou fraude pour diminuer l'actif, gage des créanciers. Il est en effet malheureux quand il est gêné et que l'exécution rigoureuse de l'obligation lui causerait un grand préjudice. Il est de bonne foi quand il n'entend pas se soustraire à ses engagements, quand il n'a pas eu recours à des procédures purement dilatoires et que les engagements qu'il prend sont sérieux et susceptibles d'exécution effective. Le juge des référés devra en principe exiger la comparution personnelle du débiteur pour voir s'il est malheureux et de bonne foi. Le tribunal civil de Strasbourg décidait le 13 mars 1937 ¹ « que pour bénéficier de la loi du 25 mars 1936, le débiteur doit être malheureux et de bonne foi, il doit justifier que l'exécution rigoureuse de l'obligation lui causerait un grand préjudice et il doit établir aussi que ses biens sont insuffisants pour satisfaire à ses engagements ».

Le juge des référés ne peut accorder que des sursis aux poursuites, il ne pourrait en aucun cas, à l'occasion de la concession du délai de grâce, apporter des modifications caractérisées aux clauses et aux conditions du contrat. Le

1. *D. H.* 1937, 375.

juge peut accorder un ou plusieurs délais mais modérés et avec une grande réserve. Son pouvoir est discrétionnaire mais il ne peut en abuser le 9 octobre 1936, le tribunal de commerce du Havre ¹ trouvait exagéré un délai de trois ans accordé à un débiteur et « bien que la crise actuelle des affaires permette d'accorder au débiteur des délais particulièrement longs, le juge ne peut détruire l'économie des contrats et reporter à des dates très éloignées la libération définitive du débiteur ». Au fond, le juge des référés doit apprécier humainement, en équité et d'après les circonstances, sa décision ne relève que de sa conscience puisque son ordonnance de sursis n'est pas susceptible d'appel.

L'article 2 de la loi du 25 mars 1936 s'occupe spécialement des *débiteurs du Crédit Foncier* malheureux et de bonne foi auxquels elle accorde un délai d'un an. Mais cette faculté cesse si le débiteur a bénéficié d'un délai amiablement consenti d'une année au moins.

La loi du 25 mars 1936, en précisant que seuls pourraient bénéficier de ses dispositions, les débiteurs qui n'auraient pas obtenu un délai amiable d'un an, a entendu refuser tout nouveau délai à tous ceux qui par suite d'une mesure bienveillante sont restés plus d'un an sans régler le montant d'une dette exigible ². La Cour d'Aix le 8 janvier 1937 ³ donne avec raison comme point de départ au délai amiable le jour de l'échéance de l'annuité sans qu'il soit nécessaire que des poursuites aient été préalablement engagées ou qu'un commandement ait été signifié. Cette solution semble conforme à l'intention du législateur. Si l'on place

1. Trib. com. du Havre, 9 oct. 1936. *G. P.*, 1936, 2-736.

2. Trib. civ. de Versailles, 19 mai 1936. *D. H.*, 1936, 472.

3. *Sem. Jur.*, 1937, n° 7.

le point de départ comme l'ordonnance infirmée à la date du commandement pour le délai amiable, l'ensemble des délais dépasserait un an. La mise en demeure entraînerait des frais inutiles pour les débiteurs. L'arrêt fait une application exacte de la loi du 25 mars 1936.

La loi du 25 mars 1936 n'a pas modifié les limites des compétences respectives du juge civil ou du juge commercial, et si elle a assoupli les règles d'application de l'article 1244, elle n'en modifie pas le champ d'application. Il n'est pas dérogé aux dispositions législatives qui dans certains cas interdisaient d'accorder des délais de grâce. Les auteurs de la loi l'avaient d'ailleurs prévu, Raynaud déclarait au Sénat¹ : « Si vraiment on a voulu donner à ce texte une signification générale et supprimer les controverses qu'il ne manquerait pas de provoquer devant les tribunaux, il faudrait dire, selon moi : le juge pourra, en toute matière, à tout moment, en tout état de cause, accorder aux cultivateurs et artisans agricoles, débiteurs de bonne foi, des délais. J'ai hâte de dire que telle n'est pas du tout la pensée de votre Commission. Elle a estimé qu'on ne pouvait pas toucher aux effets de commerce sans ruiner le crédit public. »

Les mêmes exceptions subsistent. L'article 157 du Code de commerce qui interdisait au juge d'accorder un délai de grâce en matière de lettre de change ou de billet à ordre a été abrogé par le décret-loi du 30 octobre 1935 mais la disposition a été reprise dans le nouvel article 182 du Code de commerce qui dispose dans son alinéa 2 : « qu'aucun jour de grâce, ni légal, ni judiciaire, n'est admis en dehors des cas prévus aux articles 147 et 157 du Code ».

1. *Journal Officiel*. Sénat, 19 mars 1936, p. 360.

De nombreux arrêts ¹ édictent que la loi du 25 mars 1936 n'a fait que modifier l'article 1244 en permettant au juge des référés d'accorder des délais et en apportant une nouvelle rédaction de l'article. Mais elle n'a pas augmenté les pouvoirs du juge, ni dérogé aux exceptions prévues sous l'empire de l'ancien article par d'autres textes. Spécialement l'article 1244 nouveau n'est pas plus que l'ancien applicable au paiement des effets de commerce comme l'a très bien vu la Cour de Lyon, le 27 août 1936, s'il n'en était pas ainsi le législateur se serait expliqué expressément ainsi qu'il l'a fait dans l'article 2 de la loi pour la dérogation apportée à l'article 37 du décret-loi du 28 février 1852 sur le Crédit Foncier.

En matière de vente et de prêt du Crédit Municipal, la loi n'a pas dérogé aux textes qui écartaient l'application de l'article 1244. Mais les controverses se sont rouvertes pour savoir si la loi du 25 mars s'applique à la saisie immobilière. Avant cette loi, nous avons vu que le seul délai, qu'on accordait généralement en matière d'expropriation forcée, était celui que prévoyait l'article 703 du Code de procédure civile suivant lequel l'adjudication ne pouvait être remise que pour causes graves et dûment justifiées sans que le délai accordé pût dépasser soixante jours. Cette solution nous avait d'ailleurs semblé trop rigoureuse. La loi du 25 mars a-t-elle apporté un changement à cette procédure ? Certaines décisions ² soutiennent que la loi récente n'a pas modifié le champ d'application de l'article 1244 et que l'article 703 non abrogé s'applique

1. *Sem. Jur.*, 1937, n° 2, 17 et n° 46, p. 431.

2. Trib. civ. Cognac, 31 mars 1936. *D. H.*, 1936, p. 543.

Cour d'appel Montpellier, 18 juin 1936. *G. P.*, 1936, 2-178.

Trib. civ. Pont-l'Évêque, 16 juin 1936.

¹Boulogne-sur-Mer (Référé), 5 juin 1936. *Sem. Jur.*, 1936, 2-853.

toujours. La Cour de Montpellier, le 18 juin 1936, a dit que le texte confère au juge des référés le même pouvoir qu'au tribunal mais n'accorde pas à ce magistrat une compétence plus étendue et que la faculté accordée aux juges par l'article 1244 d'accorder des délais au débiteur est inapplicable quand il y a saisie immobilière, le seul droit du débiteur en ce cas étant de demander le renvoi de l'adjudication conformément à l'article 703 du Code de procédure civile.

Un autre texte paraît divergent, c'est l'article 2 de la loi du 25 mars 1936 qui dispose à titre transitoire et exceptionnel qu'au cas où l'expropriation du débiteur est poursuivie selon la procédure du décret-loi du 28 février 1852 sur les Sociétés de Crédit Foncier, le juge des référés peut remettre l'adjudication. Si donc la loi précise bien qu'il s'agit de poursuites diligentées par le Crédit Foncier, c'est que dans le cas contraire, celui où l'expropriation est poursuivie selon la procédure du droit commun, elle entend proscrire tout atermolement.

On permettrait ainsi, disent certains auteurs ¹, une procédure dilatoire trop facile. Un référé provoqué la veille de l'adjudication paralysera, par la possibilité de l'appel, la vente alors que pour parer à ce danger, les jugements statuant sur une demande de délais sont sans recours. D'autres décisions admettent que l'article 1244 nouveau s'applique à la saisie réelle tant que le jour de l'adjudication n'est pas fixé, mais à partir du moment où ce jour est fixé, le juge des référés ne peut plus accorder des délais de grâce; c'est au tribunal seul, en vertu de l'article 703

1. *G. P.* 29 avril 1936. Variétés, Edoux.

du Code de procédure civile, qu'il appartient d'accorder ou de refuser une remise d'adjudication ¹.

Mais la majeure partie de la jurisprudence considère que la disposition nouvelle de l'article 1244 est applicable dans le cas de saisie immobilière ². C'est bien l'esprit de la loi tel que nous le montre les travaux préparatoires et les discussions parlementaires quoiqu'on ait affirmé qu'au cours de la discussion il n'a été question que de fournitures, fermages, achat d'engrais, jamais aucune allusion à la saisie immobilière ³. Or, à la séance de la Chambre du 20 mars 1936, le rapporteur Augé rappelait que : « le projet de la loi avait un caractère général et qu'il devait être interprété dans un esprit extrêmement libéral et bienveillant ». Dans cette même séance ⁴, deux députés, MM. Mistler et Patenôtre Desnoyers, demandèrent au Garde des Sceaux si le bénéfice des nouvelles dispositions allait pouvoir s'appliquer aux ventes forcées des propriétés de famille et aussi à celles motivées par le non-remboursement d'emprunts contractés pour l'édification des maisons à bon marché. Le ministre répondit que le texte n'est pas restrictif. Dans ces deux cas, il ne pouvait s'agir que de procédures d'expropriation forcée. Les travaux préparatoires confirment cette interprétation. M. le Ministre de l'Agriculture déclarait à la Chambre le 28 février 1936 : « Ce qui nous intéresse, ce ne sont pas

1. Cour d'appel d'Agen, 19 juin 1936, *G. P.*, 1936, 2-534.

2. Trib. de Meaux, 4 mai 1936. *D. H.*, 1936, p. 344.

Cour d'Appel de Paris, 17 juin 1936. *G. P.*, 1936, 2-157.

Cour d'Appel de Paris, 18 nov. 1936. *D. H.*, 1937, 8.

Tribunal civil. Soissons, 12 juin 1936. *G. P.*, 1936, 2-158 sous note.

3. *J. O.*, 21 mars 1936, p. 1072.

4. *J. O.*, Chambre des députés, 28 février 1936, . 80.

les clauses de l'obligation mais la personne et le patrimoine de l'obligé qu'il s'agisse d'ailleurs — disons-le en passant pour éviter des difficultés d'interprétation défavorables au débiteur de bonne foi — du patrimoine mobilier ou du patrimoine immobilier. »

On a dit que les effets de l'article 1244 ne pouvaient être étendus à des matières autres que celles régies par cet article. On a soutenu que la loi ne disant pas en toute matière, la procédure de saisie immobilière échappait à l'application du nouvel article 1244. Or, la saisie réelle n'est qu'une voie d'exécution et l'alinéa 3, article 1^{er}, est ainsi conçu : « S'il est sursis à l'exécution des poursuites, les délais fixés par le Code de procédure civile pour la validité des procédures d'exécution seront suspendus jusqu'à l'expiration du délai accordé par le juge. » La loi ne fait aucune distinction entre les différents procédés d'exécution, elle a même surtout visé la saisie immobilière qui est la principale voie d'exécution comportant des actes successifs, soumis à des délais dont l'échéance est fatale. Le texte même de la loi nous signifie que le législateur a entendu assurer le bénéfice des lois nouvelles au débiteur poursuivi par voie de saisie immobilière.

Quant à l'article 2 de la loi, on peut, comme le dit le procureur général Picard, dans ses conclusions, dans un arrêt de la Cour de Paris du 8 juillet 1936¹, en faire un argument *a fortiori* au lieu d'en faire un argument *a contrario*. Dès lors que la loi admet le sursis pour cette procédure exceptionnellement inexorable du Crédit Foncier, combien à plus forte raison ne doit-on pas l'admettre dans la procédure de saisie réelle du droit commun où de

1. G. P., 1936, 2-534. Pommier frères c. dame Wichnegradsky.

tout temps le sursis à la vente pouvait être obtenu sous certaines conditions.

Il faut donc sans hésiter appliquer la loi du 25 mars 1936 à la saisie immobilière, les termes de la loi sont d'ailleurs si explicitement larges que ceux qui ont tenté de justifier une interprétation restrictive dont le législateur ne voulait point, ont dû recourir à des arguments tirés de l'interprétation donnée par la jurisprudence de l'ancien texte de l'article 1244.

L'article 1244 est donc applicable dans sa nouvelle rédaction aux mêmes débiteurs, aux mêmes dettes, dans les mêmes circonstances que l'article 1244 ancien. Une circulaire de la Direction de la Comptabilité publique du 1^{er} avril 1936 est venue rappeler que les dispositions de la loi du 25 mars 1936, qui permettent au juge d'accorder des délais, sont relatives aux matières de droit commun et ne sauraient recevoir application en matière fiscale. Les débiteurs de l'administration demeurent sans droit à réclamer le bénéfice de l'article 1244. Les tribunaux ne peuvent accorder de délais de grâce, leur incompétence en matière administrative suffirait d'une manière générale à exclure leur intervention. De plus, le privilège reconnu à l'administration de se créer elle-même des délais de grâce est incompatible avec l'idée de délai de grâce.

SECTION III. — LA LOI DU 20 AOUT 1936

La loi du 25 mars 1936 n'avait pas modifié l'alinéa 2 de l'article 1244 mais l'avait seulement complété. Les magistrats étaient toujours tenus d'user de leur pouvoir avec une grande réserve et de n'accorder que des délais

modérés. Cette restriction semblait anachronique en temps de crise, d'où la loi du 20 août 1936.

§ 1. — *Objet de la loi,*

Cette loi a comme titre : « Loi tendant à accorder des délais aux producteurs agricoles pour le paiement des dettes qu'ils ont contractées pour les besoins de leur exploitation. » Malgré cela, c'est bien une modification générale de la loi civile qui se trouve dans ce texte qui ne paraît viser que l'agriculture. Il aurait été logique de modifier le titre de la loi mais le Rapporteur jugea la chose inutile.

L'article 1^{er} de la loi s'applique à tous les débiteurs malheureux et de bonne foi. L'article 2 prévoit, qu'après avoir obtenu un délai de paiement ou un sursis d'exécution, les producteurs agricoles pourront emprunter à la Caisse du Crédit agricole la somme nécessaire pour payer leurs dettes sans spécifier comme dans le titre de la loi la nature de leurs dettes. Par dettes agricoles, il faut entendre les dettes de fermage et le règlement des comptes de cheptel pour le métayage. Jusque-là les Caisses de Crédit agricole ne faisaient des annonces aux agriculteurs qu'en vue de l'exploitation du bien agricole.

§ 2. — *Origines de la loi.*

Sous l'empire de la loi du 25 mars, les magistrats accordaient des délais modérés qui, en fait, ne dépassaient pas en général six mois. Ces délais étaient nettement insuffisants quand il s'agissait de débiteurs agricoles, il fallait en effet permettre aux agriculteurs d'attendre la prochaine

récolte, c'est-à-dire en définitive d'obtenir un délai pouvant aller jusqu'à une année. Le Parlement fut saisi le 21 juillet 1936 d'un projet de loi pour venir au secours des producteurs agricoles, victimes de la crise. Ils bénéficiaient déjà de la loi du 25 mars en s'adressant au juge des référés mais celui-ci était souvent éloigné du chef-lieu d'arrondissement. Le Gouvernement voulut substituer la juridiction du juge de paix à celle du tribunal de première instance. Dans le cas spécial des débiteurs du Crédit Foncier, le maximum du délai était porté à deux ans. La Chambre adopta ce projet le 7 août 1936.

Mais au Sénat, des idées différentes se firent jour, l'idée de substituer à la juridiction des référés celle du juge de paix ne paraissait pas acceptable. Un cas embarrassant se produirait lorsque le montant des dettes des agriculteurs s'élèverait à des sommes supérieures au taux de compétence normale des magistrats. Et, comme la loi n'abrogeait pas celle du 25 mars 1936, il y aurait eu deux compétences parallèles. Il rejeta donc ce projet qui établissait des mesures transitoires en faveur d'une seule catégorie de citoyens, alors qu'il y avait des débiteurs dans toutes les professions, dans toutes les classes de la société. Dans la séance du 13 août¹, le Rapporteur déclarait : « L'article 1244 du Code civil s'est révélé insuffisant. Nous sommes d'accord. Il n'est que de l'amender dans son paragraphe 2 en donnant au magistrat une liberté d'appréciation limitée, mais assez large cependant pour être assuré que le débiteur malheureux et de bonne foi, animé de bonne volonté, obtiendra un délai suffisant pour se relever. » La Chambre ratifia le jour même, 13 août, le

1. *J. O.*, Sénat, 13 août 1936, n° 1353.

vote du Sénat et on modifia seulement l'article 1244, la loi fut promulguée le 20 août.

§ 3. — *Conditions d'application de la loi.*

Le législateur efface tout d'abord la formule et « en usant de ce pouvoir avec une grande réserve ». Comme le dit M. Ripert ¹, il ne s'agit plus d'inviter le juge à la réserve. Le bon juge, bien au contraire, doit avoir l'esprit de décision. Le juge moderne est un expert en matière économique, il doit décider si nous sommes à une époque où il est facile de payer, mais le législateur l'incite à la solution favorable au débiteur. D'ailleurs, la situation économique n'est invoquée dans les lois que lorsqu'elle est mauvaise.

La loi nouvelle efface aussi l'expression *délais modérés* pour y substituer la formule : « *délais qui emprunteront leur mesure aux circonstances* », mais elle fixe le maximum d'un an. La loi ne dit pas si par une procédure nouvelle, on pourra en solliciter le renouvellement.

L'intention du législateur était d'élargir le champ d'application de l'article 1244 qu'il trouvait trop restreint. En fait, la loi du 20 août l'a plutôt limité. La loi précise que les délais ne doivent pas dépasser un an, la loi du 25 mars ne fixait pas de maximum, ce qui donnait un plus large pouvoir aux juges. Mais ceux-ci n'en profitaient pas toujours et se limitaient généralement à des délais de six mois.

En outre, les juges doivent tenir compte de la situation économique et proportionner leurs délais selon la gravité de la crise économique. En réalité, la loi cessera de s'appli-

1. Ripert, *Chronique. D. H.*, 1936, p. 57.

quer dès que la crise se terminera. La loi du 25 mars 1936 n'obligeait pas le juge à s'occuper de cette considération, aussi quand la crise aura disparu, si à cette époque un autre texte n'est pas promulgué, les débiteurs se trouveront dans une situation pire.

On peut se demander si le débiteur, afin d'éviter des frais de procédure, pourrait prendre l'initiative de solliciter des délais en référé avant qu'aucune poursuite ne soit engagée. Les travaux préparatoires nous donnent une indication. Le 8 août 1936, au Sénat¹, M. Monnet, ministre de l'Agriculture, comparant le texte voté par la Chambre et celui proposé par la Haute Assemblée disait : « Une différence assez considérable existe entre notre texte et celui que vous nous proposez. Le cultivateur pouvait, d'après notre texte, prendre l'initiative de demander un délai ; même lorsqu'il n'était pas poursuivi... Avec la disposition qui vous est proposée, cette mesure disparaît. En référé, le juge ne pourra accorder des délais que quand le cultivateur aura été menacé de poursuites. Le texte aura ainsi une application moins étendue que celle que nous désirons. »

La loi n'a pas atteint complètement le but qu'elle se proposait, ce qui devait appeler quelques modifications.

SECTION IV. — DÉCRET-LOI DU 25 AOÛT 1937

Les dispositions de la loi du 20 août 1936 furent encore insuffisantes pour les agriculteurs, les commerçants, les industriels et les artisans. La loi du 12 juillet 1937 était venue améliorer la situation des débiteurs agricoles

1. J. O., 8 août 1936, p. 2520.

lorsque le Gouvernement, usant des pouvoirs que lui conférait la loi du 30 juin 1937, publia une série de décrets permettant soit le renouvellement des délais déjà accordés en vertu de l'article 1244, soit l'octroi de délais plus longs à certaines catégories de débiteurs. Le décret-loi du 25 août 1937 s'appliquait aux débiteurs malheureux et de bonne foi, il a permis le renouvellement du délai d'un an accordé par la loi du 20 août 1936.

§ 1. — *Objet du décret-loi du 25 août 1937.*

Dans le rapport au Président de la République du 25 août 1937 nous voyons les motifs qui ont poussé le Gouvernement à faire ce décret. « Le délai d'un an accordé aux débiteurs apparaît insuffisant pour permettre le redressement d'une situation. » Il convient donc d'autoriser à titre temporaire la prorogation de ce délai pendant une nouvelle année et de donner au juge le pouvoir de suspendre pendant une nouvelle période de douze mois toutes procédures d'exécution à l'égard des débiteurs auxquels l'octroi d'un nouveau répit paraîtrait nécessaire. En outre, malgré les avantages de la nouvelle législation, elle imposait des frais supplémentaires aux intéressés, frais résultant de l'obligation à la suite de remise de vente ou d'adjudication de renouveler certains actes de publicité. Le décret a eu pour but de réduire ces actes au strict minimum, de les exonérer de tous les droits fiscaux et de diminuer le montant de la rétribution due aux officiers ministériels dont le concours est indispensable. Ces mesures sont apparues nécessaires pour permettre l'application normale des lois des 25 mars et 20 août 1936 dont les dispositions ont pour unique objet de contribuer

au redressement économique. Le décret-loi du 25 août 1937 dispose donc en son article 1^{er} qu'à titre provisoire et pendant une année à dater de la promulgation du dit décret, c'est-à-dire jusqu'au 27 août 1938, tout débiteur qui a déjà obtenu en vertu de l'article 1244 des délais atteignant une année, peut obtenir le renouvellement de ces délais pour une période qui ne pourra excéder un an.

§ 2. — *Conditions d'application du décret-loi.*

Le décret-loi joue dans les mêmes conditions que les lois de 1936, il reste toujours dans les cadres posés par l'article 1244 et n'est pas un moratoire automatique. Le juge doit tenir compte de la situation économique et de la position du débiteur. Le nouveau décret s'applique à toutes les dettes civiles et commerciales, sauf à celles pour lesquelles des textes spéciaux en ont décidé autrement. Le juge ne peut accorder de délais de grâce pour le paiement des sommes dues au Trésor Public. Le principe de la séparation des pouvoirs interdit aux magistrats de s'immiscer dans les questions relatives à la perception de l'impôt. Cette règle est consacrée dans un autre décret du 25 août 1937 sur les dettes commerciales, mais elle doit recevoir application en toute matière. La jurisprudence ¹ avait déjà admis une exception pour les cotisations d'assurances sociales, mais le décret du 25 août sur les dettes commerciales contient une disposition expresse qui doit être considérée comme générale. On s'est demandé si le délai de grâce que les lois du 25 mars et du 20 août 1936 autorisent le juge des référés à accorder au débiteur

1. Cass., 18 février 1936. *D. P.*, 1936 1-139.

malheureux et de bonne foi, de même que la suspension des procédures d'exécution, devaient se substituer ou s'ajouter au sursis à l'adjudication organisé par l'article 703 du Code de procédure civile. Les tribunaux étaient sur ce point assez divisés, comme nous l'avons vu, et certains n'admettaient pas l'application de l'article 1244 en matière de saisie immobilière. Le décret-loi du 25 août 1937 semble répudier cette dernière solution en décidant dans son article 2 qu'« en cas de remise de vente ou d'adjudication, consentie soit en vertu de l'article 1244 du Code civil, soit en vertu de l'article 1^{er} du présent décret, les nouveaux placards et nouvelles insertions ne contiendront qu'une désignation très sommaire des immeubles ou objets saisis ». Les dispositions de ce texte ne s'appliquent qu'autant que les tribunaux saisis admettent que l'article 1244 peut être étendu à la procédure de saisie immobilière. Les tribunaux tireront certainement un argument nouveau de l'article 2 du décret du 25 août 1937 pour consacrer cette extension.

La question s'est récemment posée de savoir si le décret-loi du 25 août 1937 était applicable aux débiteurs du Crédit Foncier. Pour légitimer l'octroi d'un délai de grâce, certains débiteurs du Crédit Foncier se sont placés sur le terrain de ce décret qui a disposé que pendant une période d'un an à compter de la promulgation tout débiteur qui avait obtenu, en vertu de l'article 1244 des délais atteignant une année, pouvait obtenir le renouvellement de ces délais pour une durée ne pouvant excéder un an. Mais il était évident que l'application de ce décret était lui-même subordonné à une condition qui ne se vérifiait pas pour les débiteurs du Crédit Foncier, elle supposait qu'on se trouvait dans le cadre des dettes pouvant se réclamer

de l'article 1244. Comme nous l'avons vu, l'article 26 du décret du 28 février 1852 sur le Crédit Foncier interdit au juge d'accorder des délais de grâce pour le payement des annuités qui lui sont dues. Il a été dérogé temporairement à cette disposition par l'article 2 de la loi du 25 mars 1936 mais seulement pendant une année à dater de la promulgation de cette loi. La loi du 25 mars 1936 n'ayant plus maintenant d'effet les débiteurs du Crédit Foncier ne peuvent plus se réclamer du droit commun des délais de grâce, pas plus que du décret-loi du 25 août 1937 qui n'en constitue qu'une extension provisoire et n'a pu faire revivre une disposition périmée. La jurisprudence se déclare pour l'inapplicabilité du décret du 25 août 1937 aux débiteurs du Crédit Foncier. Le tribunal civil d'Oran a jugé en ce sens le 21 septembre 1937 ¹. Le tribunal remarqua que le nouvel article 1244 modifié par les lois du 25 mars et 20 août 1936 n'a pas une portée générale, il n'a pas employé le mot : en toute matière, or le législateur s'est expliqué de façon expresse quand il a voulu étendre l'application de l'article 1244 comme le prouve l'article 2 de la loi du 25 mars. En comparant le décret-loi du 25 août 1937 avec celui du même jour, relatif à l'octroi de délais aux commerçants, et le décret-loi du 31 août 1937 relatif aux dettes hypothécaires, qui tous deux permettent l'octroi de délai sauf quand il s'agit de sociétés et d'organismes dont « les emprunts, prêts sont soumis à un régime légal ou réglementaire spécial... », on voit bien que la volonté du législateur a été d'écarter les débiteurs du Crédit Foncier du bénéfice des décrets dont profitent les autres débiteurs.

1. *Sem. jur.*, 1938, 20 mars, n° 11, p. 619.

En résumé, nous pouvons dire que tous les débiteurs, à l'exception de ceux pour qui des règles plus favorables ont été édictées, peuvent obtenir un délai d'un an renouvelable pendant un an et cela jusqu'au 27 août 1938, pour le paiement de toutes leurs dettes à l'exception des effets de commerce, des dettes fiscales et des cotisations d'assurances sociales.

Ces lois générales à tous les débiteurs vont nous servir de bases dans l'étude de la législation spéciale aux catégories de débiteurs. Nous allons voir maintenant le régime des agriculteurs régi par la loi du 12 juillet 1937.

CHAPITRE III

LES DÉBITEURS AGRICOLES

Les agriculteurs ne pouvaient bénéficier que des lois générales et spéciales favorisant les débiteurs malheureux et de bonne foi, celles du 25 mars et 20 août 1936. Il est apparu que la situation de l'agriculture n'était pas suffisamment protégée par la loi du 20 août et que son délai d'un an ne suffisait pas. La situation des petits cultivateurs, notamment, appelait des mesures complémentaires spéciales destinées à leur faciliter le règlement de leurs dettes et les maintenir ainsi à la tête de leur exploitation. On vota la loi du 12 juillet 1937 sur le règlement des dettes agricoles qui fait partie d'un ensemble de mesures prises en faveur des différentes catégories de débiteurs. Cette loi a un double objet, d'abord de permettre au juge d'accorder des délais pouvant atteindre au maximum deux ans et d'organiser une procédure de conciliation, puis de favoriser le règlement des dettes agricoles.

Le projet gouvernemental permettait aux juges d'accorder des délais de deux ans. La Commission de l'agriculture de la Chambre modifia ce projet et proposa d'accorder des délais de cinq ans avec suspension obligatoire des procédures d'exécution pendant deux ans. La Commis-

sion de législation civile et criminelle de la Chambre proposa que la loi fut réservée aux débiteurs de bonne foi. Enfin au Sénat, les délais furent réduits à un maximum de deux ans et c'est lui que nous retrouvons dans la loi du 12 juillet 1937.

SECTION I. — CONDITIONS D'APPLICATION DE LA LOI

Nous allons étudier d'abord quels sont les bénéficiaires de la loi, quel est le caractère du délai et qui peut l'accorder et enfin ses effets :

1^o *Bénéficiaires*. — Les producteurs agricoles, c'est-à-dire ceux qui exploitent les produits du sol : cultivateurs ou viticulteurs, propriétaires exploitants, fermiers, métayers peuvent seuls bénéficier des dispositions de cette loi, c'est ce que dit expressément l'article 1^{er}. C'est donc la qualité du débiteur qui entraîne l'application de la loi : il faut pour y avoir droit être parmi les producteurs agricoles. De plus, il faut être de bonne foi et se trouver dans une situation difficile, le mot malheureux est supprimé en raison des divergences d'interprétation qu'il peut entraîner. C'est René Thorp, rapporteur de la Commission de législation, qui demandait cette suppression¹ : « Un cultivateur peut avoir dans son grenier ou dans son chai une récolte importante qu'il ne peut vendre faute de trouver preneur. Ce producteur, tout en ayant une récolte, ne pourra en tirer profit pour acquitter ses dettes. Sera-t-il malheureux ? » Le décret du 8 août 1935 a investi les coopératives agricoles d'une charte particulière. Il était juste de leur reconnaître à l'occasion des dettes et du recours au Crédit

1. Chambre. *J. O.*, 3 juillet 1937, p. 2162 et 2163.

agricole, ce caractère agricole qui doit les faire participer aux mêmes avantages que les agriculteurs individuels eux-mêmes. L'assimilation à l'agriculteur leur permet d'obtenir en tant que coopératives les exonérations auxquelles elles ont droit.

Faut-il ajouter une condition supplémentaire et exiger que seules pour les agriculteurs les dettes agricoles par leur nature bénéficient de ce régime ? Cette condition n'est nullement requise et cela pour plusieurs raisons. Le texte de la loi est formel et ne porte nulle part cette addition pour les dettes agricoles. Si les mots pour les besoins de leur exploitation figuraient dans le projet de loi, ils ont disparu du texte. L'économie générale de la législation montre que le législateur a pris en considération non la nature des dettes, mais des catégories d'individus, et la loi elle-même, alinéa 7, article 1^{er}, a montré toute l'importance qu'elle attachait à la personne en édictant que les débiteurs, qui auront déjà bénéficié de la loi du 20 août sont admis encore à bénéficier de la loi nouvelle.

Lorsque le législateur a voulu exclure certaines dettes il l'a dit expressément comme dans l'alinéa 8, article 1^{er} : « Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux dettes de salaires et de fournitures d'aliments. » La loi est intitulée « Loi tendant à permettre l'octroi de délais aux débiteurs de bonne foi et à favoriser le règlement des dettes agricoles ». Mais cela ne veut pas dire que les dettes doivent être agricoles par leur nature pour bénéficier de ce régime. Cette partie de la loi s'occupe du recours au Crédit agricole.

On pourrait croire, en lisant les discussions préparatoires, que la loi du 12 juillet 1937 s'applique aux dettes fiscales. Le ministre de l'Agriculture répondit à une question en

ce sens : « Je crois qu'aucune législation n'a exempté des dettes fiscales. Le privilège du Trésor demeure le privilège du Trésor. » M. Temple répliqua : « C'était peut-être vrai autrefois, mais ce ne l'est plus depuis quelques jours. Au cours de la discussion de la loi relative à la prorogation des dettes commerciales, j'ai posé la question au Gouvernement, M. le Président du Conseil a bien voulu me répondre que le fisc lui-même n'échapperait pas à l'action de la loi. Nous demandons qu'il en soit de même pour les dettes agricoles. » Et le ministre de l'Agriculture conclut ainsi : « Si cette réponse vous a été faite par le Gouvernement, j'en suis heureux. Ce n'est certes pas moi qui demanderait que les débiteurs agricoles ne bénéficient pas du même traitement que les débiteurs commerciaux ou industriels, il est tout naturel qu'elle s'applique aux débiteurs agricoles. C'est une nouvelle procédure qui m'avait échappé ¹. » Cette déclaration était en contradiction avec une jurisprudence constante suivant laquelle les tribunaux de l'ordre judiciaire ne sont pas compétents pour accorder des délais de paiement et que les dispositions de l'article 1244 sont inapplicables en matière de contributions directes. Le Gouvernement semble vouloir maintenir cette jurisprudence car un décret-loi du 25 août 1937, relatif à l'octroi de délais aux commerçants, stipule dans son article 8 que ses dispositions ne sont pas applicables aux sommes dues au Trésor Public. Un autre décret-loi du même jour, créant le règlement amiable homologué, précise dans son article 25 que ses dispositions ne sont pas applicables aux créanciers du Trésor Public.

L'alinéa 9, article 1^{er}, énonce : « Les délais accordés au

1. Chambre. Séance du 2 juillet 1937. *J. O.*, 3 juillet, p. 2169.

débiteur principal bénéficient de plein droit à la caution même solidaire. » Cette solution est juste et conforme au droit : la caution n'est juridiquement obligée que parce que le débiteur est obligé, elle ne peut donc être traitée plus sévèrement que le débiteur. L'alinéa 10, article 1^{er}, exclut au contraire le codébiteur solidaire : « Le codébiteur solidaire ne peut opposer au créancier les délais accordés au débiteur. » Le codébiteur s'est engagé à côté du débiteur originaire, mais sans que ce dernier serve de lien avec le créancier. Il est bien débiteur principal et tenu de son engagement du moment que rien dans sa situation personnelle ne lui permet d'exciper de la qualité agricole qui, seule, donne droit à des délais nouveaux. La jurisprudence a eu à résoudre le point de savoir si les débiteurs du Crédit Foncier pouvaient bénéficier de la loi du 12 juillet 1937. Elle a jugé dans un sens négatif¹, la loi n'a pu en effet abroger l'article 6 du décret du 28 février 1852 qui interdit au juge d'accorder des délais pour le paiement des annuités.

En effet, une loi générale ne saurait abroger une loi spéciale antérieure et une loi spéciale ne peut être abrogée que par une autre loi spéciale. Comme le dit l'arrêt du Tribunal civil de Muret : « L'économie de la loi du 12 juillet qui consiste à accorder des délais de grâce suivis d'une consolidation au moyen d'un prêt d'une caisse agricole, mesure qui ne se conçoit qu'à l'égard d'un prêt remboursable à terme fixé, montre que le législateur n'a pas entendu régir les prêts amortissables faits par le Crédit Foncier. » La loi du 12 juillet est donc inapplicable aux poursuites du Crédit Foncier qui est régi par le décret-loi du 28 février 1852.

1. 9 octobre 1937. *Sem. jur.*, 1938, n° 11, p. 619.

2^o *Caractère du délai.* — Le délai de paiement est simplement une faculté qui dépend de l'accord des parties ou des pouvoirs du juge. Mais cette faculté est ouverte éventuellement à tout débiteur qualifié.

Le magistrat peut accorder un délai ne dépassant pas deux ans. M. Raynaldy a fait observer que l'on ne pouvait permettre d'octroyer au fermier un délai qui continuerait à courir alors que le fermier serait déjà sorti de la propriété. Le Sénat a accepté l'idée qu'en aucune façon, le délai accordé ne pourrait excéder dans ce cas la limite du bail, c'est ce que dit l'alinéa 4 de l'article 1^{er} : « S'il s'agit d'une dette du fermier ou du métayer vis-à-vis du propriétaire, le délai de paiement ne pourra être reporté au delà de la date d'expiration du contrat. »

Le délai qui n'est pas un droit à l'origine ne devient pas droit acquis lorsqu'il est octroyé. Pour son obtention comme pour son maintien, il est lié aux circonstances. Comme l'a fait observer très justement M. Pernot au Sénat¹, lorsque les Chambres délibèrent sur les moratoires, elles ont la mauvaise habitude de songer uniquement aux débiteurs et jamais aux créanciers. Or il y a des créanciers intéressants et le débiteur peut revenir à meilleurs fortune. « Je demande donc, disait-il, la faculté pour le créancier d'introduire la même procédure que le débiteur pour, le cas échéant, se faire payer du montant de sa créance. » Les ordonnances du président ne sont pas susceptibles d'appel, elles peuvent toutefois être modifiées sur la demande du créancier si les ressources du débiteur viennent à être notablement augmentées. Les instances en révision sont introduites et jugées conformément aux règles fixées par l'article 1^{er}, alinéa 6.

1. Sénat, 7 juillet. *J. O.*, p. 870.

3° *Qui peut accorder le délai ?* — Le juge compétent pour accorder des délais est le président du Tribunal civil ou le juge délégué par lui. Aucun autre ne peut être saisi. Le projet du Gouvernement prévoyait la compétence du juge de paix, la Chambre a préféré le président du Tribunal. Quant à la compétence territoriale, le président compétent est celui du lieu du principal établissement du débiteur c'est-à-dire du demandeur, ce qui est une dérogation à l'article 59 du Code de procédure civile. Cette solution est conforme à la tendance générale du législateur actuel qui est de rapprocher le Tribunal du siège des intérêts eux-mêmes et du lieu où se feront éventuellement les mesures d'instruction.

4° *Effets de la loi*. — La loi du 12 juillet 1937 entraîne la suspension des mesures d'exécution et en particulier elle est applicable à la procédure de saisie immobilière. L'article 3 de la loi nous dit comme le décret du 25 août 1937 : « En cas de remise de vente ou d'adjudication, consentie soit en vertu de l'article 1244, soit en vertu de la présente loi, les nouveaux placards et les nouvelles insertions contiendront une désignation très sommaire des immeubles ou objets saisis. » Ce texte ne s'explique que si l'article 1244 est étendu à la procédure de saisie immobilière. La loi, dans ce cas simplifie les formalités et diminue les frais.

En accordant des délais, le président du Tribunal peut également suspendre pour deux ans au maximum l'effet des clauses de résiliation des baux à ferme et à métayage pour cause de non-paiement (art. 1^{er}, al. 3). Cette suspension n'existe pas pour le colon partiaire. Dans le colonat partiaire en effet, il n'y a pas de clause de résiliation pour non-paiement, il ne peut y en avoir puisque dès l'instant de la récolte, la moitié appartient à chacun. Conserver indû-

ment ce qui dans la production est la propriété de l'autre partie est une appropriation de la chose d'autrui ¹. Le législateur, comme l'a fait remarquer M. Lefas, ne peut pas plus intervenir dans un règlement de ce genre qu'il ne le pourrait dans une société civile ou commerciale.

SECTION II. — PROCÉDURE

La procédure instituée par la loi du 12 juillet est simple et rapide, elle a été volontairement simplifiée à l'extrême par le législateur. Les formes pour agir sont réduites au minimum. Le demandeur appelle son ou ses créanciers soit par lettre recommandée du greffier, soit par le procès-verbal de l'huissier au cours des mesures d'exécution. En période de crise, on élabore des lois dont la procédure est simple et la loi du 12 juillet en est un exemple. L'article 2 dit que les parties doivent comparaître en personne devant le président. Elles peuvent se faire assister ou en cas d'excuse se faire représenter soit par avoué, soit par un avocat régulièrement inscrit à un barreau. La durée d'action est limitée, on ne pourra agir que pendant une période de deux années à compter de la promulgation de la présente loi. Toute action sera donc irrecevable à dater du 12 juillet 1939. Le législateur a voulu que ce soit une dérogation provisoire.

Quand les parties comparaissent devant le président du Tribunal, deux solutions peuvent être envisagées. Ou bien le juge parvient à concilier les parties et un arrangement est conclu. Un procès-verbal est dressé (art. 1^{er}, al. 2) dont les dispositions ont force exécutoire et tout est terminé. Ou bien le juge ne parvient pas à concilier les parties ou le

1. Commentaire de la loi. *Lois nouvelles*, n° 24 et 26, 1937.

créancier ne comparaît pas. Dans ce cas, le président peut accorder au débiteur des délais qui ne doivent pas excéder deux années. Mais le magistrat ne peut user de cette faculté que si le débiteur est de bonne foi et se trouve dans une situation difficile, conditions qu'il appartient au requérant d'établir.

Les solutions ont toutes force exécutoire mais elles ne sont pas susceptibles d'appel. Les ordonnances rendues ou les procès-verbaux de conciliation dressés seront donc définitifs. Seules les ordonnances rendues par défaut seront susceptibles d'opposition.

En résumé, en vertu de la loi du 12 juillet 1937, les producteurs agricoles peuvent obtenir jusqu'au 14 juillet 1939, des délais de grâce qui peuvent atteindre deux années, pour le règlement de toutes leurs dettes sauf des effets de commerce, des dettes fiscales, des cotisations d'assurances sociales, des fournitures d'aliments et dettes de salaire.

Le législateur a tranché la solution des difficultés pécuniaires pour les agriculteurs en augmentant les pouvoirs du juge. Comme le dit M. Guibal dans sa conclusion du commentaire de la loi ¹ : « Lorsque ce sont les intérêts qui souffrent et non pas le droit, il faut laisser au juge le moyen d'arbitrer, de doser, de demander aux circonstances mêmes la mesure de la solution. C'est sans doute la seule manière pour le législateur de s'adapter vraiment à l'Économique. Il l'a fait avec une souplesse particulière en permettant au même juge de reviser demain sur des circonstances nouvelles ce qu'il aura fait hier, il a voulu assurer au maximum l'équité. »

Ces solutions sont cependant parfois des causes d'éton-

1. *Lois nouvelles*, n° 26, 1937.

nement pour nous, car elles vont contre les règles juridiques établies. La loi du 12 juillet 1937 est la première des lois temporaires applicable à une catégorie spéciale de débiteurs : les agriculteurs. Jusqu'à présent la loi était générale et s'appliquait à tous les débiteurs sans distinction et personne ne pouvait bénéficier d'un régime de faveur. Nous voyons un juge qui est dessaisi sitôt qu'il a jugé et qui va se trouver à nouveau saisi de la même difficulté entre les parties et une attribution de compétence qui se fera exclusivement par rapport au domicile du demandeur.

Quelquefois, le droit actuel pour sauver son époque, paraît aller jusqu'à saper les règles juridiques et les principes ne sont plus qu'un mot mais le législateur a le devoir de s'adapter à son époque. Ainsi il faut approuver le pouvoir donné au juge de reviser son propre jugement si pendant le délai qui a été accordé au débiteur pour se libérer, celui-ci revient à meilleure fortune. Le créancier pourra introduire la même procédure que le débiteur pour, le cas échéant, se faire payer du montant de sa créance.

CHAPITRE IV

LES DÉBITEURS HYPOTHÉCAIRES

En février 1936, M. Joseph Denais déposait à la Chambre un projet de loi tendant à accorder un sursis aux débiteurs hypothécaires qui justifient de leur bonne foi ¹. La mise en vente par autorité de justice des immeubles amène à une dépréciation de la propriété immobilière et à un relèvement du loyer de l'argent. Il faut donc protéger les débiteurs sans que toutefois les créanciers soient lésés. Ce projet demandait un sursis de trois ans pour toute vente forcée lorsque le capital de la créance visant l'immeuble est devenu exigible et que la fraction impayée de l'annuité, quand il s'agira d'une créance amortissable, constituera automatiquement une annuité supplémentaire sous la condition que le débiteur aura payé à son créancier 90 p.100 des sommes par lui encaissées à titre de loyers. Ce projet n'a pas été voté et les débiteurs hypothécaires n'ont été protégés que par le décret-loi du 31 août 1937.

Dans son rapport au Président de la République, le Gouvernement donne les raisons qui l'ont amené à la rédaction du décret-loi du 31 août 1937 qui comprend trois titres : le premier est consacré au remboursement anticipé des dettes,

1. *Documents parlementaires*, Chambre I, annexe n° 6638.

le deuxième vise l'aménagement des échéances et le troisième prévoit l'octroi des délais, c'est le seul qui nous intéresse. Il nous dit que les mesures proposées si elles sont favorables au débiteur, peuvent également présenter des avantages pour le créancier et le crédit immobilier.

« La possibilité pour les débiteurs d'obtenir des délais évitera la multiplication des saisies et des ventes qui risque de provoquer un avilissement de la propriété foncière et l'amoindrissement de la valeur des gages immobiliers. » Le législateur s'est décidé à protéger le débiteur hypothécaire pour protéger la propriété foncière. Le moyen pris par le législateur pour empêcher les saisies et les ventes qui amènent fatalement un avilissement de la propriété foncière et un amoindrissement de la valeur des gages immobiliers, a été l'augmentation des pouvoirs du juge. Jusqu'au décret du 31 août, les débiteurs hypothécaires ne bénéficiaient que des lois générales. Comme pour les agriculteurs, le législateur s'est vraiment adapté à l'Économique. Il a également permis au juge de reviser demain sur des circonstances nouvelles ce qu'il aura fait hier.

D'ailleurs ce décret-loi est temporaire et a été inspiré par la crise économique. Il n'est applicable que pendant une période de deux ans à compter de sa publication, dit l'article 8, c'est à-dire le 1^{er} septembre 1939.

SECTION I. — CONDITIONS D'APPLICATION DU DÉCRET-LOI

1^o *Les bénéficiaires* du décret-loi du 31 août sont tous les débiteurs hypothécaires à l'exception de ceux visés à l'article 14, alinéa 2. Les dispositions du décret ne sont pas applicables aux créances des organismes dont les emprunts,

prêts ou ouvertures de crédit sont soumis à un régime légal ou réglementaire spécial ou bénéficient de la garantie de l'État, des départements, des communes ou des établissements publics. Tel paraissait être le cas du Crédit Foncier, mais la solution ne laisse plus de doute depuis un arrêt de la Cour d'Amiens du 3 décembre 1937 ¹. Le tribunal civil a débouté des débiteurs basant leur demande de sursis aux poursuites d'expropriation de leurs immeubles, intentées à leur encontre par le Crédit Foncier sur les articles 8 et 9 du décret-loi du 31 août 1937 et l'article 2 de la loi du 25 mars 1936. La disposition exceptionnelle de l'article 2 de la loi du 25 mars 1936 a cessé d'être applicable à compter du 26 mars 1937. Le décret-loi du 25 août 1937 n'a pas une portée générale et une telle dérogation aurait fait sans aucun doute l'objet d'une mention expresse de la part du législateur. L'intention du législateur de soumettre dorénavant les emprunts consentis par le Crédit Foncier à la réglementation du décret de 1852 résulte de l'article 25 d'un autre décret du 25 août 1937 instituant le règlement homologué et nettement aussi du décret-loi du 31 août 1937, article 14.

L'article 8 ne vise que les dettes non représentées par des valeurs mobilières résultant d'un emprunt garanti par une hypothèque et contractées avant le 1^{er} janvier 1935. Ce texte ne s'applique pas aux dettes garanties par une hypothèque légale ou judiciaire, ni à celles représentées par des valeurs mobilières c'est-à-dire à toutes les valeurs mobilières spécialement les obligations dont le remboursement est garanti par une hypothèque. Le législateur a pris ici en considération la nature des dettes et non pas comme dans la loi du 12 juillet des catégories d'individus. Mais le débiteur

1. *Sem. jur.*, 1938, 20 mars, n° 11, p. 619, 4^e espèce.

hypothécaire doit être malheureux et de bonne foi. Ce décret reprend le mot malheureux et laisse l'expression plus juste de débiteur qui se trouve dans une situation difficile. Pour toutes les autres dettes, le débiteur peut bénéficier soit s'il est commerçant des dispositions plus favorables du décret-loi du 25 août 1937, soit s'il ne remplit pas les conditions exigées par ces textes de l'article 1244 du Code civil.

L'article 9 énonce de plus que les débiteurs qui ont bénéficié déjà des dispositions de l'article 1244 du Code civil modifié par la loi du 20 août 1936 ne seront pas exclus du présent décret comme pour les agriculteurs et pour les mêmes raisons, les délais accordés au débiteur principal bénéficient de plein droit à la caution même solidaire. Quant au codébiteur solidaire, il ne peut opposer au créancier les délais accordés à son codébiteur.

2° *Caractère du délai.* — Comme dans la loi du 12 juillet, le délai de paiement accordé au débiteur hypothécaire est simplement une faculté qui dépend des pouvoirs du juge ou de l'accord des parties. Il a un caractère facultatif mais cette faculté est ouverte éventuellement à tout débiteur qualifié.

Le magistrat peut accorder des délais dont la durée ne pourra excéder deux ans ; les débiteurs hypothécaires jouissent du même délai que les producteurs agricoles. Mais ce délai ne devient non plus jamais un droit acquis, les décisions ne sont donc jamais définitives. Elles peuvent être modifiées sur la demande du créancier lorsque les ressources du débiteur ont notablement augmenté. Elles peuvent être annulées en cas de non accomplissement par le débiteur de ses engagements ou en cas de dol ou de fraude. Elles deviennent caduques et le montant des dettes

aménagées devient immédiatement exigible en cas de vente ou de cession de l'immeuble ou des immeubles hypothéqués ou en cas de décès du débiteur. Les instances en revision ou en annulation seront introduites, instruites et jugées suivant la procédure prévue pour la demande de délais (art. 11, al. 3). Dans la loi du 12 juillet, il était seulement question de revision mais non d'annulation, le créancier sera plus protégé.

Enfin, le débiteur qui, au cours des délais, n'acquitte pas régulièrement le montant de tous les intérêts, annuités de capital et d'intérêts ou de capital seul qui viendront à échéance, est déchu du bénéfice de ces délais. C'est une solution qui paraît équitable et qui apparaît pour la première fois dans la législation des délais de grâce. Sous l'empire du Code civil, on décidait que le débiteur, dont la dette a été divisée en plusieurs pactes successifs et qui en laisse passer un sans payer, n'est pas déchu du délai de grâce pour les autres termes. Cependant Toullier ¹ trouvait juste qu'il soit déchu du bénéfice des autres termes et que le créancier puisse saisir et exécuter pour la totalité de sa créance. Le jugement qui divise le paiement en plusieurs termes lui paraît essentiellement renfermer la condition implicite, si le débiteur paie à chaque terme. Il est certain que, si les juges avaient pu prévoir qu'il ne paierait pas, ils ne lui auraient pas accordé des délais.

3° *Qui peut accorder le délai ?* — Les délais sont accordés soit par le tribunal civil, soit par le juge des référés comme pour les débiteurs commerçants et les débiteurs agricoles, avec cette différence que le tribunal ou le juge des référés compétent sera toujours le tribunal civil ou le juge des référés

1. Toullier. *Droit civil français*, t. III, p. 405.

civil. Ils sont accordés par le tribunal lorsque celui-ci est saisi d'une action en payement. Ils sont accordés par le juge des référés en tout état de cause, c'est-à-dire si une procédure quelconque est entreprise à l'encontre du débiteur et même en dehors de toute instance, qu'il y ait ou non urgence (art. 1^{er}, al. 2).

4^o *Effets du délai.* — Le délai accordé a pour effet la suspension de toutes les poursuites. Ce délai est applicable à la procédure de saisie immobilière. L'article 13, alinéa 2, reproduit identiquement les dispositions du décret du 25 août 1937 pour les débiteurs de droit commun et celles de la loi du 12 juillet 1937 pour les débiteurs agricoles. La même disposition sera reprise pour les débiteurs commerçants. La loi, dans le cas de remise en vente ou d'adjudication, simplifie les formalités et dispense des droits de timbre et d'enregistrement tous les actes judiciaires ou extra-judiciaires résultant de la remise d'une vente ou d'une adjudication (art. 13, al. 4).

SECTION II. — PROCÉDURE

La procédure du décret-loi du 31 août 1937 est aussi très simple. Si le juge des référés concilie les parties, il dresse un procès-verbal des conditions d'arrangement et ce procès-verbal a force exécutoire. Le législateur, s'étant rendu compte que le juge des référés n'est souvent pas très bien renseigné sur l'affaire, lui permet de commettre un expert pour procéder à toutes vérifications utiles. Au contraire, s'il ne peut y avoir de conciliation, il accorderait des délais dans la limite fixée par le décret.

L'article 13, alinéa 1^{er}, dispose que les délais du Code de procédure pour la validité des procédures d'exécution

sont suspendus jusqu'à l'expiration des délais obtenus.

Le décret-loi du 31 août 1937 n'est applicable que pendant une période de deux ans à compter de sa publication, soit le 1^{er} septembre 1939.

En résumé, nous pouvons dire que tous les débiteurs hypothécaires à l'exception de ceux visés à l'article 14, alinéa 2, du décret-loi du 31 août 1937, peuvent obtenir jusqu'au 1^{er} septembre 1939, un délai de deux ans pour le paiement de leurs dettes non représentées par des valeurs mobilières résultant d'un emprunt garanti par une hypothèque contractée avant le 1^{er} janvier 1935. Les exceptions sont les mêmes que pour les débiteurs de droit commun, les débiteurs hypothécaires ne peuvent pas non plus obtenir de délais pour le paiement des effets de commerce, des dettes fiscales et des cotisations d'assurances sociales.

Le décret-loi du 31 août 1937 présente de nombreux points communs avec la loi du 12 juillet 1937, mais il donne une solution nouvelle contraire à l'article 806 du Code de procédure civile en permettant au juge des référés d'accorder des délais de grâce en dehors de toute instance, qu'il y ait ou non urgence (art. 1^{er}, al. 2). La loi du 25 mars 1936 qui a donné au juge des référés le pouvoir d'accorder des délais de grâce exigeait qu'il y ait urgence et restait ainsi dans les principes de la matière. Mais l'appréciation de l'urgence rentrait dans le pouvoir souverain du juge. Il serait plus logique que le juge des référés ne soit sollicité d'accorder des délais que lorsque son intervention est vraiment nécessaire ; dans le cas contraire, il est de l'intérêt du débiteur de gagner du temps, ce qui peut le constituer de mauvaise foi, et de tenter d'ajouter ainsi du temps au délai qu'il obtiendra.

CHAPITRE V

LES LOCATAIRES

Le locataire est un débiteur qui doit s'acquitter de son obligation de deux manières : en payant son loyer aux périodes fixées et en restituant la chose louée à l'époque convenue. C'est le premier débiteur dont le législateur se soit occupé, et pendant la guerre il a promulgué toute une série de décrets moratoires accordant à certaines catégories de locataires un délai pour se maintenir dans les lieux. Ces dispositions étaient exceptionnelles et limitées, aussi, la guerre finie, le Gouvernement fut désarmé pour agir en faveur des locataires. Ce n'est qu'en décembre 1922 qu'on a appliqué l'article 1244 du Code civil à la matière des loyers et qu'on a permis au juge d'accorder des délais de grâce.

Dans la matière des loyers, le législateur ne s'est pas contenté des délais de grâce modifiés mais il a créé des moratoires généraux et automatiques.

SECTION I. — LES MORATOIRES

La guerre de 1914 a eu un effet considérable sur les baux ; on a voulu rassurer les mobilisés sur la conservation pendant la guerre de leur logement ou de leur exploitation

commerciale. Le Gouvernement a promulgué une série de décrets : le premier est le décret du 14 août 1914 qui accorde à certaines catégories de locataires un délai de quatre-vingt-dix jours francs pour le payement des termes des loyers. Ce délai fut prorogé par des décrets successifs. Puis la loi du 9 mars 1918 a substitué un régime légal à ce régime de décrets. Cette loi a été complétée par une série de lois nouvelles en 1919, 1920 et 1921 ; la loi du 31 mars 1922 a été enfin votée sous le nom de loi portant fixation définitive de la législation sur les loyers. Mais bientôt il a fallu à nouveau légiférer.

Ces lois ont établi une prorogation des baux et interdiction des expulsions et, en outre, un moratoire des loyers et des fermages complété par des mesures accessoires sur la résiliation du bail et sur la réduction des loyers.

Quelle est la nature du moratoire des loyers ? Comme Planiol et Ripert ¹, nous y voyons une prorogation légale. Il proroge l'échéance soit de plein droit, soit sous condition d'une déclaration dont le juge, en cas de contestation, vérifie l'exactitude ; ce n'est donc pas un terme de droit : il y a une dette échue normalement. Mais ce n'est pas non plus un simple terme de grâce car il est accordé par le législateur.

§ 1. — *Loi du 9 mars 1918.*

Dans son titre II, la loi du 9 mars 1918 organisait le moratoire des loyers et des fermages. Elle autorisait les locataires à demander des délais pour se libérer soit en totalité, soit par fractions, et à réclamer des réductions

1. Planiol et Ripert. *Traité de droit civil*, t. VII.

pouvant aller dans certains cas jusqu'à l'exonération totale. L'article 17 était ainsi rédigé : « Dans tous les cas, il pourra être accordé au locataire suivant les circonstances terme et délai pour se libérer, soit en totalité, soit par fractions. » Cet article donne à la juridiction arbitrale instituée par la loi la faculté d'accorder dans tous les cas terme et délai pour se libérer au locataire. Cet article figurait déjà dans sa rédaction actuelle dans le projet soumis en première délibération à la Chambre et cette rédaction fut maintenue au cours des délibérations successives devant les deux assemblées. A la séance de la Chambre du 11 avril 1916, MM. Levasseur et Aubriot avaient proposé de rédiger ainsi cet article : « Dans tous les cas, il sera accordé au locataire termes et délais pour se libérer par fractions. Le délai minimum sera de trois années. » Le Gouvernement repoussa cet amendement, le garde des Sceaux disant : « Il est impossible de substituer à la faculté que donne le texte de la commission l'obligation que M. Levasseur voudrait inscrire dans la loi. »

Par une faveur spéciale, deux catégories de locataires étaient dispensées de toute justification et présumées incapables de payer.

1° *Les locataires mobilisés*, sauf pour le propriétaire à prouver que, malgré la mobilisation, ils avaient le moyen de payer tout ou partie des loyers échus.

2° Ceux qu'on a appelés *les petits locataires* désignés à l'article 15. Toute poursuite contre eux était interdite. Ce moratoire a pris fin, six mois après la cessation des hostilités fixée par le décret du 24 octobre 1919, c'est-à-dire le 24 avril 1920. De plus l'article 19 interdisait pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui suivront le décret fixant leur cessation, toutes instances, toutes

procédures d'exécution à l'égard des locataires mobilisés.

L'article 32 de la loi a permis aussi aux propriétaires impayés, d'obtenir des délais pour le paiement des dettes hypothécaires et privilégiées.

§ 2. — *Loi du 31 mars 1922.*

La crise des loyers devenant de plus en plus aiguë par suite du ralentissement des constructions et de l'afflux dans les villes des populations rurales, une réglementation du régime des baux s'imposa. La loi du 31 mars 1922, portant fixation définitive de la législation sur les loyers, est venue accorder une prorogation aux locataires. Cette disposition donne le droit de continuer à occuper les locaux loués bien que la durée du bail soit expirée et que le propriétaire n'ait pas consenti au renouvellement.

D'après la loi, les baux d'avant-guerre sont prorogés mais pas au delà du 1^{er} janvier 1923. Quant aux baux postérieurs à la guerre, ils sont régis par les articles 7 et suivants apportant des dérogations au droit commun.

L'article 7 comprend deux parties distinctes. Il établit d'abord une prorogation de plein droit. Le paragraphe 1^{er} porte le maintien en jouissance de tous ceux qui, pour une cause quelconque, quel que soit le titre et quelle que soit la loi qui régit leur situation, sont en possession de locaux d'habitation. Cette prorogation est obligatoire, le juge n'a pas à intervenir, il s'agit donc bien d'un moratoire. « Mais ceci c'est automatique, disait M. Guibal à la Chambre ¹. Il n'y a pas d'appréciation du juge quant à leur durée. Il suffit que l'on ait le droit de se prévaloir des causes de

1. Chambre, 1^{re} séance, 24 mars 1922. *J. O.*, p. 1070.

prorogation pour que, quelle que soit la loi qui régit actuellement cette jouissance, on ait droit aux six mois si, par ailleurs, on répond aux conditions dans lesquelles la faculté de prorogation pourra être mise en jeu par le juge. »

En outre, une prorogation de trois mois peut être accordée aux mêmes locataires, cessionnaires ou sous-locataires au delà du 1^{er} janvier 1923. Cette prorogation étant facultative, doit être demandée et peut être refusée soit par le propriétaire, soit par le juge. Le juge appréciera s'il doit accorder la prorogation et pour quelle durée. Il se basera sur la situation respective des parties, l'état des locaux vacants dans la région et toutes les circonstances de cause.

Les locataires pour en bénéficier doivent remplir certaines conditions. Entre autres, ils ne doivent pas avoir renoncé par une convention expresse au bénéfice de ces prorogations. Il ne s'agit pas ici de l'article 1244 qui est d'ordre public. Le locataire pouvait légitimement renoncer au bénéfice de cette loi d'intérêt privé ; l'ayant fait avec toute sa capacité et l'indépendance de sa volonté, il n'y avait aucune raison permettant de ne pas donner plein effet à cette convention.

Ces deux sortes de prorogations compliquaient la législation. C'est pour cela que la loi du 1^{er} avril 1926 modifiée par la loi du 29 juin 1929 a adopté la prorogation obligatoire, en ce sens qu'elle ne peut être modifiée par le juge ni quant à son principe, ni quant à sa durée ; de plus, elle est acquise de plein droit au locataire et sans que celui-ci ait à accomplir aucune formalité.

Une autre loi du 31 décembre 1937 est venue accorder une prorogation de plein droit aux locataires, sous-locataires, cessionnaires de baux, possesseurs de bonne foi, en vertu d'une prorogation antérieure ou d'un délai de grâce

même expiré, en possession des lieux le 30 juin 1937. Ces prorogations peuvent aller jusqu'en 1943, suivant les espèces de loyers. Avant la loi du 31 décembre, les locataires entrés dans les lieux ne bénéficiaient que de la loi de 1929, article 14 ; maintenant tous les locataires entrés en possession de leurs locaux entre 1929 et 1937 ont droit à prorogation.

Si les moratoires ont pu permettre de résoudre équitablement certains problèmes, en revanche ils ont trop souvent servi à consacrer d'inexcusables abus à tel point qu'ils devenaient contraires à l'ordre public. La dispense de payer établie en termes généraux par la loi a souvent profité à des locataires dont les ressources se trouvaient augmentées par la guerre. « Qui peut payer, doit payer », avait dit M. Briand, mais beaucoup s'en sont dispensés. Établis pour les locataires, ils laissaient les propriétaires sans défense. La guerre a amené une telle perturbation dans la loi des contrats, à tel point que les parties ont pu être déliées de leurs obligations, mais cette dérogation au droit commun ne pouvait se comprendre qu'en faveur de ceux atteints par la guerre dans leurs intérêts et devait cesser lorsque les relations normales avaient repris.

SECTION II. — APPLICATION DU DÉLAI DE GRACE

On ne pouvait pas se désintéresser cependant des locataires qui ne bénéficiaient pas des moratoires divers accordés par le législateur. Les locataires, dont les ressources sont diminuées par les dévaluations monétaires, redoutent de ne plus pouvoir payer des loyers en rapport avec le mouvement des prix. Ils ont la hantise d'être jetés à la rue et de se trouver sans abri. Comme ils sont extrêmement

nombreux et groupés en d'influentes associations, il importe donc de les rassurer en consolidant leur occupation. Ils étaient aussi victimes de la crise des logements qui sévissait tout particulièrement dans les centres urbains. Ils se trouvaient menacés d'expulsion, étant parvenus à la fin du bail sans avoir droit aux prorogations de loyer.

L'article 1244 pourrait-il les secourir ? On réclama son application, mais elle fut constamment écartée par la Commission supérieure de Cassation sous le prétexte que l'article 1244 était inapplicable en matière de loyers. Le Gouvernement, pour faire cesser cette jurisprudence critiquable, puisque l'article 1244 s'applique à toutes les obligations sans distinction, fit voter la loi du 30 décembre 1922 tendant à surseoir aux expulsions des locataires. Cette loi consacrait l'extension du délai de grâce à la matière des loyers. Puis les délais de grâce ont été surtout accordés pour les baux commerciaux.

C'est seulement depuis la guerre que l'usage s'est introduit d'une façon courante d'accorder aux locataires dont le titre est expiré un délai de grâce pour quitter les lieux. Pour les locaux à usages commerciaux, la loi du 2 août 1924 a précisé que la prorogation qu'elle instituait pouvait bénéficier aux locataires qui n'étaient dans les lieux qu'en vertu d'un délai de grâce, et la loi du 31 mars 1926 qui a permis aux locataires commerciaux de rester dans les lieux jusqu'au 1^{er} juillet 1926 contenait la même précision. Par la suite, le législateur a persisté dans cette voie et l'article 6 de la loi du 27 mars 1928 a autorisé exceptionnellement le juge des référés à accorder des délais de grâce en vertu de l'article 1244 du Code civil. La loi du 16 avril 1930 a encore permis au juge d'accorder aux locataires de bonne foi menacés d'expulsion un nouveau

délai de grâce de trois à six mois. La loi du 11 juillet 1931 a accordé un autre délai à tous les commerçants, occupants de bonne foi jusqu'au 1^{er} décembre 1931. La loi du 10 mars 1932 a prévu enfin pour eux un nouveau délai jusqu'au 1^{er} juillet 1932 et ses effets ont été prorogés jusqu'au 1^{er} janvier 1933 par la loi du 18 juillet 1933. La loi du 31 décembre 1937 a accordé un nouveau sursis jusqu'au 1^{er} avril 1938.

Ce délai de grâce accordé à l'occupant par le juge des référés ou octroyé de plein droit par la loi ne peut avoir d'autre nature juridique que celle d'un sursis à exécution. Il ne constitue pas un titre; il laisse toutes les choses en état. Il ne crée pas un lien de droit nouveau entre le bailleur et l'occupant.

§ 1. — *Loi du 30 décembre 1922.*

La loi du 30 décembre 1922 tendant à surseoir aux expulsions de locataires est une loi temporaire qui repose sur la possibilité d'accorder aux locataires un délai de grâce jusqu'au 1^{er} juillet 1923 par application de l'article 1244. Le délai ne constitue pas un droit, mais une faveur.

Les locataires qui peuvent invoquer le bénéfice de la présente loi sont ceux qui auront reçu congé pour le 1^{er} janvier 1923 ou à partir de cette date et qui seront sous le coup d'une expulsion.

Les locaux qui en bénéficient sont les locaux d'habitation et les locaux commerciaux à condition toutefois qu'ils soient attenants aux locaux d'habitation.

A) *Nature du sursis.* — Le juge peut ordonner qu'il sera sursis sous la forme d'un délai de grâce à l'expulsion des locataires. Il ne s'agit pas ici d'une prorogation de bail.

C'est un simple sursis à l'exécution qui sera accordé au locataire. Si la prorogation et le délai de grâce ont la même conséquence pratique, c'est-à-dire le maintien en possession des locaux loués par le locataire, ils présentent des différences de fait. Le délai de grâce laisse subsister les poursuites qui restent en l'état, elles sont seulement suspendues. C'est un simple sursis à l'exécution, aux droits intacts du propriétaire. Mais la prorogation constitue au profit du locataire un droit nouveau. C'est ce qu'indique M. Morand dans son rapport au Sénat du 29 décembre 1922 ¹.

L'article 1244 permet aux juges d'accorder des délais de grâce avec une extrême réserve. La prorogation ne comporte pas la même restriction. La prorogation est une continuation du bail et par conséquent doit avoir une durée conforme à un terme du bail. Le délai de grâce comporte des délais excessivement variables, le plus souvent très courts : quinze, vingt jours, un mois ou deux suivant les circonstances de la cause.

La loi emploie le terme délai de grâce pour que les magistrats chargés d'apprécier la loi puissent se référer aux directives de l'article 1244 et évitent de confondre la prorogation, droit accordé aux locataires avec le délai de grâce, faveur momentanée et transitoire : M. Colrat, ministre de la Justice, déclara à la Chambre qu'il s'agissait ici de mettre en œuvre l'article 1244 du Code civil et de l'appliquer à la matière des loyers ².

B) *Durée du sursis*. — Le sursis accordé ne pourra pas dépasser le 1^{er} juillet 1923, c'est un maximum. Le sursis peut varier de huit jours à six mois. L'intérêt social exige

1. J. O., 30 décembre 1922. Sénat, p. 1614.

2. J. O., 29 décembre 1922, p. 4638.

que des paliers successifs soient établis pour les époques de sortie des locataires et que, par suite, les délais de grâce concédés soient de durée très différente, sans quoi la difficulté ne sera que reculée et peut-être même aggravée. On ne peut pas faire concorder comme dans la loi du 16 juillet 1926 la fin du délai de sursis avec un terme d'usage.

C) *Conditions du sursis*. — L'article 1^{er} paragraphe 3, réserve le sursis au locataire de bonne foi. Il devait justifier qu'il ne disposait pas d'une autre habitation et qu'il a satisfait à ses obligations, ce qui comprend les obligations contractuelles et autres.

Le juge fixe alors une augmentation du prix du loyer pendant le sursis. Il fixe également les conditions d'occupation des locaux par le locataire maintenu en possession. Il peut imposer des restrictions à la jouissance personnelle du locataire. Mais le propriétaire aura le droit de s'opposer à l'octroi d'un délai de grâce lorsqu'il voudra occuper le local.

D) *Compétence*. — C'est le cadre général de la législation en matière de loyers. Le juge compétent est le juge de paix lorsque le prix annuel du loyer en cours ne dépasse pas 1.000 francs et le juge des référés lorsque le prix ne dépasse pas 8.000 francs. Pour les loyers au-dessus de 8.000 francs, la loi n'est pas applicable.

E) *Procédure*. — Il faudra employer non pas la procédure spéciale de la loi du 31 mars 1922, mais la procédure de droit commun, c'est-à-dire la procédure des référés. Le nouveau locataire des mêmes locaux a le droit d'intervention dans l'instance en sursis. La décision du juge n'est susceptible d'aucun recours. Le rapporteur au Sénat spécifie que cette exclusion s'appliquera aussi bien à l'opposition qu'à l'appel et au pourvoi en cassation. La décision

du juge de paix ou du juge des référés est souveraine. Cette loi fut prorogée jusqu'au 1^{er} juillet 1924 par la loi du 6 juillet 1923.

§ 2. — *Loi du 16 avril 1930.*

Lorsque l'effet des différentes lois expirait par la survenance du terme fixé pour leur application, les tribunaux n'avaient plus de textes à leur disposition pour protéger les locataires menacés d'expulsion, Le Parlement allait modifier la loi du 30 juin 1926 sur le renouvellement des baux commerciaux et bien des locataires commerciaux attendaient cette loi avec impatience mais, parvenus à la fin de bail, ils risquaient de se voir condamner à des dommages-intérêts ou de supporter les frais d'une procédure d'expulsion s'ils se maintenaient dans les lieux. Les locataires commerçants avaient déjà profité de six prorogations, mais le législateur dut intervenir à nouveau et par la loi du 16 avril 1930 décida que même après l'expiration des délais concédés aux locataires, soit par les lois successives sur les baux commerciaux et industriels, soit par des décisions de justice rendues en vertu de ces lois, le juge des référés pourrait accorder aux locataires menacés d'expulsion un délai de grâce ne dépassant pas six mois. La loi du 16 avril 1930 s'appliquait aux locataires commerciaux de bonne foi, c'est-à-dire à ceux qui ont respecté les clauses du bail et payé leurs loyers.

Néanmoins ce sursis, qualifié délai de grâce, ne se rattache pas à l'article 1244 selon les déclarations faites au Sénat par le rapporteur M. Morand¹ : « Au lieu de nous

1. *Documents parlementaires*, rapport Morand, 4 février 1930. Sénat, annexe 18.

référer à l'article 1244 et toujours pour nous mettre d'accord avec la Commission du commerce de la Chambre des députés, nous accordons un délai de grâce sans que celui-ci soit, comme nous l'avions fait dans les lois précédentes, rattaché au principe de l'article 1244 du Code civil. »

La Chambre des députés voulait que le sursis fut obligatoire. Le Sénat lui, voulait conserver un caractère facultatif afin d'empêcher le maintien dans les locaux de locataires qui n'avaient aucun droit et qui pouvaient même le faire dans un « but malicieux et vexatoire ». Ce sursis qualifié délai de grâce est un sursis judiciaire spécial, avec ses règles propres, accordé au locataire de bonne foi qui avait respecté les clauses du bail et payé son loyer. On supprime la référence à l'article 1244, le juge n'aura plus à s'inspirer des principes du délai de grâce accordé par ce texte. Il n'est restreint par aucune disposition spéciale. Le juge peut donc accorder un sursis à un locataire contre lequel est intervenu un jugement, une décision quelconque passée en force de chose jugée. La durée du délai accordé est de trois mois au minimum et de six mois au maximum.

§ 3. — *Loi du 10 mars 1932.*

La loi du 16 avril 1930 n'établissait pas un moratoire légal, mais donnait pouvoir au juge des référés d'accorder un délai de grâce de trois mois au moins et six mois au plus. Elle ajoutait que ce délai devait être accordé à ceux des locataires de bonne foi qui, n'étant pas formellement exclus par la loi du droit à indemnité, ne l'avaient pas encore effectivement touchée. Puis la loi du 11 juin 1931

a accordé un moratoire légal : « Les locataires seront maintenus dans les lieux occupés jusqu'au 1^{er} décembre 1931. » Le Gouvernement déposa un nouveau projet de loi accordant jusqu'au 1^{er} juillet 1932 un nouveau moratoire légal pour les locataires des locaux à usage commercial ou industriel. Ce projet est devenu la loi du 10 mars 1932. La loi distingue deux catégories de locataires, les uns sont maintenus de plein droit, les autres peuvent seulement obtenir un délai du juge des référés s'ils sont de bonne foi dans les deux cas.

La notion de bonne foi a ici un caractère spécial. Si le juge a un pouvoir d'appréciation, le sursis n'étant pas de plein droit, il peut le refuser même à un locataire de bonne foi. D'où l'extrême importance du caractère obligatoire ou facultatif du sursis pour le juge. Seront de mauvaise foi, les seuls occupants dont la conduite comme tels, justifierait une résolution du bail à l'égard du locataire.

Les locataires et occupants maintenus de plein droit dans les lieux loués sont répartis en quatre catégories :

1^o Les titulaires de la carte de combattant ou les veuves de guerre non remariées ;

2^o Ceux qui, ne se trouvant pas dans l'un des cas formellement exclus par la loi du droit à indemnité prévu à l'article 4 de la loi du 30 juin 1926, n'ont pas touché cette indemnité ;

3^o Ceux dont la demande primitive de renouvellement n'a pas été formée dans les délais légaux ou a été adressée à tort, soit au gérant, soit à un seul des copropriétaires ou ceux qui ont encouru la déchéance prévue à l'article 10 de la loi du 30 juin 1926. ;

4^o Ceux qui sont engagés dans une instance sur une première demande en renouvellement lorsque cette ins-

tance est encore en cours ou s'est terminée moins de deux ans avant l'expiration du bail à renouveler.

Pour les locataires et occupants ne bénéficiant pas de sursis de plein droit, le juge a entière liberté de décider suivant les circonstances, comme le juge qui accorde des délais par application de l'article 1244. Mais ce pouvoir est indépendant en ce sens que la loi le confère au juge, alors même que les conditions du délai de grâce de l'article 1244 ne seraient pas réunies, par exemple en raison de l'octroi d'un délai de grâce par un jugement antérieur.

Les juges furent invités à se montrer très libéraux : « Qu'ils prennent en considération, pour s'opposer à l'expulsion, la présence dans les locaux d'un locataire ayant des droits incontestables au bénéfice de la loi en préparation sur la propriété commerciale ainsi que les raisons d'humanité et d'intérêt général », déclarait M. Fiancette à la tribune de la Chambre des députés ¹.

La durée du sursis est fixée de façon uniforme pour les locataires bénéficiant du sursis de plein droit jusqu'au 1^{er} juillet 1932. Pour les locataires ne pouvant obtenir qu'un sursis facultatif, celui-ci peut également aller jusqu'au 1^{er} juillet 1932. Mais le libre pouvoir du juge des référés, existant sur l'octroi même du sursis, existe à fortiori sur sa durée qui peut être plus courte.

L'article 3 de la loi prescrit que les bénéficiaires des prorogations devront payer une indemnité d'occupation égale au loyer de 1914 majoré de 300 p. 100, soit quatre fois le loyer de 1914.

1. *J. O.*, 16 février 1932, p. 681.

§ 4. — *Loi du 31 décembre 1937.*

Une loi du 31 décembre 1937 sur les locaux à usage commercial ou industriel a institué un nouveau sursis dans son article unique : « A titre exceptionnel, il sera sursis jusqu'au 1^{er} avril 1938 à l'expulsion de tout locataire commerçant qui remplit les obligations de son bail à moins que le propriétaire n'ait consenti une nouvelle location par acte ayant acquis date certaine antérieurement à la promulgation de la présente loi. »

C'est un simple sursis à l'expulsion qui est accordé, exactement comme aurait pu l'accorder par mesure individuelle le juge des référés. C'est dans des conditions analogues qu'auraient statué par mesures individuelles, les juges des référés saisis de demandes de délais.

Le sursis ne jouera que pour les locataires qui exécutent les obligations mises à leur charge dans le bail. Si le locataire, de mauvaise foi, ne paye pas son loyer ou ne satisfait pas à d'autres obligations du bail, le sursis ne lui sera plus applicable.

Dans les travaux préparatoires, M. Pernot annonce que c'est le dernier sursis qu'on entend accorder. Le locataire bénéficie seulement d'un dernier sursis à l'expulsion jusqu'au 1^{er} avril 1938. Il y a un retour au droit commun du louage et le caractère exceptionnel de ces lois est proclamé.

Ces lois sur les loyers étendent le délai de grâce que la jurisprudence d'avant-guerre refusait d'accorder aux locataires menacés d'expulsion.

Ces textes sont limités quant à leur objet et quant à leur durée, mais par les mesures qu'ils prévoient, ils

inaugurent la nouvelle législation sur le terme de grâce qui se développera dans les différentes dispositions prises en faveur de toutes les catégories de débiteurs commerçants, industriels ou agriculteurs. Le juge des référés, auquel on refusait jadis le pouvoir d'atermoiement, devient compétent pour octroyer des délais et il les accordera bien qu'une décision définitive soit intervenue, ce qui est une atteinte à la règle précédemment étudiée de l'article 122 du Code de procédure civile, ou bien qu'une clause résolutoire ait joué, ce qui contrevient aux effets de la libre volonté des parties. Quant aux débiteurs de droit commun, il faudra attendre la loi du 25 mars 1936 pour que le juge des référés puisse leur accorder des délais.

Le principe du moratoire, délai général et temporaire, accordé par le législateur, se développe ; mais ce qui crée une confusion c'est que dans les mêmes lois il y a application à la fois du moratoire et du terme de grâce. Nous voyons aussi que l'esprit socialiste pénètre dans nos lois et qu'il y a atteinte à la propriété. La loi permanente sur les baux commerciaux enlève aux capitalistes leur fonds de commerce, outil de travail. Il ne s'agit plus de contrats entre particuliers, l'intérêt général domine la production et c'est l'État qui sera le répartiteur des richesses. Cependant la loi du 31 décembre 1937 semble annoncer que les propriétaires seront traités désormais avec plus de ménagements et qu'ils auront une certaine liberté dans le choix du locataire et aussi dans la décision du prix des loyers.

CHAPITRE VI

LES COMMERÇANTS

La loi du 17 mars 1909 n'avait pas de pitié pour le débiteur commerçant malheureux. A défaut de paiement d'un billet de fonds à son échéance, une procédure, exceptionnellement rapide, permettait de faire casser le contrat. Le vendeur reprenait son fonds ou le faisait vendre aux enchères et le rachetait à vil prix, tout en conservant les sommes considérables qu'il avait encaissées. Il restait en outre créancier du malheureux expulsé pour la partie du prix non réglé.

La crise économique commença dès 1931 à toucher fortement les commerçants. Ceux-ci ont été les plus ardents dans leurs réclamations et comme leur force politique est grande, le législateur a cédé. Par les lois du 5 juillet 1933 et 26 février 1934, il leur a accordé des délais pour acquitter les billets de fonds et, par les lois du 19 mai 1934, 6 juillet 1934, 29 juin 1935, il a complété ces dispositions en accordant des délais pour acquitter le prix des fonds. Ce délai de grâce fut même transformé en moratoire par la loi du 21 août 1936, et le décret-loi du 25 août 1937 accorda aux commerçants, industriels et artisans de nouveaux délais de paiement, pouvant atteindre cinq ans. Nous voyons nettement que les lois de 1933 et 1934

marquent le progrès de la législation sous la pression de l'économie nationale vers un aménagement par l'État des dettes purement privées. Toute cette législation de crise n'est qu'une forme française de l'économie dirigée ; les lois de 1933 à 1937 sont nos « codes Roosevelt » pour le commerce ¹.

On s'est d'abord contenté d'accorder aux commerçants des délais de grâce par des lois se référant à l'article 1244, alinéa 2 ; on sent qu'il y a lutte entre les deux sortes de mesures : délai de grâce et moratoire. Certains auteurs discutent le point de savoir s'il y a terme de grâce ou moratoire, par exemple dans la loi du 29 juin 1935. Mais le Sénat a résisté longtemps à l'idée de moratoire en sentant la gravité et ce n'est que la loi du 21 août 1936 qui l'a établi pour les commerçants.

SECTION I. — DÉLAI POUR ACQUITTER LES BILLETS DE FONDS

Les commerçants qui étaient dans la situation la plus difficile était ceux d'entre eux qui avaient acquis leur fonds de commerce à l'époque de la prospérité, à un chiffre correspondant au chiffre d'affaires fait par leur vendeur dans les bonnes années. Les acquéreurs n'avaient pas payé entièrement comptant et devaient se libérer du solde au moyen de billets souscrits à l'ordre de leurs vendeurs à des échéances déterminées. Un intérêt, généralement de 6 p. 100, s'ajoutait au montant principal des billets. Lorsque, sous l'effet des circonstances économiques, le chiffre d'affaires diminuait, les commerçants n'arrivèrent

1. *Règlement du prix des fonds de commerce*. Gorny, p. 56.

plus à acquitter à leur échéance les billets qu'ils avaient souscrits.

§ 1. — *Loi du 5 juillet 1933.*

Dès juillet 1932, les législateurs se préoccupèrent des commerçants qui composent en grande partie la classe moyenne, édifice économique et social de notre pays. Les lois en vigueur ne pouvaient pas leur venir en aide; en effet, les articles 157 et 187 du Code de commerce en matière de billet à ordre et de lettre de change ne permettent pas l'application de l'article 1244 du Code civil. Il fallait déroger par d'autres textes à ces dispositions impératives. De nombreux projets de loi tendant à proroger l'échéance des billets ou à en faciliter le paiement furent déposés à la Chambre des députés.

Le 29 décembre 1932, la Chambre vota un texte appliquant la disposition du paragraphe 2 de l'article 1244 au règlement des billets de fonds, quels qu'en fussent les porteurs, pendant deux ans, à dater de la promulgation de la loi et à condition que les billets aient été créés antérieurement à la promulgation. Les délais ainsi accordés pouvaient être renouvelés. La Commission sénatoriale du commerce et de l'industrie s'opposa au texte voté par la Chambre parce qu'il lésait les intérêts des tiers porteurs et détruisait les principes posés dans les articles 158 et suivants du Code de commerce en matière d'effets munis de la clause à ordre. Le projet s'appliquait enfin à une catégorie de commerçants plus spécialement parisiens alors qu'en principe une loi doit être générale. Malgré ces objections, le Sénat vota un texte qui fut ratifié le lendemain par la Chambre et qui devint la loi du 5 juil-

let 1933. C'était certainement un texte nécessaire à une situation intolérable mais dangereux en ce sens que le législateur fut pris dans l'engrenage et ayant créé des inégalités par son intervention ne put refuser aux réclamants de les réparer. La pression des groupements va dès lors s'exercer sur le Parlement et il est nécessaire de le mentionner pour mieux comprendre l'absence d'unité juridique des textes ultérieurs.

La loi du 5 juillet 1933, par dérogation aux articles 157 et 187 du Code de commerce et pendant un an à partir de sa promulgation, permet au commerçant débiteur d'un effet à ordre souscrit par lui antérieurement au 1^{er} juillet 1932 en paiement du prix d'achat de son fonds, de demander à l'échéance de ce billet, à s'en libérer partie en espèces et le surplus en une retraite ou nouveau billet à ordre, payable à un an de date, augmenté des frais et intérêts calculés au taux d'intérêt légal.

Si les parties ne sont pas d'accord, le débiteur pourra dans la huitaine de l'échéance, appeler le bénéficiaire ou le tiers porteur du billet en référé, devant le président du Tribunal de commerce. Le président doit statuer compte tenu de la situation économique, il fixe souverainement l'importance de la somme que le débiteur devait verser, sans qu'elle puisse être inférieure au cinquième du montant du billet. Le billet primitif conservait entre les mains du porteur tous ses effets à l'égard de tous les endosseurs.

La loi du 5 juillet 1933 est susceptible d'être invoquée pour tous les billets de fonds antérieurs au 1^{er} juillet 1932 demeurés impayés par l'acquéreur. La loi a été faite en vue des billets venus à échéance depuis l'ouverture de la crise et non pas seulement de ceux qui sont échus depuis la mise en vigueur de la loi du 5 juillet 1933, sinon

le remède ne saurait guérir le mal. Celui-ci en effet est susceptible de s'atténuer dans l'avenir si la crise arrive à son terme, alors que c'est le passé qui demeure critique pour les intéressés. Cependant, la Cour de Paris s'est prononcée en sens contraire ¹. C'est à l'échéance du billet que le débiteur pourra se prévaloir de la loi, ce qui suppose des billets non encore échus au moment de la promulgation et le paragraphe 2 de la loi vise aussi le défaut d'accord des parties dans la huitaine de l'échéance. La période d'application enfin est portée à un an de date. Ces arguments de textes sont des plus sérieux et l'arrêt de la Cour de Paris affirme que les travaux préparatoires ne sont pas favorables à cette application dans le passé.

La Chambre avait proposé l'application de l'article 1244 aux effets de commerce mais le Sénat n'a pas adopté cette proposition. Le débiteur aurait dû alors solliciter des délais non pas du président du Tribunal statuant en référé, mais du Tribunal de commerce statuant par jugement, ce qui entraînerait une perte de temps considérable. De plus, le Tribunal eut apprécié souverainement la longueur des délais, tandis que dans le texte voté il était précisé que le nouveau billet souscrit par le bénéficiaire du terme serait payable à un an de date.

L'article 1244 permettait de faire appel de la décision qui refusait ou octroyait des délais tandis que l'ordonnance rendue en vertu de la loi du 5 juillet 1933 est en dernier ressort. De plus, on trouve l'introduction du nouveau critérium de détermination des délais : la conjoncture économique dont dépendra l'attribution sollicitée.

Il existe donc des différences considérables entre le

1. *G. P.*, 1933, 2-518.

délai de grâce de l'article 1244 et le report d'échéance prévu par la loi du 5 juillet 1933.

§ 2. — *Loi du 26 février 1934.*

La loi du 5 juillet 1933 ne visait que les billets à échoir souscrits par le débiteur avant le 1^{er} juillet 1932. Mais la Cour d'Appel de Paris et le juge des référés de la Seine décidèrent que la loi du 5 juillet 1933 ne s'appliquait pas aux billets échus avant sa promulgation. Les appelants, considérant la loi du 5 juillet 1933 comme un moratoire général des billets de fonds et suspendant toutes poursuites contre les souscripteurs, la Cour de Paris dans l'arrêt du 18 juillet 1933 décida que : « Tel ne saurait être le caractère d'un texte conçu en termes précis, qui en limite l'effet dans le temps et dans l'application aux seuls billets souscrits antérieurement avant le 1^{er} juillet 1932 dont les souscripteurs auront, dans la huitaine de l'échéance sollicité des délais du président du Tribunal de commerce statuant en référé. » On devait appliquer strictement la loi puisqu'elle contrevenait aux articles 157 et 187 du Code de commerce consacrant le principe du paiement à l'échéance exacte. Elle spécifiait que le débiteur pouvait demander des délais à l'échéance du billet, il fallait donc en conclure que l'octroi de tels délais était impossible pour les billets échus antérieurement. Les commerçants s'inquiétèrent de cette jurisprudence car il n'y avait aucun sursis aux poursuites au cas où des billets de fonds auraient fait l'objet d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée.

Le Gouvernement déposa alors un projet de loi étendant les dispositions de la loi du 5 juillet 1933 à tous les

billets de fonds qui se seraient trouvés échus avant la promulgation de la loi. On évite ainsi des conséquences fâcheuses ; de nombreux commerçants ont été l'objet de poursuites pour des billets échus antérieurement à la promulgation de la loi alors qu'ils eussent pu obtenir des délais pour des billets postérieurs.

La loi nouvelle permet d'appliquer les dispositions de la loi du 5 juillet aux billets échus avant cette date. Il accorde aux débiteurs de ces billets un nouveau délai pour saisir le président du Tribunal de commerce et il fixe ce délai à un mois à dater de la publication de la nouvelle loi. Le délai de huitaine de la loi précédente parlait de l'échéance de l'effet ; il était impossible de le conserver en le faisant partir de la publication du nouveau texte car c'eût été empêcher la loi de s'appliquer pratiquement que d'en limiter l'application à une semaine.

Tout souscripteur de billets pouvait désormais aller en référé pendant le délai d'un mois à dater de la publication de la loi quand bien même ces effets auraient fait l'objet d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée et non exécutée. Ce pouvoir donné aux débiteurs de billets de fonds, condamnés de s'opposer en référé à l'exécution de la décision en justice, est un pas de plus dans l'interventionnisme. On arrête l'exécution de la justice.

Cette loi du 26 février 1934 étendait encore le bénéfice du délai de grâce en violant de façon flagrante le principe de l'autorité due à la chose jugée et celui de la non-rétroactivité des lois, mais la voie avait été tracée par le législateur lors de la rédaction des lois sur les loyers. Le Sénat eut quelques scrupules pour adopter le texte voté par la Chambre « en raison des périls d'une situation exceptionnelle » car c'est lui qui est le gardien des traditions juridiques.

SECTION II. — DÉLAI POUR ACQUITTER LE PRIX
DES FONDS

Ces dispositions parurent insuffisantes. Elles furent utiles pour les souscripteurs de billets de fonds, mais laissaient de côté les acquéreurs de fonds de commerce qui s'étaient obligés à payer le solde de leur prix d'acquisition par acte authentique ou sous seing privé. Pour eux, les lois du 5 juillet 1933 et 26 février 1934 étaient inapplicables, il était injuste de réserver exclusivement aux souscripteurs de billets de fonds le bénéfice d'un délai.

§ 1. — *Loi du 19 mai 1934.*

Cinq mois après la promulgation de la loi du 5 juillet 1933, c'est-à-dire le 5 décembre 1933, fut présentée au Sénat une proposition de loi, tendant à faire profiter tous les débiteurs de prix d'acquisition de fonds de commerce des avantages prévus par la loi du 5 juillet 1933 en faveur des souscripteurs de billets de fonds. Cette proposition reçut un accueil favorable des Commissions de la Chambre et du Sénat mais elle fut néanmoins chargée de tant d'amendements qu'elle faisait injure, disait M. Thoumyre, auteur de la loi, à ceux « des sénateurs qui sont membres de l'Académie française ». Le Sénat vota le texte et il fut adopté par la Chambre sans discussion devenant la loi du 19 mai 1934. Aux termes de cette loi, tout commerçant débiteur en tout ou en partie du prix d'un fonds de commerce, en vertu d'un acte de transmission ou d'attribution enregistré antérieurement au 1^{er} juillet 1932 pouvait, jusqu'à l'expiration de l'application de la loi du 5 juillet 1933, se pourvoir en référé, devant le

président du Tribunal de commerce, en vue d'obtenir des délais par application de l'article 1244 du Code civil. Le Président devait juger si, en raison des circonstances économiques actuelles, la situation du débiteur était telle qu'elle justifie de sa part une demande de délais. La durée d'application ne dépassait pas deux mois puisqu'elle ne recevait exécution que pendant le délai imparti par la loi du 5 juillet 1933 qui cessait de s'appliquer un an après sa promulgation soit le 6 juillet 1934.

Cette loi se rattachait expressément à l'article 1244. Or le Sénat avait refusé, lors de l'élaboration de la loi du 5 juillet 1933, d'appliquer cet article au texte. Il avait raison puisque les règles du délai que le président du Tribunal était autorisé temporairement à accorder étaient très différentes de celles de l'article 1244. Ici, cependant, la loi nouvelle, tout en maintenant les règles de procédure de la loi précédente, se réfère à l'article 1244, pour mieux montrer le caractère facultatif du pouvoir accordé au président du Tribunal.

Cette loi a donc augmenté le nombre de personnes pouvant invoquer la loi du 5 juillet 1933, elle a supprimé la déchéance du délai de huit jours et ouvre ainsi la procédure à une série d'intéressés qui avaient pu être forclos. La générosité s'augmente aussi pour le calcul des paiements immédiats à faire et des délais à accorder qu'on ne fixe plus limitativement. La marche est très nette vers un libéralisme de plus en plus grand. Il faut pour que l'acquéreur invoque la loi que le retard apporté au paiement provienne des circonstances économiques actuelles. La Cour d'Angers, le 14 novembre 1934¹, a refusé de faire

1. *D. H.*, 1935, p. 10.

bénéficiaire des dispositions favorables de la loi du 19 mai 1934 le patron d'un café. Ce café, en effet, par son emplacement et sa nature, n'a pu être sérieusement atteint par la crise. La Cour dit : « On ne peut tenir compte du fait que deux établissements similaires se sont récemment ouverts à proximité, la diminution des recettes, conséquence de ce fait, n'étant pas imputable à la crise commerciale, mais à la concurrence. »

La loi du 19 mai 1934 précisait un point jusque-là laissé dans l'ombre. Que seraient devenus les délais de grâce, si le vendeur faisait jouer la clause inscrite dans la plupart des actes de vente aux termes de laquelle la vente est résolue de plein droit au cas de non-paiement à l'une des échéances fixées au contrat ? Par l'action résolutoire, le commerçant débiteur qui a obtenu des délais pourrait se trouver dépossédé de son fonds de commerce. Aussi la loi nous a donné la solution au dernier alinéa de l'article 1^{er} en disant que « jusqu'à l'expiration du délai qui aura ainsi été accordé, l'exercice et les effets de l'action résolutoire seront suspendus ».

§ 2. — *Loi du 6 juillet 1934.*

Les lois du 5 juillet 1933 et 26 février 1934 accordaient un moratoire aux débiteurs de billets de fonds de commerce, il en résultait que certains commerçants qui s'étaient engagés à s'acquitter sous une autre forme et qui étaient cependant aussi méritants que les premiers ne pouvaient en bénéficier. C'est alors que fut votée la loi du 19 mai 1934 étendant ce bénéfice à tous les débiteurs en tout ou en partie des dits prix d'acquisition. Mais le champ d'application de cette loi était restreint car elle complétait et modifiait

la loi du 5 juillet 1933 qui expirait le 6 juillet 1934. La crise continuait à sévir, le Gouvernement avait déposé un projet de loi destiné à porter remède à la situation. Ce projet tendait à accorder l'ouverture d'un droit à rescision du prix pour cause de lésion de plus d'un quart en faveur de certains acheteurs de fonds de commerce. La Commission de la législation civile de la Chambre en avait adopté le principe mais la Commission de commerce y avait apporté des modifications. Le 26 juin 1934, une proposition de loi qui tendait à proroger et à compléter les lois du 5 juillet 1933 et 19 mai 1934 fut déposée sur le bureau de la Chambre par le Gouvernement qui en demanda la discussion rapide.

Au cours de la discussion, le désir du moratoire des dettes du prix de vente des fonds de commerce s'exprima par le dépôt d'un contre-projet, présenté par le groupe socialiste de la Chambre. Cette proposition tendait à suspendre jusqu'au 1^{er} janvier 1935 toutes actions et instances, en vertu du droit commun ou des lois d'exception, de même que toutes les exécutions conséquentes des dites actions et instances engagées par suite de non-paiement des sommes restant dues sur un fonds de commerce ou sur un immeuble qui aurait été vendu en même temps que le fonds au même acheteur par le même vendeur. Ce contre-projet fut combattu par le ministre du Commerce, soucieux d'éviter l'atteinte du crédit commercial qui résulterait d'un moratoire de droit. Cette résistance ne fut pas de très longue durée puisque deux ans plus tard le groupe socialiste de la Chambre obtint gain de cause.

La loi fut votée définitivement par le Sénat le 6 juillet 1934. Cette loi ne mentionne pas la loi du 5 juillet 1933. Lucien Lamoureux s'exprimait ainsi au Sénat : « Parmi ces dispositions, il y en a deux essentielles ou du moins plus

importantes que les autres. En premier lieu, la loi du 5 juillet 1933 décidait que le commerçant, demandant l'application du moratoire, devrait s'acquitter de ses billets de fonds à concurrence d'un cinquième au moins en numéraire. Cette disposition est écartée du nouveau texte qui permettra dorénavant, étant donné la gravité de la situation où se débat actuellement le commerce, de faire jouer le moratoire sans exiger le paiement en numéraire du cinquième de la valeur des billets. C'est le juge qui sera chargé d'accorder des délais et il le fera compte tenu des circonstances de la cause. »

On voit donc qu'il s'agit en réalité de la prorogation de la loi du 19 mai 1934. La nouvelle loi accorde le moratoire non seulement aux billets souscrits avant le 1^{er} juillet 1932 mais à tous ceux créés en application des lois des 5 juillet 1933 et 26 février 1934, donc aux billets souscrits pour le paiement du prix des fonds de commerce avant le 1^{er} juillet 1932 et ceux établis soit en accord avec le créancier ou le tiers porteur du billet, soit après décision du juge des référés en application des dites lois. Elle modifiait la législation précédente en ce qui concerne les endosseurs. La loi du 5 juillet 1933 rendait inopposable à leur égard les délais accordés au débiteur principal, l'article 4 de la loi contredit cette disposition en spécifiant que les délais bénéficieraient à tous les tiers qui pourraient être tenus avec le débiteur principal soit en qualité de caution ou à quelque titre que ce soit. En outre, la loi du 5 juillet disposait que le débiteur devait faire intervenir le juge des référés chaque fois qu'un de ses billets arrivait à expiration. La nouvelle loi précise que le juge pourra « par une même décision accorder des délais pour tous les billets venant à échéance dans l'année de l'assignation ». La procédure est réduite au

minimum et les décisions du juge ne sont pas susceptibles d'appel. Cette procédure simple est la procédure d'urgence de l'article 806 du Code de procédure civile. L'intéressé fera assigner le créancier vendeur ou tiers porteur en référé devant le président du Tribunal civil jugeant commercialement ou devant le président du Tribunal de commerce. Au cours de la comparution, le président entendra les parties et jugera si, en raison des circonstances économiques actuelles, la situation du débiteur justifie vraiment sa demande. Il décidera s'il doit l'admettre et dans ce cas il fixera des délais ou il rejettera et le débiteur devra se soumettre alors aux obligations par lui souscrites lors de l'achat. Il n'y a pas d'appel et la décision est exécutoire immédiatement.

Toutes ces dispositions ont pour but d'adoucir à l'égard des commerçants, débiteurs du prix d'un fonds de commerce, la rigueur des articles 157 et 187 du Code de commerce. Il fallait y déroger par un texte formel, mais en s'écartant des règles traditionnelles posées par le Code civil et le Code de procédure civile pour l'application du délai de grâce, le législateur craignait de voir les magistrats ne pas user sagement de leur pouvoir, aussi prit-il le soin de le déterminer pour éviter une sous-estimation du délai par le juge.

§ 3. — *Loi du 29 juin 1935.*

Par les lois du 5 juillet 1933, 24 février, 19 mai et 6 juillet 1934, le législateur permettait aux débiteurs de billets de fonds ou de reconnaissance de dette souscrite en paiement d'un fonds de commerce, d'obtenir un délai de grâce pour leur règlement, contrairement aux prescriptions impératives des articles 157 et 187 du Code de commerce

qui rendaient inapplicables en matière de billets à ordre ou lettres de change les dispositions du paragraphe 2 de l'article 1244. Il devenait nécessaire de s'occuper encore de la revision des prix des fonds de commerce, ce fut l'œuvre de la loi du 29 juin 1935 qui est venue régler le mode de paiement du prix des fonds de commerce achetés avant le 1^{er} juillet 1933.

A) *Objet de la loi.* — La loi du 29 juin 1935 est une loi de circonstances, imposée par des événements imprévisibles. Les lois, précédemment étudiées, donnaient des délais qui ne pouvaient pas dépasser l'échéance du 1^{er} juillet 1935. Ils étaient insuffisants pour permettre aux commerçants de traverser la période très difficile qui se prolongeait et pendant laquelle se dévalorisait chaque jour davantage les éléments d'actif de leurs fonds de commerce. Il était donc devenu nécessaire, vu la crise, d'aider les acquéreurs de fonds de commerce et, dans les états démocratiques, on a toujours tendance à considérer que le débiteur est plus digne d'intérêt que le créancier. Le fonds de commerce d'ailleurs, n'est pas une richesse comme une autre, c'est un instrument de travail. La revision s'impose économiquement, moralement et socialement. La disparition du fonds est un facteur de crise par le licenciement du personnel, par la diminution d'une consommation générale qu'entraîne la vie du fonds de commerce. En outre, tout est à craindre des classes appauvries sans avoir démérité. C'est pourquoi, et bien que la cession d'un fonds de commerce constitue essentiellement un acte commercial, supposant le caractère d'une spéculation, le législateur a voulu, sous la poussée d'une fraction importante du corps électoral, aider les acquéreurs de fonds lésés par la crise économique et la dévaluation qui en est la cause principale.

On disait aussi qu'il était de l'intérêt des créanciers de consentir une réduction de prix et de toucher avec certitude une créance diminuée plutôt que de recevoir une faible petite partie de la créance totale dans la faillite du débiteur. Si le créancier arguait son privilège de vendeur, on lui représentait le montant des impôts impayés que le fisc prélèverait avant lui. S'il menaçait de faire vendre par application de la loi du 17 mars 1909, on lui démontrait que le prix de la vente forcée serait loin d'atteindre le montant de la créance.

B) *Origines de la loi et nature.* — Dès octobre 1933, une proposition de M. Soulier demandait un aménagement nouveau du paiement du prix des fonds comportant soit des délais, soit une réduction de prix. C'était une atteinte à l'article 1134 du Code civil. Puis il y eut un projet de MM. Chéron et Lamoureux pour étendre au fonds de commerce le système de la rescision pour lésion. La Chambre vota, le 11 décembre 1934, un texte adoptant le système de l'imprévision mais ces projets ne trouvèrent pas grâce au Sénat. M. Caillaux disait : « Ce serait tuer le commerce que d'entamer la foi due aux conventions. » Un contre-projet Calmels¹ proposait d'accorder des délais par application de l'article 1244.

Le Parlement, après de longues hésitations, a adopté, après une discussion longue et laborieuse, une proposition de loi qui, de par sa nature, semble concilier le point de vue juridique avec le côté social du débat. C'est la loi du 29 juin 1935. Ce n'est pas un moratoire de plein droit ; les délais accordés par le président du Tribunal de commerce sont des délais de grâce. L'origine de la loi est dans le projet

1. *J. O.*, 29 mars 1935, p. 477.

Calmels « tendant à octroyer des délais par application de l'article 1244 ». D'ailleurs, le Sénat a toujours été opposé à ce qu'on s'écarte du principe d'accorder des délais. La Commission des Finances et la Commission du commerce du Sénat y étaient contraires. M. Caillier, rapporteur de la Commission, combattit la réduction proposée par M. Maulion, rapporteur de la Commission de législation civile : « Pour le commerçant, l'échéance est l'échéance, Monsieur Maulion vous êtes, comme moi, un homme ayant quelques lettres et vous connaissez ce martyr grandiose, l'épopée de ce commerçant du temps de Louis-Philippe que Balzac a magnifié sous le nom de César Birotteau. Elle est grandiose l'histoire de ce malheureux marchand, victime des spéculations et aussi des événements. Il meurt, mais il meurt résolument. Nos commerçants ont-ils changé de manière ? L'âme du commerçant n'est-ce pas cela, que ce soit le petit commerçant ou le grand ? Ce conflit entre le hasard et le courage qui sait, à certains moments, faire face à la mauvaise fortune, c'est cela la vie, Monsieur Maulion, et surtout la vie commerciale. »

Dans le texte, il n'y a pas de référence à l'article 1244, mais la liberté d'appréciation laissée au magistrat pour accorder ou refuser le terme sollicité rattache le délai de la loi du 29 juin à celui déterminé par l'article 1244 du Code civil. On a dit que c'était un moratoire ¹ différant des délais de grâce en ce qu'il a été institué en raison de la crise économique, il ne bénéficie pas à un débiteur mais à tous ceux qui sont supposés avoir été atteints par la crise dont la loi fixe arbitrairement l'origine au 1^{er} juillet 1933. Et M. Gorny conclut en disant : « Ce n'est plus du droit commercial pur

1. *Règlement du prix des fonds de commerce*, p. 65.

que l'on fait, mais de l'économie nationale avant tout. » L'auteur anticipe sur la loi du 21 août 1936, ici le magistrat conserve un pouvoir d'appréciation et juge, en étant informé de la situation financière exacte des débiteurs. On exige en effet du vendeur et des cessionnaires de sa créance ainsi que des porteurs de billets à ordre une déclaration à l'acquéreur portant sur le nombre, le montant des billets en circulation et leur prix d'acquisition.

C) *Conditions d'application.* — Les bénéficiaires de la loi étaient les commerçants au sens de l'article 632 du Code de commerce. Les souscripteurs des effets à ordre étaient assimilés aux acquéreurs d'un fonds de commerce. Quant aux artisans, ils ne paraissent pas devoir en bénéficier et les industriels ne sont pas désignés dans la loi. Mais le terme commerçant englobe tous ceux, commerçants, artisans et industriels, qui ont acheté le fonds qu'ils exploitent.

Ce commerçant doit être débiteur en tout ou en partie du prix d'un fonds de commerce. On s'est demandé si la loi s'appliquait aux billets de marchandises. D'après le Sénat, ils ne seraient pas protégés car la loi donne la même définition du fonds que celle du 17 mars 1909. Dans beaucoup de ventes, le prix des marchandises est payable en sus du prix des fonds. Les billets de marchandises ne sont pas des billets de fonds. Cependant, le Tribunal de commerce de la Seine a souvent accordé les bénéfices des lois du 5 juillet 1933 et suivantes aux billets de marchandises. Les billets d'enregistrement ne sont pas protégés et la loi ne s'applique pas aux prêts qui auraient pu être consentis, même si ces prêts ont servi à payer une partie du prix. Il fallait aussi qu'il y eut acte de transmission passé avant le 1^{er} juillet 1933. Le législateur voulait éviter que les commerçants, acquéreurs d'un fonds en période de crise, pussent bénéfi-

cier des avantages réservés à ceux qui, ayant acquis leur fonds de commerce au moment de la prospérité, étaient en droit de compter pour amortir le prix de leur achat sur les bénéfices que la crise avait fait disparaître.

Tout commerçant qui se trouve dans ces conditions sera recevable à solliciter termes et délais qui pourront être renouvelés. Le juge n'est tenu par aucun délai limite. A l'encontre de la loi du 5 juillet 1933 qui stipulait les modalités de l'atermolement que pouvait accorder le juge, l'article 1^{er} de la loi ne limite pas le pouvoir du juge qui, à défaut de précisions contraires, pourra donc en appréciant bien entendu les motifs et les circonstances de la cause, accorder le délai qu'il jugera nécessaire au débiteur sans être astreint à un délai limite. De même, il pourra fixer à son gré l'importance de la fraction du billet qui doit être payée comptant. Il pourra également renouveler les délais accordés si la situation du débiteur le justifie. Sous l'empire de la loi du 6 juillet 1934, on a vu des magistrats accorder des libérations à raison de quelques centaines de francs par mois alors qu'il s'agissait de créances dépassant plusieurs centaines de milliers de francs. Et pourtant, la loi du 19 mai 1934 prorogée par la loi du 6 juillet 1934 contenait application aux dettes commerciales de l'article 1244 du Code civil qui n'était applicable auparavant qu'aux dettes civiles.

C'est un pouvoir considérable dont le magistrat est nanti. Il devra en user avec circonspection et prudence et vérifier chaque fois si la situation du débiteur est telle qu'elle motive l'octroi d'un délai de grâce.

D) *Compétence et effets.* — Pour l'obtention des délais, il faut se pourvoir en référé devant le président du Tribunal de commerce du lieu où est exploité le fonds de commerce

vendu. Le débiteur n'a donc pas à se déranger. Même si les débiteurs ont déjà obtenu des délais, la loi décide que les débiteurs peuvent à nouveau demander des délais mieux appropriés aux circonstances économiques, aussi longtemps que les condamnations qui auraient précédemment été prononcées contre eux n'ont pas été exécutées. En dépit de ces décisions, l'acquéreur est recevable à former toutes les demandes prévues par la loi. L'exécution de ces décisions est ensuite paralysée jusqu'à l'ordonnance présidentielle. Enfin le président qui accorde des délais doit ordonner le sursis à cette exécution. Ce sursis subsiste pendant toute la durée des délais, il doit être prorogé si les délais sont renouvelés.

Les débiteurs ont bénéficié d'un véritable moratoire du 30 juin 1935 au 30 novembre 1935. L'exercice de l'action résolutoire était suspendu pendant toute la durée du terme consenti. Les poursuites demeuraient impossibles car le débiteur avait introduit en même temps qu'une demande de délais une action en réduction du prix qui se trouvait encore en instance devant le Tribunal de commerce. Un arrêt de la Cour de Paris du 6 décembre 1935 ¹ avait décidé que la créance du vendeur était incertaine tant que le Tribunal n'avait pas statué sur la question de réduction qui lui était soumise. Le créancier était désarmé par cette jurisprudence contestable, il avait entre les mains un titre exécutoire, l'ordonnance du président, qui n'avait plus aucune valeur. Cette jurisprudence a eu pour conséquence de créer un moratoire général, les débiteurs n'ayant pas manqué d'introduire une action en réduction pour lésion. La longue durée de l'instance devant le Tribunal de commerce et

1. *G. P.*, 1936, 1-261.

l'appel leur assurait [quelques années de moratoire total.

Les délais obtenus sont opposables aux tiers et on étend aux garants et aux cautions les avantages accordés au débiteur principal.

La procédure instituée par la loi du 29 juin 1935 a excité l'envie des débiteurs qui désirent toujours obtenir des délais. Nous avons vu comment la loi du 25 mars 1936 leur a donné satisfaction en ajoutant un paragraphe à l'article 1244. Les droits des créanciers paraissaient sacrifiés et le juge commerçant se substituait au Tribunal et jouissait d'un pouvoir absolu. Les débiteurs néanmoins s'estimeront insatisfaits. De ce mécontentement naquit la loi du 21 août qui transforma le délai de grâce en moratoire.

§ 4. — *Loi du 21 août 1936.*

A) *Objet de la loi.* — Cette loi du 21 août 1936 complète celle du 25 mars 1936, elle accorde des délais et suspend les poursuites contre certains commerçants dont la crise économique qui se poursuit met la situation en péril. Cette loi est une mesure transitoire car le législateur a prévu la confection dans un avenir prochain de lois de principe qui aménageront les dettes, le 1^{er} décembre prochain cette législation d'expédients cessera de produire effet. Les poursuites sont suspendues de plein droit ainsi que les mesures d'exécution et jusqu'aux mesures conservatoires si elles sont de nature à entraver l'exercice normal de la profession. Il ne peut y avoir de clause résolutoire contraire. La loi ne fait pas de distinction entre les débiteurs de bonne foi et de mauvaise foi, elle présume la bonne foi du débiteur. La loi s'est attachée à protéger les petits commerçants, ceux qui ne sont pas inscrits au rôle de l'impôt géné-

ral sur le revenu pour leurs revenus de 1935. La loi ne joue pas non plus, comme nous le verrons, pour toutes espèces de dettes. Malgré son titre modeste : « loi tendant à permettre l'octroi de délais aux commerçants, industriels et artisans », c'est un véritable moratoire qu'elle organise et elle transforme ainsi le délai de grâce.

B) *Origine de la loi.* — La complication des procédures rebutait les débiteurs qui hésitaient à demander des délais. Une tendance à la protection du petit commerce se manifesta après les élections législatives d'avril et mai 1936 et un groupe de défense du moyen et petit commerce fut constitué à la Chambre sous la présidence de M. Joseph Rous. Un projet de loi fut déposé qui instituait un moratoire de plein droit au profit des commerçants, industriels et artisans pour les dettes relatives à l'acquisition de leur fonds et au paiement des loyers des locaux professionnels. Ce moratoire s'appliquait également aux impôts de cette catégorie de débiteurs. Pour être efficace et éviter des frais de justice aux débiteurs, le moratoire devait jouer automatiquement. Il suspendait de plein droit toutes poursuites et demeures d'exécution ainsi que toutes mesures conservatoires susceptibles d'empêcher l'exercice normal de la profession. La proposition parlementaire, dont la rédaction avait été confiée à Bergery, tendait à établir un moratoire immédiat des poursuites. « Moratoire limité sans doute à certaines dettes mais moratoire automatique », disait en s'y opposant le ministre du Commerce ¹. Le Gouvernement déposa un projet, en écartant le caractère automatique du moratoire. Ce principe de l'automatisme est en effet regrettable, il aurait mieux valu l'octroi de délais selon une

1. J. O., 8 août 1936. Chambre des députés, n° 2514.

procédure simple mais sous le contrôle du juge et permettant une discrimination entre les débiteurs de mauvaise foi et les débiteurs de bonne foi. Le texte voté est une transaction entre les partisans du moratoire et ceux d'un simple délai concédé par le juge. Le caractère automatique du moratoire l'a emporté mais il ne profitera qu'aux commerçants qui n'ont pas été soumis à l'impôt général sur le revenu au titre de leurs revenus de 1935. Le créancier ne pourra pas se livrer à une enquête personnelle, le débiteur sera donc amené par la force des choses à venir en justice justifier qu'il est dans le cas d'invoquer le moratoire. Le moratoire ayant trait aux impôts n'a pas été maintenu.

C) *Bénéficiaires de la loi.* — On peut diviser en deux catégories les bénéficiaires de la loi, d'abord les débiteurs auxquels la loi accorde sa pleine protection, puis les débiteurs auxquels la loi n'accorde qu'une protection conditionnelle.

La loi accorde sa pleine protection aux débiteurs si certaines conditions sont remplies, conditions personnelles au débiteur et conditions relatives à la nature et à la date des dettes.

1° *Conditions personnelles au débiteur.* — Pour bénéficier de la loi du 21 août 1936 il faut être commerçant, industriel ou artisan.

La qualité de commerçant suppose deux conditions : l'exercice d'actes de commerce et le caractère habituel et public de cet exercice. Les professions non commerciales comme la profession agricole, les diverses branches de l'industrie extractive et de l'art mécanique, les professions libérales ne peuvent en bénéficier. Certaines professions qui n'ont point pour objet des actes commerciaux peuvent néanmoins conférer la qualité de commerçant ; d'autres

ont un caractère variable, tantôt civil en principe, parfois commercial exceptionnellement. Les professions de la première catégorie sont celles exercées par les sociétés anonymes ou à responsabilité limitée ayant un objet civil ; les sociétés de crédit agricole au contraire n'ont pas la qualité de commerçant, elles ne paraissent pas d'ailleurs pouvoir être tenues des dettes visées par la loi du 21 août 1936. Certaines catégories ont été formellement exclues, ce sont les établissements à succursales multiples et à prix unique, les établissements de crédit et les sociétés imposées à la cédula des bénéfices industriels et commerciaux.

Pour les marchands de biens, on hésite à leur reconnaître la qualité de commerçant et la jurisprudence est divisée. Un arrêt de Caen du 30 avril 1926 en a fait de véritables commerçants, un arrêt de Limoges du 1^{er} juin 1928¹ admet que l'article 39 de la loi du 13 juillet 1925 a une portée fiscale. Cependant les spéculations de nature immobilière n'ont pas le caractère commercial mais on reconnaît aux agents d'affaires la qualité de commerçant. Il importe de faire une distinction entre le façonnier qui travaille pour le compte d'un industriel avec la matière que celui-ci lui fournit tandis que l'artisan travaille toujours pour son propre compte.

Les commerçants, industriels et artisans qui n'ont pas été imposés au titre de l'impôt général sur le revenu au cours de l'année 1935 peuvent seuls en bénéficier, dit l'article 3. Comme le dit M. Ripert², cette loi, qui divise les citoyens en deux catégories, est regrettable. C'est une loi de classe alors que la loi devrait être faite pour tout le monde.

1. *S.* 1927, 2-150 et *D. P.*, 1930, 2-96.

2. Ripert. *Chronique. Le droit de ne pas payer ses dettes.*

Les débiteurs étrangers devront remplir deux conditions supplémentaires, ils devront justifier d'une résidence de cinq ans en France avant la promulgation de la loi et d'avantages semblables accordés aux Français par le pays dont ils sont ressortissants.

Les débiteurs devront établir que les mesures conservatoires sont susceptibles d'empêcher l'exercice normal de la profession, c'est le débiteur qui devra en faire la preuve.

En outre, l'énumération des personnes pouvant bénéficier de la loi est strictement limitative. Le 11 août, M. Philip avait proposé d'ajouter à l'énumération les travailleurs intellectuels et les débiteurs hypothécaires. On lui fit observer qu'il y avait une foule d'autres débiteurs, mais qu'on faisait une loi pour la protection des petits commerçants.

2^o *Conditions relatives à la nature et à la date de la dette.*

— L'article 2 énonce que la loi s'applique :

a) Aux dettes contractées antérieurement au 1^{er} janvier 1935 à l'occasion de l'acquisition d'un fonds de commerce ou artisanal ;

b) Aux engagements locatifs de nature commerciale, industrielle ou artisanale contractés antérieurement au 1^{er} janvier 1935 et échus avant la promulgation de la présente loi ;

c) Aux emprunts contractés avant la promulgation de la présente loi pour l'acquittement des dettes visées aux alinéas *a* et *b* ci-dessus.

a) *Dettes concernant l'acquisition d'un fonds.* — Les dettes moratoriées ne sont plus seulement celles du prix de vente d'un fonds de commerce intervenue avant le 1^{er} juillet 1933 ou résultant de billets souscrits avant cette date en paiement du prix mais toutes les dettes antérieures au 1^{er} janvier 1935 à l'occasion de l'acquisition d'un fonds de

commerce ou artisanal. Il faut un acte d'acquisition, c'est-à-dire tout acte translatif. Le texte ne vise que le cas de dettes contractées pour l'acquisition d'un fonds de commerce. Le sénateur Bachelet aurait voulu étendre le bénéfice de la loi aux dettes contractées à l'occasion de la création d'un fonds de commerce ou de l'achat d'un immeuble. Maulion, rapporteur, obtint l'abandon de cet amendement. Il ne contesta pas cependant ce qu'il y avait de plausible dans l'interprétation¹ : « Je traduis la thèse qu'on vient de soutenir par cette formule extrêmement simple : le moratoire de toutes les dettes commerciales sans exception. Pour créer un commerce, il faut un immeuble, des marchandises, un matériel ; pour les raisons que j'ai indiquées, je prie notre collègue de ne pas insister pour le maintien de cet amendement. »

La Cour d'appel de Bourges a décidé à tort le 19 mai 1937² que la loi doit aussi s'appliquer quand la dette a été contractée non en vue de l'acquisition d'un fonds mais pour sa création, son installation et son aménagement.

En effet, les travaux préparatoires ne laissent aucun doute sur l'intention du législateur. Juridiquement, il semble aussi que cette loi exorbitante du droit commun doive être interprétée strictement, auquel cas une telle dette ne serait pas moratorisée. La solution de la Cour de Bourges peut être opposée à celle de la Cour de Paris du 26 avril 1937³ qui décide que la loi du 21 août 1936 en raison de ses termes ne comporte aucune interprétation et doit être appliquée restrictivement. Elle est inapplicable à la dette contractée pour l'extinction d'un passif hypothé-

1. *J. O.*, Sénat. Séance du 13 août 1936, p. 1351.

2. *G. P.*, 1937, 2-381.

3. *D. H.*, 1937, 341.

caire du débiteur et pour augmenter son fonds de roulement.

Lorsqu'il y a eu acquisition de parts sociales dans une société exploitant un fonds de commerce, il n'y a pas eu acquisition d'un fonds et la loi du 21 août 1936 ne peut recevoir application, a décidé la Cour de Paris le 13 février 1936¹, sauf lorsque la cession de parts a eu pour but la dissimulation d'une vente de fonds.

Peu importe la personnalité du créancier mais le débiteur doit être commerçant, industriel ou artisan.

Il faut que l'acquisition porte sur un fonds avec existence de certains éléments : achalandage, enseigne, nom commercial, droit au bail, matériel, clientèle, brevets, marques de fabrique. L'acquisition séparée d'un élément non essentiel du fonds ne saurait être considérée comme une acquisition de ce fonds, cet élément fût-il le droit au bail. On a jugé que la vente des marques exploitées par un fonds sous un nom spécial, s'adressant à une clientèle indépendante, comprenait des éléments suffisants pour former un fonds. Quant aux marchandises, elles ne sauraient être considérées comme constituant un fonds de commerce même si elles ont fait l'objet d'un prix distinct.

b) *Dettes résultant d'engagements locatifs*. — Il s'agit des loyers et des charges mais l'engagement n'est pas nécessairement la location. La location convenue doit être de nature commerciale, industrielle ou artisanale. Il faut une double condition indivisible de destination et d'usage. La destination suppose un accord exprès ou tacite des parties. Elle pourra être révélée par la nature, l'aménagement des lieux. Elle pourra même résulter de l'acceptation par le

1. S., 1936, 2-67.

bailleur d'un usage fait des lieux par le preneur et qui n'avait pas été primitivement convenu ou même interdit. La preuve de la destination des lieux incombe au preneur.

L'usage commercial, industriel ou artisanal suppose que le locataire exerce effectivement dans les lieux une profession de cette nature. Cette profession peut avoir lieu par l'intermédiaire d'un tiers. Les dettes de l'alinéa *b*, article 2, ne se rapportent pas nécessairement de manière directe à des fonds de commerce. La nature du local suffit pour que le bénéfice de la loi soit reconnu au débiteur. Il n'est point nécessaire que le fonds de commerce soit exploité dans les lieux loués, ceux-ci peuvent n'être que des accessoires du siège de cette exploitation.

Quand l'usage commercial n'est que partiel, il faut rechercher si les locaux donnés à bail sont divisibles ou indivisibles. Lorsqu'ils sont divisibles matériellement et dans la commune intention des parties, la dette n'est moratoriée qu'en ce qui concerne les locaux rentrant dans le terme de la loi. S'ils sont indivisibles, il faut que l'élément prédominant du bail présente le caractère commercial. L'indivisibilité est la règle s'il y a bail unique.

c) *Dettes résultant de certains emprunts.* — Ces dettes devront réaliser deux conditions : une condition de date certaine antérieure à la date de la promulgation de la loi, c'est-à-dire à la publication. On eût pu s'en rapporter aux règles du droit commun. C'est une complication et un échec à l'article 1328 car la date certaine d'un acte est exigée au regard des tiers et non pas entre les parties. Il faut aussi une relation de cause à effet entre l'emprunt et une dette relative à l'acquisition d'un fonds de commerce ou à la location d'un local de même nature. Le fardeau de

la preuve appartiendra aux commerçants et elle sera difficile puisqu'elle porte sur une intention.

A côté de ces débiteurs pleinement protégés, il en est d'autres auxquels la loi n'accorde qu'une protection conditionnelle. Les débiteurs sont tranquilles, ils ne seront plus troublés par leurs créanciers. Il n'est plus question de l'humiliation du délai de grâce, le législateur leur a donné le droit de ne point payer. Mais que va devenir le bailleur, le vendeur, le prêteur ? Le législateur a résolu la question en permettant aux petits qui ne sont pas payés de ne pas payer les autres.

Comme dit M. Ripert ¹, il n'y a pas de raison de s'arrêter. Le législateur aurait pu s'intéresser aux créanciers du vendeur, il ne l'a pas fait. L'article 4, alinéa 1^{er}, prévoit un moratoire, d'une part en faveur des vendeurs de fonds dont les débiteurs bénéficient du sursis automatique imposé ou des suspensions de poursuites accordées par application de la loi du 29 juin 1935, d'autre part en faveur des bailleurs de fonds destinés à l'acquittement d'un fonds de commerce. Les vendeurs et les bailleurs doivent justifier leur non-imposition au titre de l'impôt général sur le revenu pour 1935. Ce moratoire joue quelle que soit la cause de la dette.

L'article 4, alinéa 1^{er}, vise les poursuites susceptibles d'empêcher l'exercice normal de la profession, or, il n'est pas nécessaire que le vendeur de fonds, le bailleur ait une profession. Le créancier poursuivant n'a aucun moyen pour savoir si le débiteur est lui-même victime d'un moratoire. L'article 4, alinéa 2, prévoit une limitation ; si le créancier est dans le besoin ou le débiteur de mauvaise foi,

1. Ripert. *Chronique. Le droit de ne pas payer ses dettes.*

le créancier pourra s'adresser au juge des référés pour demander l'autorisation de poursuivre, s'il n'est pas inscrit au rôle de l'impôt général sur le revenu.

La loi ne fait pas de différence entre les personnes morales et physiques et n'exige pas d'eux qu'ils aient la qualité de commerçant.

Le juge des référés a un pouvoir de juridiction propre et exclusif et il statue à titre définitif. Son intervention n'a pas à être justifiée par l'urgence, comme c'était le cas dans la loi du 25 mars 1936, et sa décision ne peut être ensuite modifiée par le Tribunal.

Le créancier doit établir qu'il est dans le besoin ou que son débiteur est de mauvaise foi. Le juge des référés doit se montrer assez rigoureux dans son appréciation des éléments de preuve. Ce n'est qu'à titre exceptionnel qu'il peut autoriser les mesures conservatoires ou d'exécution. La comparution personnelle du débiteur est nécessaire. Sous l'empire de l'article 1244, le débiteur malheureux et de bonne foi pouvait obtenir une surséance de la bienveillance du Tribunal. Avec la législation nouvelle, le créancier doit être malheureux et de bonne foi pour être autorisé à recevoir son dû. Seuls, les vendeurs non payés et les cessionnaires de ces créanciers sur l'acquéreur ainsi que les bailleurs et prêteurs de fonds servant à l'acquisition, peuvent être poursuivis après autorisation du juge, les acquéreurs bénéficiant en tout état de cause du moratoire.

D) *Effets.* — Par le moratoire accordé, toutes mesures d'exécution comme toutes mesures conservatoires susceptibles d'empêcher l'exercice normal d'une profession sont suspendues de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une décision judiciaire jusqu'au jour où sera publiée au *Journal*

Officiel la loi réglant définitivement les rapports des débiteurs et des créanciers. Le sursis est donné nonobstant toute clause résolutoire contraire. Le créancier, pendant toute la durée du moratoire, ne pourra donc pas se prévaloir d'une clause stipulant que le contrat sera résolu de plein droit si l'acquéreur ne paie pas à l'échéance fixée.

La loi du 21 août 1936 est comme l'article 1244, alinéa 2, d'ordre public. Bien plus, si cette clause est déjà acquise au profit du vendeur, les effets en seront suspendus pendant tout le cours des délais obtenus.

Non seulement toutes poursuites en justice ou mesures d'exécution sont suspendues de plein droit mais encore toutes mesures conservatoires qui seraient susceptibles d'empêcher l'exercice normal de la profession. Une saisie-arrêt ne saurait s'exercer contre les bénéficiaires de la loi pour autant que la mesure soit de nature à empêcher l'exercice normal de la profession.

Le créancier prendra la mesure conservatoire que lui commande son intérêt et il appartiendra au débiteur, pour obtenir mainlevée, de se pourvoir en référé afin de démontrer que la mesure conservatoire prise à son égard empêche l'exercice normal de la profession.

Les poursuites sont également suspendues de plein droit contre les vendeurs de fonds et les emprunteurs mais, comme nous l'avons vu, le juge des référés peut, à titre exceptionnel, autoriser toutes poursuites et mesures si le créancier justifiait soit qu'il était dans le besoin, soit que le débiteur était de mauvaise foi.

Les hommes politiques se sont aperçus de la gravité du péril que la loi du 21 août 1936 provoque et le sénateur Fourcade en avertissait le Sénat dans la séance du

13 août¹ : La « loi nouvelle témoigne, une fois de plus, que jamais une disposition légale n'est considérée comme acquise, quand un délai est accordé, quand une prorogation est concédée, quand on admet une révision ; le jour même où ce premier succès est obtenu, tout le monde a la persuasion, et la persuasion justifiée, que le délai ne sera pas respecté, qu'il ne sera pas le dernier, que la prorogation sera prolongée et que la revision sera révisée. On parle tout le temps de moratoires. Il en est un que nous avons certainement réalisé, c'est celui du Droit, et celui-là malheureusement peut avoir entraîné des conséquences définitives et dont on mesurera la gravité. Il est impossible d'envisager le mal qu'a fait à l'ordre social et à la paix sociale, une telle conception législative.

§ 5. — *Lois des 24 décembre 1936, 31 mars et 30 juin 1937.*

La loi du 24 décembre est venue proroger jusqu'au 15 février 1937 les dispositions de la loi du 21 août 1936. L'article 4, alinéa 2, avait donné lieu dans la pratique à des interprétations contradictoires. Les auteurs de la nouvelle loi ont pensé à mettre fin à toute controverse.

Dans l'article 4, alinéa 2, on subordonnait la protection de la loi à la bonne foi du débiteur et on autorisait en conséquence le créancier à démontrer que cette bonne foi n'existait pas. La place de ce 2^e alinéa permettait de soutenir qu'il n'avait qu'une portée relative et ne pouvait dès lors être invoqué que par les bénéficiaires du 1^{er} alinéa, créanciers des vendeurs de fonds à la fois créanciers et débiteurs. On pouvait soutenir qu'il réglait l'ensemble

1. *J. O.*, 14 août 1936, p. 1352.

des rapports entre créanciers et débiteurs envisagés par la loi entière.

L'alinéa 2 voté par la Chambre se terminait ainsi : « qu'il est dans le besoin *et* que son débiteur est de mauvaise foi étant en situation qui lui permet de payer ». Or l'article 4, alinéa 2, posait une alternative. Ce fut le résultat d'une transaction entre la Chambre et le Sénat qui aboutit au vote de la loi du 24 décembre. Pour la Chambre, il fallait les deux conditions réunies ; le Sénat refusa et la Chambre supprima « soit qu'il est dans le besoin ». Le Sénat ayant adhéré le 23 décembre et les deux assemblées étant désormais d'accord, la loi a pu être promulguée le lendemain. La loi du 24 décembre 1936 spécifie que le juge des référés pouvait autoriser toutes les poursuites et les mesures exceptionnelles auxquelles il avait été sursis par les dispositions de la loi du 21 août 1936. De sorte que le créancier recouvre en référé la permission de poursuivre les acquéreurs du fonds de commerce à charge pour lui de prouver que le débiteur est dans une situation qui lui permet de payer.

Après le 15 février 1937, on a vu les créanciers, qui ont chargé l'huissier de saisir leurs débiteurs ou d'expulser les locataires commerçants, brandir en vain leurs titres exécutoires, jugements et ordonnances. Le Commissaire de police, dont l'assistance est devenue obligatoire pour qu'il soit procédé à l'expulsion, recevait du Parquet des instructions de ne pas donner son concours et la Chancellerie adressait aux magistrats des circulaires pour ordonner la discontinuation des poursuites dans les cas qui avaient été prévus par une loi de courte durée dont les effets sont expirés mais qui s'éternise en fait.

Enfin sont intervenues les lois du 31 mars et 30 juin 1937

prorogeant, la première jusqu'au 30 juin 1937, la deuxième jusqu'au 30 novembre, les dispositions de la loi du 21 août 1936, déjà prorogées par la loi du 24 décembre 1936. Le législateur intervient désormais comme un arbitre de la situation économique pour défendre un contractant que l'évolution de cette situation a mis dans une position désavantageuse. Ainsi pour les ventes de fonds de commerce, le régime a été transformé entièrement du fait de la crise économique. Dès la loi du 29 juin 1935, on voit un juge unique qui va, au cours d'une procédure bâtarde tenant du référé et du jugement de fond, arrêter des poursuites pour venir en aide à la victime présumée d'une crise économique : l'acquéreur. Il ne s'agit plus ici de droit commercial mais d'un droit nouveau national ou social dont l'arbitraire en tous cas ne peut s'expliquer que par d'impérieuses nécessités pratiques. L'État ne peut pas, en période de crise, laisser ruiner une partie des forces économiques sans tenter d'y apporter un remède. De plus, comme on l'a dit justement¹, maintenir certains commerçants et les sauver de la ruine, c'est en même temps assurer des rentrées d'impôts.

§ 6. — *Loi du 17 juillet 1937.*

Un projet gouvernemental fut déposé en août 1936 et un texte prévoyant une réduction de plein droit du prix de vente des fonds de commerce fut adopté les 11 et 12 février 1937. La Commission de commerce du Sénat avec M. Caillier comme rapporteur, élabore un contre-projet dans lequel il n'y a pas de réduction de plein droit mais

1. Gorny. *Règlement du prix des fonds de commerce.*

on respecte les conventions et jugements antérieurs en mettant fin au moratoire. La réduction du prix est fondée sur la lésion entendue dans un sens nouveau ; le droit de reprise est maintenu.

La Commission législative du Sénat fait opposition, M. Calmel approuve les dispositions relatives au respect de la chose jugée à la fin du moratoire et au droit de reprise, mais critique le principe de la réduction.

Le texte fut voté le 17 juillet 1937 par le Sénat et le même jour par la Chambre sans discussion et les dispositions nouvelles furent incorporées dans la loi du 29 juin 1935.

Le moratoire doit prendre fin. La demande de délais, l'octroi de ceux-ci par le président entraînent le sursis aux poursuites dans les conditions suivantes. L'article 3, alinéa 2 prescrit la suspension des poursuites et exécutions jusqu'au jour de l'ordonnance présidentielle. L'article 4 ordonne le sursis à l'exécution des décisions définitives, obligatoirement ordonné par le président qui accorde des délais. Enfin, l'article 1, alinéa 2, énonce que pendant toute la durée des délais accordés, l'exercice et les effets de l'action résolutoire sont suspendus à l'égard du débiteur qui se sera régulièrement acquitté. C'est tout ce que la loi du 17 juillet 1937 laisse subsister du moratoire. En conséquence, si le débiteur ne respecte pas les échéances prévues ou fixées par ordonnances postérieures au 17 juillet 1937, le créancier recouvre le droit d'agir conformément aux règles ordinaires, même si l'acquéreur a formé des demandes en réduction ou en remise de dette.

Cette loi ne nous intéresserait pas si, en ce qui concerne les échéances antérieures, elle n'avait laissé subsister un moratoire jusqu'à l'issue de l'action en remise de dette.

Il devrait résulter des termes de l'article 9 septies que le montant des termes arriérés, échus avant le 17 juillet 1937, devienne immédiatement exigible. Le législateur a reculé devant cette conséquence, la somme due pouvant être considérable et étant susceptible d'être partiellement remise en vertu des dispositions nouvelles. En prescrivant dans l'article 9 *bis* que le juge fixerait le montant de la provision que le débiteur devrait verser à valoir sur l'arriéré, le législateur du 17 juillet 1937 admettait implicitement que la somme totale n'était pas devenue immédiatement exigible et que pour son paiement le débiteur bénéficiait d'un moratoire. Le rédacteur du décret-loi a jugé utile de le dire expressément article 4, alinéa 2 : « Le juge fixe, dans le procès-verbal de non-conciliation, la provision due au vendeur pour les termes en retard conformément à l'article 9 *bis* et nonobstant les dispositions de l'article 9 septies. »

Ainsi ce nouveau moratoire porte sur le montant des termes arriérés au 17 juillet 1937. Il y a un moratoire total jusqu'au 15 novembre 1937, date extrême du dépôt de la demande, en cas d'introduction d'instance jusqu'à la fin de la procédure de conciliation. Si les parties acceptent l'arbitrage, la sentence fixera les conditions et les délais du paiement des sommes restant dues. Il y a aussi un moratoire partiel à partir du procès-verbal de non-conciliation jusqu'à la décision définitive, le versement par l'acquéreur de la provision fixée empêche les créanciers d'exercer toute poursuite pour le surplus de la dette. Bien entendu, le débiteur qui ne forme pas de demande de remise de dette ou dont la demande est nulle ou irrecevable, ne peut bénéficier de ce moratoire. Enfin, le non-paiement de la provision dans le délai prescrit, entraînant l'irrece-

vabilité de la demande, a pour conséquence l'exigibilité immédiate des sommes dues. Pendant le cours du moratoire, créé par la loi de 1937 et postérieurement à la décision du président, le créancier peut-il prendre des mesures conservatoires ? Il est expressément défendu au créancier d'exercer l'action résolutoire. Il lui est implicitement interdit de poursuivre le paiement du prix et d'exécuter les décisions judiciaires tant que le débiteur respecte les échéances fixées par le président. Les mesures conservatoires ne sont donc pas prohibées. Pour le cas particulier de la saisie-arrêt, sa possibilité dépend du caractère conservatoire ou exécutoire qu'on attribue à cet acte.

Cette loi du 17 juillet 1937 est revenue à une conception plus saine ; si un commerçant ne peut pas payer son prix d'acquisition, il ne le pourra pas davantage dans quelques mois ou années. Le rêve d'une reprise des affaires s'est évanoui. Si le commerçant ne peut pas payer son prix et si l'on veut empêcher le vendeur de l'exécuter, c'est à un réajustement du prix primitif qu'on est amené, c'est la seule solution.

Le Sénat a soutenu avec force que celui qui peut payer doit payer. Cependant, le décret du 25 août 1937 modifiant la loi du 17 juillet 1937 permet de demander la conciliation jusqu'au 15 novembre et le juge peut octroyer des délais supplémentaires qui évitent la forclusion des actions.

SECTION III. — DÉCRET-LOI DU 25 AOÛT 1937

Un décret-loi du 25 août 1937 est venu accorder des délais aux commerçants, industriels et artisans ; il ne s'applique pas au règlement du prix de vente des fonds

de commerce mais seulement à certaines dettes qu'il vise expressément, aussi nous l'étudions séparément.

Nous avons vu que la loi du 21 août 1936 prorogée par les lois des 24 décembre 1936, 31 mars et 30 juin 1937 avait organisé une sorte de moratoire pour les commerçants non soumis à l'impôt général sur le revenu. Cette loi était insuffisante puisqu'elle ne s'appliquait qu'à une catégorie de commerçants et elle n'organisait qu'une suspension générale des poursuites sans que l'octroi de délais de règlement fut prévu. A ce point de vue, les commerçants étaient soumis au droit commun. Malgré la loi du 17 juillet 1937 qui supprimait le moratoire, le décret du 25 août 1937 est venu se substituer à la loi du 21 août 1936 et a organisé un système plus cohérent. Ce décret accorde des délais de grâce dans le cadre de l'article 1244.

§ 1. — *Dettes auxquelles s'applique le décret-loi
du 25 août 1937.*

Les dispositions nouvelles ne concernent que les dettes résultant de trois sources. Les dettes, résultant d'engagements contractés avant le 1^{er} janvier 1935, à l'occasion de l'acquisition, de la création ou de la transformation d'un fonds de commerce ou artisanal, à l'exclusion des dettes visées par la loi du 29 juin 1935, relative au prix de vente des fonds de commerce, c'est-à-dire des sommes dues en raison de l'achat d'un fonds et pour lesquelles un régime spécial a été prévu par ladite loi, bénéficient du décret-loi. De même, les débiteurs commerçants peuvent obtenir des délais pour le paiement des dettes résultant d'engagements locatifs, de nature commerciale, industrielle ou artisanale, contractés avant le 1^{er} janvier 1935 et qui sont

échus avant la publication du décret-loi du 25 août 1937, et celles résultant d'emprunts contractés avant la publication du décret pour l'acquittement des dettes visées ci-dessus ou pour l'acquittement des dettes contractées, avant le 1^{er} janvier 1935 à l'occasion de l'acquisition, de la création ou de la transformation d'un fonds.

Les exceptions sont les mêmes que dans la loi du 12 juillet 1937 concernant les agriculteurs. Les dispositions ne s'appliquent ni aux effets de commerce, ni aux sommes dues au Trésor public, ni aux créances visées par l'article 53 de la loi du 5 avril 1928, c'est-à-dire aux cotisations d'assurances sociales, ni aux dettes de salaires et de fournitures d'aliments. En outre, elles ne s'appliquent pas aux sommes dues aux caisses de compensation en vertu des dispositions de la loi du 11 mars 1932, article 8. Elles ne sont pas applicables aux sociétés dont les emprunts sont soumis à un régime légal réglementaire spécial ou bénéficiant de la garantie de l'État, des départements, des communes ou des établissements publics, ni aux sociétés commerciales dans leurs rapports avec leurs obligataires (art. 8). Les débiteurs du Crédit Foncier sont visés dans cet article ¹. Hors ces exceptions et pour les dettes non prévues par le texte ou pour celles contractées avant le 1^{er} janvier 1935, le droit commun est applicable. C'est ce que dit implicitement l'article 1^{er} du décret-loi lorsqu'il dispose que les prescriptions qu'il édicte seront observées « par dérogation aux dispositions de l'article 1244, alinéas 2 et 3. »

Les débiteurs qui ont déjà bénéficié de l'article 1244, ne sont pas exclus du bénéfice du décret-loi du 25 août

1. *Sem. jur.*, Cour de Toulouse, 5 janvier 1938, n° 11, p. 619.

1937. Ce décret est applicable aux débiteurs malheureux et de bonne foi et c'est le magistrat saisi qui appréciera souverainement la qualité du débiteur. Les délais accordés au débiteur principal, bénéficient de plein droit à la caution même solidaire mais le codébiteur solidaire ne peut opposer au créancier les délais accordés au codébiteur.

§ 2. — *Délais.*

Le Tribunal et même en dehors de toute instance le juge des référés peut accorder des délais pouvant aller jusqu'à cinq ans, ce qui est le délai le plus long accordé aux bénéficiaires des délais de grâce par tous les récents décrets-lois de 1937. Ils peuvent également accorder une réduction du taux des intérêts impayés et de ceux à échoir pendant la durée du délai sans que ce taux puisse être abaissé au-dessous de 5 p. 100 l'an. Ils ont encore la faculté de surseoir à l'exécution des poursuites, toutes choses demeurant en l'état et nonobstant toutes clauses contraires inscrites dans les baux visés par le décret, en accordant des délais et de suspendre la réalisation et les effets des clauses de résiliation pour défaut de paiement du loyer au terme convenu, lorsque la résiliation n'est pas constatée ou prononcée par une décision de justice ayant acquis l'autorité de la chose jugée (art. 2, al. 1^{er}).

Les décisions sont provisoires, elles peuvent être modifiées ou annulées au cas où le débiteur n'accomplit pas ses engagements ou en cas de dol ou de fraude (art. 5, al. 1^{er}).

Elles deviennent caduques et le montant des dettes aménagées devient immédiatement exigible en cas de vente ou de cession de fonds de commerce ainsi qu'au cas

de vente des immeubles appartenant au débiteur, dans lesquels le fonds est exploité ou en cas de décès du débiteur (art. 5, al. 2).

§ 3. — *Procédure.*

Les délais sont accordés soit par le Tribunal, soit par le juge des référés. Ils sont accordés par le Tribunal lorsque celui-ci est saisi d'une action en payement. Ils sont accordés par le juge des référés en tout état de cause, c'est-à-dire même si l'on a commencé une procédure quelconque à l'encontre du débiteur et même en dehors de toute instance qu'il y ait ou non urgence. L'urgence ne semble plus être une condition nécessaire de la procédure de référé.

Le juge des référés compétent est le juge des référés commerciaux lorsque les demandes de délais sont faites pour les dettes qui sont de la compétence du Tribunal de commerce et le juge des référés civils dans le cas contraire.

Si le juge des référés concilie les parties, il dresse un procès-verbal des conditions d'arrangement et ce procès-verbal a force exécutoire. Dans l'hypothèse contraire, il peut accorder des délais dans la limite fixée par le décret. Comme en matière de dettes agricoles, le décret-loi du 25 août simplifie les formalités en cas de remise en vente ou d'adjudication (art. 7) et prévoit des exemptions de timbre et d'enregistrement (art. 7 et 8).

Il dispose enfin que les délais de procédure pour la validité des procédures d'exécution sont suspendus jusqu'à l'expiration des délais obtenus (art. 7, al. 1^{er}).

Ce décret est applicable dans les six mois qui suivront sa publication, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} mars 1938 (art. 1^{er}, al. 1^{er}).

Un autre décret-loi du 25 août 1937 a institué en faveur des débiteurs commerçants et artisans la procédure du règlement amiable homologué, sorte de concordat préventif avant faillite, qui leur permet, dans le cadre de la réglementation nouvelle et sous le contrôle du Tribunal d'obtenir termes et délais et éventuellement remise de dette de la part de leurs créanciers par un traité passé avec la majorité de ces derniers.

L'article 6 de ce décret-loi dispose que la décision du Tribunal entraîne de plein droit au profit du débiteur un sursis provisoire à toutes poursuites et mesures d'exécution ainsi qu'à toutes mesures conservatoires qui seraient susceptibles d'empêcher l'exercice normal de la profession à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le président du Tribunal sur simple requête.

Les créanciers privilégiés et hypothécaires soutenaient que le sursis provisoire et de droit institué par l'article 6 n'était pas applicable aux créanciers hypothécaires et privilégiés. La Cour de Paris le 15 novembre 1937¹ a jugé que le décret de 1937 était opposable aux créanciers hypothécaires et en cas de saisie immobilière qu'il y avait lieu de surseoir à toutes procédures d'exécution et de réalisation jusqu'à l'issue de la procédure du règlement amiable homologué. La seule exception à l'application de l'article 6 a trait aux créances limitativement énumérées à l'article 25 parmi lesquelles ne figurent pas les créances privilégiées ou hypothécaires.

C'est pour les commerçants que les principes anciens de l'exécution forcée des dettes, du respect de la parole donnée et de l'article 1134 : « Les conventions légalement

1. *S.*, 1937, 2-224.

formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites » ont été le plus mis en échec. On leur a opposé l'idée économique qu'il ne faut pas écraser le débiteur, surtout lorsqu'il est commerçant, industriel ou artisan car la prospérité économique de l'État est liée à lui. Il ne s'agit plus de contrats entre particuliers, l'intérêt général domine la production. On voit apparaître dans nos lois l'idée socialiste que l'État sera le répartiteur des richesses au mépris de la propriété privée. Pour le moment les moratoires sont temporaires mais c'est une étape vers une législation socialiste. Il faut savoir gré au décret-loi du 25 août 1937 d'avoir à nouveau légiféré dans le cadre de l'article 1244 et d'avoir abandonné le moratoire qui ne convient qu'à une situation exceptionnelle.

Dans les circonstances critiques que nous venons de traverser à la fin de septembre 1938, il n'y a pas eu de moratoire pour les débiteurs mobilisés, mais M. Paul Reynaud, garde des Sceaux, par une circulaire adressée aux Parquets, a appelé spécialement l'attention des magistrats sur la situation des débiteurs locataires ou commerçants qui ont été appelés à rejoindre sans délai les formations militaires et qui se trouveraient exposés à des mesures d'exécution. Il recommande l'examen de chaque cas particulier et l'adoption éventuelle, compte tenu de tous les intérêts légitimes en cause, de mesures propres à dissiper dans l'esprit de tous ceux qui se trouvent appelés à accomplir un devoir national, toute inquiétude immédiate sur le sort de leurs entreprises et de leurs foyers.

CONCLUSION

Les textes sont nombreux, comme on l'a vu, qui tendent soit à relâcher le lien obligatoire, soit même à le rompre complètement. On ne peut plus dire comme Loisel : « On lie les hommes par les paroles aussi solidement qu'on lie les bœufs par les cornes. » Le lien de droit s'est relâché et le législateur intervient, non plus comme autrefois pour assurer le respect de la convention, mais pour autoriser le débiteur à ne pas payer ses dettes. Le législateur est souvent intervenu dans la vie contractuelle mais c'était surtout au juge qu'incombait cette charge et c'est lui qui était qualifié pour accorder des délais de grâce. Depuis la guerre, on a perdu le respect de l'échéance, on ne paie plus à jour fixe. La plèbe est devenue toute-puissante et le législateur prend des mesures tendancieuses destinées à favoriser une catégorie de citoyens à l'encontre d'une autre, on défend le locataire contre le bailleur, le débiteur contre le créancier et cela sans réciprocité effective. La loi est appelée sociale et comme souvent c'est un décret-loi sans discussions, la mesure prise n'en est que plus audacieuse. Un droit de classe se constitue ainsi progressivement et les hommes ne sont plus égaux devant la loi.

Comme le dit M. Ripert ¹, il faut cependant reconnaître que « l'esprit démocratique qui depuis cinquante ans inspire toutes nos réformes a fait passer dans nos lois un souffle de justice et de pitié et sur plus d'un point notre législation actuelle a vraiment amélioré notre régime civil ». L'idée était généreuse de secourir les faibles mais

1. *Régime démocratique et droit civil moderne*, 1936, n° 69, p. 132.

on a abouti à la faiblesse. Il y a atteinte au crédit qui devient plus onéreux et le prêteur est plus craintif. « Il faut punir, écrivait Vauvenargues, la miséricorde, rarement employée et avec jugement, est une belle et singulière vertu, mais la clémence ordinaire sans distinction et discipline, est l'entière subversion de tout ordre. »

M. Josserand ¹ a très bien vu le danger qui nous menace si nous laissons de côté le « *verum jus* » de Cicéron, « la raison primitive », « les rapports d'équité antérieurs à la loi positive » de Montesquieu, « la raison naturelle en tant qu'elle gouverne tous les peuples de la terre » des rédacteurs du Code civil, « le droit pur » d'Edmond Picard. Le droit naturel laissé de côté, on tombe dans le chaos législatif. Nous avons vu combien était complexe la législation sur les moratoires et les délais de grâce.

On peut dire avec M. Josserand : « qu'il existe un dirigisme des pouvoirs publics qui vient de l'extérieur, il est oppressif, destructif de l'autonomie de la volonté, anti-contractuel, avec lui c'est une socialisation, une étatisation du contrat qui se poursuit sans relâche, surtout depuis la guerre, et qui devient fort inquiétante car en faisant échec à la libre volonté des parties et surtout en faisant bon marché de l'engagement pris, de la parole donnée, elle menace de déplacer l'axe contractuel, d'ébranler les fondements millénaires du droit et de le démoraliser en l'asservissant à l'économie politique et à la politique et en substituant l'emprise de la raison d'État à celle de la raison. »

Le droit tend à devenir, suivant l'expression de M. Josserand ² : « le code de la richesse et des phénomènes éco-

1. Josserand. *Chronique. D. H.*, 1933, p. 89.

2. Josserand. *Chronique. D. H.*, n° 21, 10 juin 1937.

nomiques ». La morale enseigne toujours qu'on doit payer ses dettes mais le droit ne sanctionne plus ce principe. La crise économique sert de prétexte au législateur pour accentuer la protection envers le débiteur et il suit naturellement la conjoncture économique au mépris de la souveraineté du contrat. On peut espérer que lorsque la crise économique cessera et que l'ordre économique renaîtra, nous verrons apparaître un ordre juridique stable. Mais une idée nouvelle s'est fait jour en droit : une loi est juste si elle est utile au plus grand nombre, or les débiteurs, qui sont en majorité, sont protégés contre une minorité de créanciers. Le souci d'humanité pour les débiteurs malheureux est relégué au second plan. Des lois, comme celle du 21 août 1936, qui divisent les sujets de droit suivant leur fortune, sont injustes. On arrive ainsi à la tyrannie politique de ceux qui représentent la force du nombre. Le droit civil ne devrait pas dépendre du pouvoir politique.

La loi du 17 juillet 1937 a essayé de mettre fin à la notion pernicieuse de moratoire mais toute la série des décrets-lois d'août 1937 est venue rétablir des délais de grâce.

Le moratoire est justifiable quand les circonstances deviennent critiques et qu'un intérêt supérieur l'exige, autrement il est condamnable. Néanmoins, on peut avec mesure accorder des délais de grâce aux débiteurs malheureux et de bonne foi, c'est une question d'humanité.

VU :

Le Président,

JULLIOT DE LA MORANDIÈRE.

VU : POUR L'ASSESEUR,

Le Professeur Délégué,

G. GIDEL.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

ROUSSY.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

- AUBRY et RAU. — *Droit civil*, t. IV, 4^e édition, 1871.
BRISAUD. — *Histoire du droit privé*, édition 1935.
COLIN et CAPITANT. — *Traité de droit civil*, t. II, 8^e édition, 1935.
DEMOLOMBE. — *Cours de Code Napoléon*, t. XXV et XXVIII.
DEVEAU. — Thèse Paris, 1937, t. XXXVII.
DURUY. — *Histoire des Romains*.
GARSONNET et CÉZAR BRU. — *Procédure civile*, 2^e édition, t. IV et VIII.
GLASSON, MOREL et TISSIER. — *Procédure civile*, 3^e édition, t. II.
JOSSEMAND. — *Droit civil*, 2^e édition, 1933, t. II.
LABATUT. — Thèse, province, 1927, t. II.
LAROMBIÈRE. — *Traité des obligations*, t. IV et V.
LAURENT. — *Principes de droit civil*, t. XVII.
MARTIN (Olivier). — *Histoire de la coutume de Paris*, t. II.
MARTIN (R.) et MANS (R.). — *Baux commerciaux*, 2^e édition, 1934.
MILOAÉ. — Thèse Paris, 1932, t. XXXV.
MOREL. — *Procédure civile*, édition 1932.
PLANIOU et RIPERT. — *Droit civil*, t. II, 11^e édition, 1937.
PLANIOU et RIPERT. — *Grand traité de droit civil*, t. VII.
RIPERT. — *La règle morale dans les obligations*.
RIPERT. — *Régime démocratique et droit civil moderne*, 1936.
ROPERT. — *Traité des baux à loyer et à ferme*.
THALLER et PERCEROU. — *Droit commercial*, t. II, 1931.
TOULLIER. — *Droit civil français*, t. III.
WAHL. — *Droit civil et commercial de la guerre*, t. II.

II. — OUVRAGES SPÉCIAUX ET ARTICLES DE REVUE

- ALEMANT. — Commentaire de la loi du 6 juillet 1934. *Mélanges*.
DEMOGUE. — Conditions pour accorder un délai avant de prononcer la résolution d'un contrat. *Revue trimestrielle de droit civil*, 1930, t. XXIX.
DENISART. — *Collections de décisions*, t. III et IV.
DESCHAMPS. — Commentaire de la loi du 21 août 1936. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1936, t. LVI.

- EDOUX. — Le délai de grâce et la saisie immobilière. *Gazette du Palais*, 29 avril 1936.
- FERRIÈRE. — *Dictionnaire*.
- GENIN et PRUGNARD. — *Règlement du prix des fonds de commerce*.
- GORNÿ. — *Règlement du prix des fonds de commerce*.
- GUIBAL. — Commentaire de la loi du 12 juillet 1937. *Lois Nouvelles*, 1937.
- GUIBERT. — Commentaire de la loi du 12 juillet 1937, *Dalloz*, 1938, 4-84.
- GUYOT. — *Répertoire*.
- HOMBURG. — L'article 1244 du Code civil est-il applicable en matière de saisie immobilière ? *Semaine juridique*, 1935, 2-1093.
- HOMBURG. — La loi du 25 mars 1936 et les saisies immobilières. *Gazette du Palais*, 8 mai 1936.
- ISAMBERT. — *Recueil des lois*, t. I, XVIII, XX.
- JOSSERAND. Le contrat dirigé. Chronique. *Dalloz hebdomadaire*, 1933, 89.
- JOSSERAND. — Un ordre juridique nouveau. Chronique. *Dalloz hebdomadaire*, n° 21, 1937.
- LAUNOY. — Règlement du prix des fonds. *Mélanges*.
- LELOIR. — Commentaire loi du 25 mars 1936. *Dalloz*, 1936, 108.
- LELOIR. — Commentaires lois 20 et 21 août 1936. *Dalloz*, 1936, 247.
- MEUNIER et ARCHEVÊQUE. — *Commentaire loi du 29 juin 1935*.
- PERRAUD, CHARMANTIER et RIVAL. — Commentaire loi du 29 juin 1935. *Semaine juridique*, 1935, 2-857.
- RIPERT. — Le droit de ne pas payer ses dettes. Chronique. *Dalloz hebdomadaire*, 1936, 57.
- ROPERs. — De la juridiction du juge des référés en matière de délai de grâce et le moratoire de la loi du 21 août 1936. *Lois nouvelles*, 1936, 340.
- SIRVIN. — Commentaire de la loi du 25 mars 1936. *Recueil de l'Académie de législation*, t. XII, 1936.
- VILADE. — Théorie du délai de grâce. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, t. LXXX, 1913.
- Semaine juridique*, 1937, n° 43. Délais de grâce. Moratoires. Aperçu général de la législation.
- Semaine juridique*, 1938, n° 11. Délais de grâce et débiteurs du Crédit Foncier.

III. — NOTES D'ARRÊTS

- Dalloz*, 1894, 2-169, note Glasson.
- Dalloz*, 1909, 2-16.
- Sirey*, 1915, 2-81.
- Gazette du Palais*, 1936, 2-534.
- Gazette du Palais*, 1936, 1-629.
- Gazette du Palais*, 1937, 2-382.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER. — Généralités	15
<i>Section I : Définitions et historique.</i>	15
§ 1. Définitions et distinctions.	15
§ 2. Terme de grâce en Droit romain	23
§ 3. Terme de grâce dans l'ancien Droit.	26
§ 4. Terme de grâce dans les travaux préparatoires	35
<i>Section II : Nature et caractère du délai de grâce et du moratoire.</i>	37
§ 1. Nature du délai de grâce	37
A) Théorie de l'exception dilatoire.	37
B) Théorie du droit exceptionnel.	41
§ 2. Caractère du délai de grâce	42
§ 3. Nature et caractère du moratoire.	45
<i>Section III : Fondement et justification des délais de grâce et moratoires récents.</i>	46
1° Raison politique.	47
2° Raison économique	48
CHAPITRE II. — Le droit commun des débiteurs	52
<i>Section I : Droit commun sous l'empire du Code civil</i>	53
§ 1. Qui peut accorder des délais de grâce ?	53
§ 2. A quelles conditions ?	60
Exceptions. A) Cas où un texte formel interdit les délais de grâce	63
1° Effets de commerce	63
2° En matière de vente, articles 1655, 1656, 1657 et 1661 C. civ.	64
3° En matière de dépôt	66
4° Cas inscrits dans l'article 124 C. proc. civ.	66
5° Prêt fait par le Crédit Foncier	66
6° Prêt du Crédit Municipal	67

B) Cas discutés	67
1° Le créancier est muni d'un titre exécutoire.	67
2° En cas de saisie réelle immobilière	69
3° Paiement des cotisations d'assurances sociales.	72
§ 3. Effets du délai de grâce	72
A) Effets produits à l'égard du débiteur	73
B) Effets produits à l'égard du créancier. . . .	74
1° Actes d'exécution	74
2° Actes conservatoires.	75
3° Compensation.	77
C) Effets vis-à-vis des tiers	78
§ 4. Déchéances du terme de grâce	78
A) Hypothèses communes de déchéance. . . .	79
1° Faillite et liquidation judiciaire du débiteur	79
2° Déconfiture du débiteur	79
3° Diminution des sûretés du créancier . .	80
4° La non réalisation des sûretés promises .	81
B) Déchéances propres au délai de grâce. . . .	81
1° La vente des biens du débiteur.	81
2° Lorsque le débiteur est en état de contumace.	82
3° Lorsque le débiteur s'est constitué prisonnier.	82
Section II : Loi du 25 mars 1936	82
§ 1. Objet de la loi.	83
§ 2. Origines de la loi.	84
§ 3. Conditions d'application de la loi.	87
Section III : Loi du 20 août 1936	97
§ 1. Objet de la loi.	98
§ 2. Origines de la loi.	98
§ 3. Conditions d'application de la loi.	100
Section IV : Décret-loi du 25 août 1937.	101
§ 1. Objet du décret-loi.	102
§ 2. Conditions d'applications du décret-loi	103
CHAPITRE III. — Les débiteurs agricoles (loi du 12 juillet 1937).	107
Section I : Conditions d'application de la loi.	108
1° Bénéficiaires de la loi.	108
2° Caractère du délai.	112
3° Qui peut l'accorder ?	113
4° Effets de la loi.	113
Section II : Procédure.	114

CHAPITRE IV. — Les débiteurs hypothécaires (décret-loi du 31 août 1937)	117
<i>Section I : Conditions d'application du décret-loi.</i>	118
1° Bénéficiaires du décret-loi.	118
2° Caractère du délai.	120
3° Qui peut l'accorder ?	121
4° Effets.	122
<i>Section II : Procédure.</i>	122
CHAPITRE V. — Les locataires.	124
<i>Section I : Les moratoires</i>	124
§ 1. Loi du 9 mars 1918.	125
§ 2. Loi du 31 mars 1922.	127
<i>Section II : Application du délai de grâce.</i>	129
§ 1. Loi du 30 décembre 1922.	131
A) Nature du sursis.	131
B) Durée du sursis.	132
C) Conditions du sursis.	133
D) Compétence.	133
E) Procédure.	133
§ 2. Loi du 16 avril 1930.	134
§ 3. Loi du 10 mars 1932.	135
§ 4. Loi du 31 décembre 1937.	138
CHAPITRE VI. — Les commerçants.	140
<i>Section I : Délai pour acquitter les billets de fonds.</i>	141
§ 1. Loi du 5 juillet 1933.	142
§ 2. Loi du 26 février 1934.	145
<i>Section II : Délai pour acquitter le prix des fonds.</i>	147
§ 1. Loi du 19 mai 1934.	147
§ 2. Loi du 6 juillet 1934.	149
§ 3. Loi du 29 juin 1935.	152
A) Objet de la loi.	153
B) Origines de la loi et nature.	154
C) Conditions d'application.	156
D) Compétence et effets.	157
§ 4. Loi du 21 août 1936.	159
A) Objet de la loi.	159
B) Origines de la loi.	160
C) Bénéficiaires de la loi.	161

1° Débiteurs auxquels la loi accorde pleine protection	161
1° Conditions personnelles au débiteur.	161
2° Conditions relatives à la nature et à la date de la dette	163
a) Dettes concernant l'acquisition d'un fonds	163
b) Dettes résultant d'engagements locatifs.	165
c) Dettes résultant de certains emprunts.	166
2° Débiteurs auxquels la loi accorde une protection conditionnelle	167
D) Effets.	168
§ 5. Lois du 24 décembre 1936, 31 mars et 30 juin 1937.	170
§ 6. Loi du 17 juillet 1937.	172
<i>Section III : Décret-loi du 25 août 1937.</i>	175
§ 1. Dettes auxquelles s'applique le décret-loi	176
§ 2. Délais	178
§ 3. Procédure	179
CONCLUSION. — Jugement sur la législation	182

IMPRIMERIE
HÉRISSEY
: ÉVREUX :